

Fin de règne au Soudan ?

Démissionnera, démissionnera pas ? L'épreuve de force qui, depuis près de dix jours, oppose le premier ministre soudanais, M. Sadek El Mahdi, à la hiérarchie militaire est en train de prendre fin. Seul imprévu de dernière minute, le chef de l'Oumma, le principal parti gouvernemental, devait quitter la barre dimanche après avoir régné depuis près de trois ans d'une manière presque absolue sur les destinées du Soudan.

Fin manœuvrier, M. El Mahdi se sera battu jusqu'au bout pour conserver un pouvoir chancelant et n'a apparemment baissé les bras qu'après avoir vu les officiers nommés par lui rejoindre une opposition qui englobe la quasi-totalité des forces politiques et syndicales du pays.

Au début de l'année, M. Sadek El Mahdi - qui est aussi le chef de la puissante secte des Ansars - se trouvait au faite du pouvoir. Il venait d'éliminer son principal partenaire de la coalition, M. Mohamed Osman El Mirghani, le président du Parti unioniste démocratique (PUD), représentant la confrérie rivale des Khatmias, traditionnellement tournée vers l'Égypte. Il avait ensuite formé avec son beau-frère, M. Hassan El Tourabi, une nouvelle équipe homogène presque exclusivement islamiste. En réalité, il s'agissait d'une victoire à la Pyrrhus qui isole le nouveau pouvoir.

Car M. Sadek El Mahdi avait commis une impardonnable erreur en refusant d'évaluer l'accord signé le 16 novembre dernier à Addis-Abeba entre M. El Mirghani et le colonel Garang - chef de la rébellion sudiste - en vue de négocier une paix des braves. Il a préféré renforcer son alliance avec le Front national islamique. Or celui-ci est hostile à la paix, qui suppose de remettre en question son principal objectif : l'imposition de la « charia » (la loi islamique).

Le premier ministre a perdu ainsi le peu de crédit qui lui restait auprès des Soudanais. La population, dans son immense majorité, est, en effet, convaincue que rien de valable ne se fera dans le pays tant que durera une guerre qui coûte au gouvernement près d'un million de dollars par jour et a rendu exsangue une économie déjà minée par l'extraordinaire succession de calamités naturelles ayant frappé le pays depuis quelques années.

Le départ de M. Sadek El Mahdi ne constituerait cependant pas un remède miracle. Il faudrait d'abord lui trouver un successeur qui, conformément à la Constitution, doit obligatoirement appartenir au parti Oumma, le plus important au parti Parlement. Ce successeur devra renouer le dialogue avec le colonel Garang, qui vient de remporter, sur le terrain, une série de succès militaires impressionnants. Restera ensuite à régler le problème de la présence libyenne au Soudan, qui était devenue un des fondements de la politique de M. Sadek El Mahdi, au point d'inquiéter vivement l'Égypte, les pays arabes modérés, et surtout les États-Unis.

M 0146 - 0306 0 - 6,00 F



3790146006000 03060

L'auteur des « Versets sataniques » craint d'être « lâché »

Vive polémique entre M^{me} Thatcher et S. Rushdie

Alors que l'affaire des « Versets sataniques » continue de provoquer des manifestations anti-occidentales dans certains pays musulmans, le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, a lancé un appel à l'apaisement. En Grande-Bretagne, la polémique se transforme en querelle de politique intérieure. Salman Rushdie craint d'être « lâché » par le gouvernement. M^{me} Thatcher ayant jugé son livre « profondément offensant » pour l'islam.



(Lire nos informations page 4)

Trois manifestations dans les rues de Paris

Les professeurs mobilisés contre le projet Jospin

Trois manifestations nationales d'enseignants étaient organisées samedi 4 mars à Paris. Les différents syndicats qui appellent leurs membres à descendre dans la rue (SNES, SNE-Sup, SNI, CGT technique, etc.) ne visent pas les mêmes objectifs, bien qu'ils protestent tous contre un aspect ou un autre des projets de M. Lionel Jospin, le ministre de l'éducation nationale. Les causes du mécontentement sont multifformes comme on peut l'observer à la base.

Les révoltés de Kerneuzec

QUIMPERLÉ de notre envoyé spécial

Aucun séismographe n'a enregistré la moindre secousse. C'est pourtant une faille béante qui s'est soudain creusée à Quimperlé entre les enseignants et la gauche socialiste. L'épicentre se situe au lycée de Kerneuzec, un établissement « sans histoire », composé de quelques paraplégiques normalisés, bâtis il y a vingt ans à la périphérie de cette petite ville pimpante de granit et d'ardoise. Au dire des professeurs, les élèves y sont gentils et dociles, trop même parfois. Les enseignants - agrégés en blouse blanche, barbus à lunettes rondes, mères de

famille à l'aise dans leur Bretagne natale - n'ont rien de têtes brûlées. Bons professeurs, lassés du syndicalisme mais fidèles électeurs de la gauche, ils mènent pourtant depuis quatre mois une guérilla acharnée contre les projets du gouvernement : boycottage des élections au conseil d'administration en octobre, refus des notes chiffrées à l'administration, participation muette aux conseils de classe du premier trimestre, envoi des notes directement au ministère, puis au président de la République.

PHILIPPE BERNARD.

(Lire la suite page 9.)

Marasme économique un an après la vague d'agitation

La démocratie sénégalaise à l'épreuve

Un an après la vague d'agitation que connaît le Sénégal au lendemain d'élections générales dont l'opposition contestait le résultat, le Parti socialiste, au pouvoir, tient le samedi 4 et dimanche 5 mars un congrès extraordinaire dit « de l'ouverture et du renouveau ».

De son côté, M^{re} Wade, chef du Parti démocratique sénégalais, principale formation d'opposition, fera sa rentrée politique à Dakar le mardi 7 mars, après avoir passé sept mois en France.

DAKAR de notre envoyé spécial

Clairafrique, la grande librairie catholique du centre-ville, a déjà mis en place une exposition d'ouvrages consacrés au bicentenaire de la Révolution française, événement à la commémoration duquel le Sénégal sera associé. Dès le 15 avril 1789, la ville de Saint-Louis n'envoyait-elle pas les « très humbles doléances et remontrances des habitants du Sénégal au peuple français tenant ses États généraux » ? Moins d'un siècle plus tard, les Noirs de Saint-Louis, Gorée, Dakar et Rufisque érigés en « communes

de plein exercice », obtenaient le statut de citoyens à part entière. En 1914, le Goréen Blaise Diagne enlevait son siège de député à François Carpot et allait devenir sous-secrétaire d'État dans un gouvernement Clemenceau.

C'est en se référant à ce passé légendaire en Afrique noire et à des événements plus récents, au lendemain de la seconde guerre mondiale, que M^{re} Wade revendique pour tout homme politique sénégalais « le droit à la différence » par rapport au pouvoir en place. « Il y a une attitude qui me met hors de moi, nous a dit à Paris le chef du PDS, c'est celle qui consiste à nous prêter la modération sous prétexte que le Sénégal n'est pas une dictature

pure et simple. Nous n'avons pas à nous accommoder de miettes. Nous avons une longue tradition de contestation derrière nous et nous demandons les mêmes libertés que vous autres Français. Pourquoi faudrait-il que nous nous estimions heureux de notre sort en nous comparant à quelque régime militaire ? Nous raisonnons par rapport aux démocraties occidentales. »

M^{re} Wade siège à l'Internationale libérale au côté du Parti républicain, mais, nous précise-t-il, « si j'étais français, je me situerais dans la mouvance gaulliste ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

(Lire la suite page 4.)

Washington et l'OLP

Les Américains haussent le ton.

PAGE 3

La crise au Venezuela

Washington accorde une aide financière ; M. Carlos Andres Perez annonce le « retour à la normale ».

PAGE 18

Attentat à Bogota

Quatre morts, dont un dirigeant communiste.

PAGE 18

Les municipales à Lons-le-Saunier

La petite fièvre de la gauche.

PAGE 6

Un juré jugé

Il avait violé le secret des délibérations.

PAGE 7

Le Monde

RÉGIONS

L'école du goût est née en Touraine.

PAGE 10

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. Alain Minc, directeur général de CERUS, auteur de « la Grande Illusion », invité dimanche à partir de 18 h 15.

Le sommaire complet se trouve en page 18

Le Salon de l'agriculture

La nostalgie de la France verte

Le Salon de l'agriculture ouvre ses portes dimanche 5 mars. Il rassemble durant une semaine à Paris (porte de Versailles) le vingt-sixième Salon international de l'agriculture et le soixantième Salon international du machinisme agricole, et à Villepinte le sixième Salon international des techniques et équipements d'élevage intensif.

A mesure que les villes desserrent leurs ceintures, repoussant la campagne toujours plus loin, l'agriculture française gagne en exotisme ce qu'elle perd en espace. Retraqués dans leur univers bitumé et bétonné, les citadins ne voient le monde rural que par les lucarnes de leur automobile ou de la télévision. Il est juste qu'une fois l'an la campagne s'installe en ville pour y tenir salon. Elle se donne à voir mais aussi à manger et à boire.

Le « concours agricole », comme disent les authentiques paysans, est un spectacle pour les familles, une exposition provinciale où les régions montent à Paris, endimanchées, lestées de fromages et de vins, accompagnées de vaches mameuses et de puissants reproducteurs.

Le rat des villes redécouvre le rat des champs, son cousin de plus en plus éloigné. Les chérubins sevrés de classes vertes déambulent dans la plus grande ferme du monde à la recherche des « pie noire » et des vrais cochons. Les immigrés, et pas seulement ceux de l'intérieur, retrouvent de stand en stand quelques racines enfouies, tels ces Maghrébins qui se souviennent appartenir, l'instant d'une visite, à un peuple d'éleveurs. Ils croissent des militaires en goguette venus lever le coude sans bourse délier. Un million de personnes se pressent ainsi chaque année porte de Versailles un effectif record qui dépasse...

celui des chefs d'exploitation en activité (980 000 en 1988) ! Le Salon de l'agriculture serait-il un musée où l'on exhibe une espèce, l'espèce rurale, en voie de disparition ? Question acide, mais lucide. Les démographes nous promettent pour la troisième millénaire une France avec 350 000 ou 500 000 paysans, selon le rythme de la modernisation qui vide les campagnes et fabrique des excédents. Un salon n'est-il pas le lieu idéal pour en causer ?

L'occasion est cette année offerte par l'exposition exceptionnelle consacrée à la France agricole autour de 1789. Lorsque la Révolution éclate, les paysans représentent au moins 60 % de la population du pays. Les impôts seigneuriaux, ecclésiastiques et royaux pleuvent sur les campagnes. Comme la grêle qui détruira toute la récolte de l'été 1788. Calamités administratives et climatiques.

ERIC FOTTORINO.

(Lire la suite page 15.)

Le Monde DE L'ÉDUCATION

17 F

LE PALMARES DES PREPAS
Comment s'inscrire dans une prépa. Concours par concours, les prépas les plus performantes. Un dossier pratique complet.

ENQUÊTE

LA NOUVELLE JEUNESSE DES ÉCOLES NORMALES SUPÉRIEURES

Les ENS sortent d'une longue période de réforme. Leurs débouchés se diversifient.

POLITIQUE ÉDUCATIVE

LE DÉFI DE LIONEL JOSPIN

Pour comprendre ce que le ministre propose. Pourquoi les enseignants s'y opposent. Le point sur les négociations en cours.

NUMÉRO DE MARS. 124 PAGES
En vente chez votre marchand de journaux

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 175 pes. ; Grèce, 180 dr. ; Italie, 90 p. ; Israël, 2 000 L. ; Liban, 0,400 L. ; Luxembourg, 40 F. ; Norvège, 18 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Royaume-Uni, 536 F CFA ; Suède, 140 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

Dates

Il y a cinquante ans

L'élection de Pie XII

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télécopieur : (1) 42-47-99-81

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-99-81.

Le Monde

TELEMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	REUNION	SENEGAL	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	304 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	592 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 090 F	1 044 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 080 F	2 450 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

PORTAGE :
Pour tous renseignements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse :
pour les abonnés, nous sommes
à votre disposition pour vous
aider à faire passer vos lettres
à l'adresse nouvelle. Joignez la
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire
sur les notes propres au capital
d'impression.

Le 2 mars 1939, Eugenio Pacelli fut élu pape sous le nom de Pie XII. Son pontificat allait durer jusqu'en 1958, près de vingt années lourdement chargées d'événements. Ce pape avait été choisi assez délibérément, parce qu'il était la seule personnalité capable de faire face à des évolutions, souvent indiscernables, mais dominées par l'imminence de la guerre.

LORSQUE le conclave pour l'élection du successeur du pape Pie XI s'ouvrit le 1^{er} mars 1939, à 6 heures du soir, au Vatican, les soixante-deux cardinaux étaient présents, ce qui ne s'était jamais vu. Trente-cinq étaient italiens. Tout dépendait donc des vingt-sept étrangers qu'avait nommés Pie XI.

Le cardinal Pacelli, secrétaire d'Etat et cardinal camerlingue, c'est-à-dire titulaire de tous les pouvoirs de l'intérieur, partait favori, et c'est pousser la vénération un peu loin qu'attribuer aux seuls journalistes des pronostics tenus pour indécents. Car les supputations venaient des hommes d'Eglise, électeurs ou non. A plusieurs reprises, Pie XI avait clairement souhaité que son secrétaire d'Etat lui succède. « *Sarà un bel papa !* » (quel beau pape il fera !), avait-il dit, le 12 novembre 1936, à Mgr Tardini. Et, au consistoire de décembre 1937, s'adressant aux nouveaux cardinaux, Pie XI avait déclaré : « *Medius vestrum stetit quem vos nescitis* » (celui que vous ne connaissez pas est parmi vous) — ce qui fut interprété comme l'indication que le prochain pontife était présent dans l'auditoire, non parmi les nouveaux promus, mais parmi les cardinaux plus anciens, dont était le secrétaire d'Etat. Enfin, tous les supérieurs majeurs des ordres religieux et les principaux membres de la Curie romaine souhaitaient cette élection.

Le poids des cardinaux français

Dans les souvenirs de son ambassadeur auprès du Saint-Siège, l'ambassadeur François Charles-Roux a longuement retracé ces journées. Il relève que, dès le départ, les cinq cardinaux français s'étaient prononcés pour le cardinal Pacelli. Verdict, archevêque de Paris, Liénart, archevêque de Lille, Gerlier, archevêque de Lyon, Baudrillart, recteur de l'Institut catholique, et Tisserant, qui résidait à Rome, semblaient faire bloc.

Ils avaient rallié le cardinal Villeneuve, de Québec, le cardinal Tappouni, patriarche des Syriens catholiques, le cardinal Van Roey, archevêque de Malines, les trois représentants des Etats-Unis, le Brésilien, l'Argentin, les Espagnols, l'Anglais, le Polonais, le Portugais, le Hongrois, le Tchecoslovaque... En tous ces pays, le cardinal Pacelli s'était rendu en qualité de légat du pape. Il y avait donné une image de hiérarchie religieuse, dont la prestance, la réserve, avaient impressionné les foules autant que les dignitaires.

Quoique étrangers à l'élection, la plupart des gouvernements étaient également favorables au cardinal Pacelli. Il incarnait les espoirs d'une paix que l'Eglise maintiendrait. Les récentes encycliques contre le communisme et le nazisme exprimaient son opposition aux Etats totalitaires. Quant aux quatre cardinaux allemands, ils attendaient de l'ancien nonce en Allemagne une attitude de détente envers le III^e Reich. Diplomates et politiques rejoignaient la voix populaire qui croyait en la devise que la prophétie de Malachie attribuait au futur pape : « *Pastor angelicus* ». Bien sûr, c'était de la superstition, mais saisi-on jamais ?

Deux grandes capitales lui étaient hostiles, celles qui le connaissaient le mieux, Berlin et Rome. Encore Mussolini et Ciano, voyant la tournure que prenaient les conversations de couloir, se décidèrent-ils à ne pas faire mauvaise figure à un pape qui, cette fois encore, serait en tout cas italien. Et tant qu'à choisir entre les Italiens, mieux valait ce cardinal diplomate...

Quant à la France républicaine, radical-socialiste, héritière des pionniers du combat anticlérical, elle se disposait à manifester l'enthousiasme convenant à une nation qui depuis Pépin le Bref se prévalait du titre de « fille aînée de l'Eglise ».

Les scrutins allèrent très vite. Au premier, vingt-huit voix allèrent à Pacelli. Il lui en manquait quatorze. Avant le deuxième tour, un entretien entre le cardinal Verdier et le cardinal Faulhaber fut, semble-t-il, décisif. Quarante-deux

du palais Taverna. La vieille forteresse des Orsini, sur le trajet que jadis les papes parcouraient pour revenir du Capitole au Vatican. Son arrière-grand-père avait été ministre des finances du pape Grégoire XVI. Son grand-père, sous-secrétaire à l'intérieur de Pie IX. Son père, au service du Saint-Siège en qualité d'avocat consistorial jusqu'à la première guerre.

C'est entre la place de Venise et le château Saint-Ange, dans la boucle du Tibre, que se firent les apprentissages



bulletins se rassemblèrent sur le nom de Pacelli, qui suffisait pour l'élection. Le cardinal demanda un troisième tour de confirmation dans l'après-midi et recueillit alors la quasi-unanimité.

Toutes les traditions ou superstitions étaient démenties : on avait un « pape politique », alors que l'alternance aurait voulu un « pape religieux ». Pour la troisième fois dans l'histoire, un secrétaire d'Etat devenait pape. Ce pape enfin contredisait l'adage qui voulait que « *qui entre pape au concile en sort cardinal* ».

Un « Romain de Rome »

Pour la première fois depuis 1721, un « Romain de Rome » avait été « élevé à la chaire de Pierre ». Cette qualification est aussi rare que celle de Parisien de Paris, mais elle est beaucoup plus chargée de sens. Par sa romanité, Eugenio Pacelli portait l'héritage du siècle précédent, lorsque le Saint-Siège vivait ses dernières décennies de pouvoir temporel, avant que le roi d'Italie ne vint enlever Rome pour en faire sa capitale en 1870. Deux Rome alors se confrontaient, la Rome noire, unissant tous les fidèles de Pie IX et de ses successeurs, et la Rome piémontaise, laïque, loyale au roi, qu'elle tenait pour un libérateur des esprits et des biens.

Eugenio Pacelli était né le 2 mars 1876, en plein cœur de la Rome pontificale, via Monte-Giordano, au pied

d'Eugenio Pacelli, l'espace le plus recroquevillé, le plus coupé d'ouvertures sur le monde.

Après des études de théologie au collège Capranica, à la Grégorienne, et de droit à l'université — il a obtenu la faveur de résider chez ses parents, en raison de sa mauvaise santé, — il est ordonné prêtre, tout seul, dans la chapelle particulière du cardinal-vicaire de Rome, à Pâques 1899.

Cet adolescent, exceptionnellement préservé du monde, n'a jamais voyagé à travers l'Europe comme ceux de son âge et de sa condition. Mais il a reconnu la difficulté de vivre en catholique dans un Etat laïc, au sortir de siècles de totalisme ecclésiastique. Dès le début, il a éprouvé la nécessité de trouver un compromis dans la nouvelle phase de l'éternelle guerre des deux glaives, le spirituel et le temporel. Toute son orientation ultérieure fut une extrapolation de cette expérience.

Après un temps de ministère paroissial, le seul qu'il fera jamais, il est nommé en 1901 à la Congrégation pour les affaires ecclésiastiques extraordinaires, qui gère les relations du Saint-Siège avec les Etats. Dès lors commence une carrière tout entière consacrée à la recherche des modalités juridiques qui assureraient la présence d'une Eglise totalement coupée des structures des Etats. Dépourvue de sa puissance temporelle, elle se consacrait intégralement à sa mission d'évangélisation, si les Etats y consentaient...

Le pape et la « solution finale »

A l'image de Pie XII, un procès demeure attaché : pourquoi le pape n'est-il pas intervenu nettement pour empêcher l'extermination des juifs ? Dramatisé par l'auteur allemand Hochuth (*le Vicaire*), la question n'a pas reçu de réponse catégorique. Pourtant, les vingt-cinq ans écoulés en ont clarifié les données.

Sur le plan documentaire, la publication des dix tomes de documents internes au Vatican sur son activité diplomatique et caritative pendant la guerre a très largement éclairé les faits eux-mêmes. Nul ne doute plus à présent que, sur l'initiative de Pie XII, le Saint-Siège a apporté aux victimes de la persécution raciale et des événements de guerre une aide considérable. Le gouvernement israélien lui-même lui en a rendu hommage.

Aide considérable, mais silencieuse. C'est là-dessus que porte le débat. Pourquoi Pie XII n'a-t-il pas élevé en termes clairs, et non pas dans les formes ampoules du langage ecclésiastique, des protestations contre les différentes étapes de la « solution finale » ? Ou prononcé la mise au ban de l'Eglise catholique de tous les catholiques allemands, leur faisant obligation de se rebeller contre le régime nazi ?

La réponse à cela n'est que partielle, et de nature politique : le pape tenait dessus tout à préserver le présent et le destin des catholiques allemands, minorités exposées soit à la persécution, soit au reniement. Juriste, il croyait à la valeur du Concordat qu'il avait signé.

A demeurer sur l'aspect politique des faits, il est évident aujourd'hui que, prono-

çant des « paroles de feu », Pie XII n'aurait rencontré que les réticences et l'absence de soutien de la part des puissances. Les refus britanniques, le silence persévérant et l'inaction de Roosevelt sont maintenant connus en détail. Mais cette passivité n'a jamais soulevé de campagne d'indignation.

A la question majeure, nous n'avons pas de réponse. Sinon celle-ci : que comme tout pontife, le pape était un homme, le chef d'une communauté de croyants, et qu'il avait à penser le poids d'une parole. En tout état de cause, celle-ci n'aurait eu, contrairement à l'opinion courante, aucune valeur d'infailibilité. L'absence de cette parole, le drame que suscite le silence, relèvent des actes d'un gouvernement. Il n'est ni irrévérencieux ni sacrilège d'en débattre.

J. N.

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18h15

en direct sur

ALAIN
MINC

animé par
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON
et Jacques AMALRIC (*Le Monde*)
Jean-Yves HOLLINGER
et Pierre-Marie CHRISTIN (RTL)

RTL

مكتبة الأصيل

Etranger

Le Monde • Dimanche 5-Lundi 6 mars 1989 3

YUGOSLAVIE : nouvelle vague d'arrestations

La « normalisation » se poursuit au Kosovo

PRISTINA
de notre envoyé spécial

Cinq ? Dix ? Quinze ? L'épuration des cadres communistes albanais soupçonnés de sympathies coupables à l'égard des « contre-révolutionnaires séparatistes » du Kosovo se poursuivait vendredi 3 mars à Pristina et dans toute la région sans que l'on sache très bien le nombre des interpellations. A

l'université, où les étudiants travaillent tout en boycottant les activités non obligatoires, on avançait, à la veille du week-end, le chiffre de « plusieurs dizaines d'arrestations ». Les rares journalistes locaux qui acceptent encore de parler à leurs confrères étrangers évoquent avec crainte les « charrettes » en préparation dans leurs diverses rédactions de presse écrite et audiovisuelle. « C'est comme une chape

de plomb qui nous tombe dessus », lâche un s'excusant un reporter beaucoup plus volubile il y a moins d'une semaine.

Bref, la normalisation du Kosovo est en marche. « Mais elle n'est pas terminée », confirment peu après M. Buda Vojisic, numéro deux de l'alliance socialiste locale, une sorte de courroie de transmission entre le peuple et le pouvoir, mais chapeauté comme il se doit par le Parti communiste. Et il moustache en berne, tout petit sous le grand portrait en noir et blanc de feu le maréchal Tito. M. Vojisic est le seul dirigeant local à avoir accepté de rencontrer les nombreux journalistes étrangers descendus sur la ville. Les autres dignitaires du cru, débordés par la crise de « réunification » aiguë qui a saisi le Parti sont indisponibles. « Plus personne ne veut se mouiller, susurre-t-on dans les couloirs officiels. Chacun a peur de se retrouver dans la prochaine charrette s'il ne tient pas sa langue ».

L'armée ne se montre plus

Alors, vaillamment, le pauvre M. Vojisic — d'origine monténégrine, alors que 90 % des Kosovars sont de souche albanaise — va faire face aux journalistes qui refusent de se laisser endormir par l'interminable exposé de rigueur sur les succès et les difficultés du socialisme autogestionnaire yougoslave. « Non », il ne sait pas combien de personnes ont été arrêtées en plus des trois de jeudi.

« Non », il n'est « pas en mesure » de confirmer l'interpellation, vendredi, de deux nouveaux dignitaires du parti local, MM. Ekrem Arifi, membre du comité central, et Ibro Osmani, du secrétariat à l'information. Il pense que « peut-être » M. Ismet Jashari, directeur du Centre culturel de l'université de Pristina, qui a disparu depuis quarante-huit heures, a été emmené « comme témoin » par la police. En Yougoslavie, un témoin peut être retenu trois jours, puis relâché ou inculpé.

« Oui » (enfin !) M. Vojisic a vu la liste de onze noms de cadres albanais jetés en pâture au public par *Politika-Express*, le journal dévoué aux Serbes et honni par les Kosovars albanais. Mais même s'il se trouve que cinq des personnes déjà interpellées figuraient sur cette liste — en tête de laquelle travaillait évidemment le célèbre M. Azem Vllasi, arrêté jeudi — M. Vojisic jure qu'aucun organisme officiel n'a fourni de noms à quiconque. La sixième liste restant celle des dirigeants albanais

d'entreprises publiques ou semi-publiques. On verra dans les prochains jours jusqu'à quel point M. Slobodan Milosevic, l'homme fort du communisme-nationalisme serbe, dont *Politika* est le haut-parleur, a obtenu les têtes qu'il voulait...

Dehors, en attendant, il fait beau et le calme semble revenu. Dans l'archevêché crasseux et anarchique de bâtiments-chapiers et de rues défoncées qui constitue la « capitale » du Kosovo, la vie des gens a repris sa tranquille apparence. Sur le Corso, l'avenue commerçante du centre, les jeunes — mais y a-t-il des vieux dans cette cité sans âme ? — ont repris possession des trottoirs poussiéreux. Les cirqueurs de chaussons en haillons hâlent en riant le chaland en basket qui musarde devant les vitrines. A l'intérieur, tous les produits nécessaires sont disponibles et si le Parisien gâté trouve tout cela un peu moche, l'envoyé spécial polonais, lui, a les yeux écarquillés de l'enfant à Disneyland.

Tout à coup, les têtes se lèvent vers le ciel et, dans un bruit d'enfer, deux Mig fendent l'espace aérien du Kosovo. Ce vol, quotidien depuis quelques semaines, est le seul signe encore visible d'une situation troublée. L'armée, pour sa part, a disparu du paysage. Oh ! elle est là, aux alentours de la ville, avec ses chars d'assaut et ses mitrailleuses. Mais elle ne se montre plus. « Elle restera pourtant ici tant qu'il le faudra », confirme-t-on officiellement à Pristina et beaucoup, ici, pensent d'ailleurs que ce n'est pas forcément une mauvaise chose.

« L'armée, bien qu'encadrée en majorité par des Serbes, explique un sociologue albanais, est la seule institution yougoslave qui n'a pas encore été infectée par le virus du nationalisme ethnique. » Va donc pour l'armée puisque les deux cent mille Serbes du Kosovo et bon nombre du million huit cent mille Albanais estiment qu'elle seule peut les protéger... d'eux-mêmes.

PATRICE CLAUDE.

● IRLANDE DU NORD : prison à vie pour l'auteur de la tuerie du cimetière de Milltown. — Le terroriste protestant Michael Stone, qui avait tué trois catholiques lors des funérailles de trois militants de l'IRA, en mars 1988, au cimetière de Milltown, a été condamné, vendredi 3 mars, à la réclusion criminelle à perpétuité par un tribunal de Belfast. A l'annonce du verdict, le terroriste a levé le poing en criant : « Longue vie à l'Ulster ! ». — (AFP.)

RFA : les Verts en congrès à Duisbourg

S'allier ou ne pas s'allier avec les sociaux-démocrates

Après huit heures de réunion, le Parti social-démocrate (SPD) et la Liste alternative (AL) sont parvenus vendredi soir 3 mars à un accord « sur plus de 90 % » d'un programme commun de gouvernement à Berlin-Ouest, a indiqué le président du SPD local, M. Walter Momper. Les deux formations disposent d'une majorité à la chambre des députés émise le 29 janvier dernier.

L'accord s'est notamment réalisé dans le domaine de la politique financière de la ville. Avant qu'il ne soit définitivement conclu, les alternatifs attendent encore du SPD « un certain nombre d'efforts », notamment sur la question de la diminution des forces de police à Berlin-Ouest. Les négociations devaient se poursuivre le dimanche 5 mars.

A Duisbourg, le XI^e congrès fédéral des Verts s'est ouvert le 3 mars. D'emblée, il a été placé dans la perspective des élections générales de 1990.

BONN
de notre correspondant

Les Verts ouest-allemands ont choisi la ville la plus noire de RFA, Duisbourg, au cœur de la Ruhr industrielle, comme lieu d'un congrès décisif pour l'avenir de cette formation écologiste et pacifiste. En crise permanente depuis plusieurs années, divisé en tendances antagonistes s'affrontant rudement sur la place publique, le mouvement écologiste constitué en parti voici bientôt dix ans n'en déient pas moins une des clés de l'avenir politique immédiat de la République fédérale.

L'accord en vue sur la formation d'un gouvernement « rouge-vert » à Berlin-Ouest après la débâcle du bourgmestre sortant Eberhard Diepgen (chrétien-démocrate), la perspective d'une victoire de la gauche aux élections municipales de Francofort ont remis à l'ordre du jour les problèmes liés à la participation au pouvoir des Verts. Faut-il s'allier avec les sociaux-démocrates, et au prix de quelles concessions, pour renverser la coalition au pouvoir à Bonn ?

L'hétérogénéité des Verts promet de beaux affrontements à Duisbourg : d'un côté, les « fondamentalistes », emmenés par la passionaria du mouvement, Jutta Ditfurth, tenteront de regagner une partie du terrain perdu lors de l'assemblée générale de décembre dernier, où la direction dominée par cette tendance avait été renversée à la suite de malversations financières ; de l'autre, les « réalistes », partisans d'une alliance avec le SPD, dont la figure de proue est l'avocat Otto Schily, tenteront de faire prévaloir leur conception d'un parti des Verts prêt à assumer les responsabilités du pouvoir.

L'issue du congrès reste incertaine : formation jeune, par certains côtés chaotique dans son fonctionnement, les Verts réservent toujours des surprises lors de leurs assemblées : la dramaturgie des congrès laisse une large place à l'improvisation, voire au psychodrame. L'élection de la nouvelle direction de onze

membres se déroule selon une procédure compliquée qui doit tenir compte de l'obligatoire représentation des femmes aux échelons supérieurs, de la pondération entre les courants et sous-courants du parti. Malgré ce byzantinisme, l'influence des Verts reste stable dans l'électorat : les sondages les créditent toujours d'environ 10 % des intentions de vote.

Renonciation à la violence

A la veille du congrès, les candidatures déclarées pour la nouvelle direction ne comportaient que des noms peu connus du public, à l'exception d'Udo Knapp, le théoricien de l'« réalisme » des Verts. L'élection de ce proche d'Otto Schily risque cependant d'être difficile : il devrait en effet pâtir des prises de positions très controversées de ce dernier dans le débat berlinois : Otto Schily avait en effet exhorté les sociaux-démocrates à faire montre de fermeté face aux Alternatifs sur les points clés du programme de la future coalition du Sénat de Berlin : acceptation du statut quadripartite de la ville et de la présence des troupes alliées, application automatique des lois votées en RFA à Berlin-Ouest, et renonciation à la violence comme moyen d'expression politique.

Les passions des congressistes ne seront pas uniquement mobilisées par les débats liés au contrôle de l'appareil central du parti : de belles empoignées devraient également avoir lieu sur une question figurant à l'ordre du jour et qui est un objet de controverse depuis plusieurs mois au sein du groupe parlementaire des Verts : faut-il punir d'une peine minimum d'un ou deux ans de prison le viol dans le cadre du mariage ? Les féministes radicales, qui mènent campagne pour la plus grande sévérité dans ce domaine, s'opposent aux partisans d'une vision plus réaliste de la complexité des rapports conjugaux.

LUC ROSENZWEIG.

Amériques

ETATS-UNIS

La controverse sur les mœurs de M. Tower

M. Rocard : « Au train où l'on va il n'y aura plus de ministres possibles »

Tandis qu'aux Etats-Unis « l'affaire Tower » dégénère en règlement de comptes entre sénateurs, le secrétaire américain à la défense désigné par M. Bush a reçu un appel inattendu en la personne du premier ministre français, M. Rocard. « Je vois nos amis américains bien mal servis » dans cette affaire, a-t-il déclaré vendredi 3 mars devant la presse anglo-américaine à Paris, en soulignant la contradiction entre « la violence et la liberté de mœurs » dont font preuve les productions télévisées américaines et l'« austérité » demandée aux ministres.

« Au train où l'on va, il n'y aura plus de ministres possibles », a ajouté le premier ministre, avant de préciser sur le mode humoristique : « Il faut s'occuper de marquer une cigarette de marijuana, même quand on a dix-sept ou dix-huit ans au collège, il y a toujours un anneau qui est méchant et qui raconte. Il faut avoir été d'une fidélité monastique à l'égard de sa femme. Il faut en plus avoir

passé ses jours — et la vie politique est dure — sans aller chercher de compensation. Il faut en plus rester normalement intelligent, voué au bien public et accepter de gagner sa vie dans les conditions du bien public qui sont en général très inférieures à ce qu'on peut faire dans le privé. Si on veut dépeupler la population politique à ce point-là, on peut ».

« Nous remettons tous les pieds dans nos chaussures quand le niveau d'hypocrisie baissera, c'est-à-dire quand on demandera à un responsable politique la conduite normale, acceptée, des standards de vie de la société dans laquelle il vit — productions télévisuelles qui les illustrent comprises », a conclu M. Rocard, visiblement irrité par la sujet, non sans avoir affirmé que la « seule chose » qui l'intéressait dans la nomination de M. John Tower, c'est de savoir s'il s'agit d'une bonne chose pour la solidité de l'alliance atlantique ». — (AFP.)

● Le général Stroessner ne se rendra pas aux Etats-Unis. — Le département d'Etat a démenti, vendredi 3 mars, que le général Alfredo Stroessner, renversé le mois dernier par un coup d'Etat au Paraguay, ait été autorisé à se rendre aux Etats-

Unis pour raisons médicales. M. Stroessner, exilé au Brésil, bénéficie de bonnes conditions de vie, « il a des facilités médicales, il a une maison, il a l'aisance politique », déclarent en privé les responsables américains. — (AFP.)

Le procès de l'« Irangate »

Condamnation de Robert McFarlane ancien conseiller de la Maison Blanche

Après trois ans de scandale et de lentes procédures, l'affaire de l'« Irangate » vient de donner lieu à une première sanction : ancien conseiller de M. Reagan pour la sécurité nationale, M. Robert McFarlane a été condamné vendredi 3 mars à deux ans de mise à l'épreuve et à une amende de 20 000 dollars pour avoir caché au Congrès des informations sur l'aide clandestine apportée par les Etats-Unis aux rebelles nicaraguayens, les « contras », avec l'argent de ventes d'armes à l'Iran. Il devra, en outre, effectuer deux cents heures de services au bénéfice de la communauté.

M. McFarlane, témoin-clé dans le procès d'Oliver North, le principal protagoniste de l'« Irangate », — il était son patron au Conseil de sécurité nationale, — est la première personnalité impliquée dans le scandale à être condamnée. La peine a été prononcée par un tribunal fédéral de Washington, mais pas par le même juge que celui qui s'occupe actuellement du procès North.

En 1988, M. McFarlane avait plaidé coupable, et notamment reconnu avoir écrit trois lettres en 1985 à deux commissions de la Chambre des représentants pour les assurer qu'Oliver North ne collectait pas d'argent pour les « contras », et qu'il ne leur fournissait aucune aide militaire. (AFP.)

Proche-Orient

Les difficultés du dialogue américano-palestinien

Washington hausse le ton envers l'OLP

Le « dialogue » entre les Etats-Unis et l'Organisation de libération de la Palestine est en train de perdre sa sérénité. Pour la deuxième fois cette semaine, Washington a haussé le ton, vendredi 3 mars, à l'adresse de l'OLP en lui reprochant son incapacité à contrôler les factions palestiniennes qui lancent des attaques contre Israël à partir du sud du Liban. Depuis décembre, l'armée de Jérusalem a intercepté cinq commandos palestiniens, alors qu'ils tentaient de s'infiltrer vers la Galilée. Deux d'entre eux appartenaient au FOLP de M. Hawanmeh et le troisième au FPLP de M. Habbache, deux organisations membres du comité exécutif de l'OLP.

Dans une déclaration en forme de mise en garde, le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a laissé clairement entendre que pareilles attaques contre Israël violent l'engagement pris en décembre par M. Arafat de réprimer le « terrorisme » sous toutes ses formes et mettaient en péril, à terme, le dialogue américano-palestinien. « Lorsque l'OLP a renoncé au terrorisme », rappelle M. Redman, nous avons conclu que M. Arafat parlait au nom des divers groupes qui constituent le comité exécutif de l'OLP et que l'OLP pouvait contrôler ces groupes.

Certes, les Etats-Unis ne pêchent pas par naïveté. « Nous étions conscients dès le début », souligne M. Redman, que certaines factions, notamment celles basées à Damas, tenteraient de saper le dialogue entre les Etats-Unis et l'OLP et de bloquer le processus de paix ». Il n'empêche, conclut M. Redman :

« Si la direction de l'OLP ne peut pas ou ne veut pas contrôler ces groupes, cela soulève des questions sur les engagements pris au nom de l'OLP, et même sur la capacité de l'OLP à tenir ses engagements ».

L'avertissement américain est donc clair. Ou bien Yasser Arafat reprend en main l'ensemble des troupes de l'OLP, en leur imposant de cesser toute attaque armée contre Israël, tenue à Washington pour « terroriste », et prouve sa capacité à faire respecter sa parole par tous ceux qui se réclament de la centrale palestinienne. Ou bien le chef de l'OLP se révèle incapable d'atteindre un tel objectif et Washington, constatant que certains courants de l'OLP échappent partiellement à son autorité, en tirera des conclusions dommageables au dialogue américano-palestinien.

Mais Yasser Arafat a déjà fait savoir qu'il refusait une telle alternative. D'abord parce qu'il prétend n'avoir jamais promis, contrairement à ce qu'affirme Washington, de cesser toute activité militaire en dehors du territoire d'Israël. « La reconnaissance du droit d'Israël à des frontières sûres », a-t-il déclaré vendredi à Abou Dhabbi, ne veut pas dire le renoncement de l'OLP à défendre les causes de réfugiés palestiniens au sud du Liban, soumis quotidiennement à des bombardements israéliens. (L'argument sera difficilement accepté à Washington où l'on voit mal en quoi des infiltrations de combattants en vue de prendre des otages en Israël ont un caractère « défensif »). Ensuite parce que l'OLP — jusqu'à

preuve du contraire — n'a jamais tenu pour « terroriste » — mais, au contraire, tout à fait légitimes — ses attaques contre des militaires israéliens. Il reste qu'on voit mal comment Yasser Arafat pourrait imposer une trêve définitive à des organisations qui, comme le FPLP et le FOLP, contestent fondamentalement la stratégie « diplomatique » du Fatah, doutent de ses chances de succès et croient — au contraire — aux vertus de la « lutte armée ».

J.-P. L.

Selon le département d'Etat

La Libye n'a pas renoncé à produire des armes chimiques

Washington (AFP). — La Libye n'a pas renoncé à produire des armes chimiques dans son usine de Rabta, au sud de Tripoli, ont déclaré, vendredi 3 mars, des responsables du département d'Etat.

Le *New York Times* avait rapporté, dans son édition de jeudi, que Tripoli cherchait à reconstruire cette installation en fabrique de produits pharmaceutiques.

« Nous n'estimons pas que les Libyens soient en train de démanteler leur capacité de production d'armes chimiques dans cette usine », a déclaré un spécialiste du Proche-Orient au département d'Etat.

L'affaire des « Versets sataniques »

Salman Rushdie craint d'être « lâché » par le gouvernement britannique

LONDRES de notre correspondant

L'affaire Rushdie tourne à la querelle de politique intérieure en Grande-Bretagne, ce qui présente l'avantage de décaler un certain nombre de non-dits, en particulier le fait que Rushdie se situe plutôt à gauche sur l'échiquier politique, et que le premier ministre n'aime pas ce qu'il écrit. Visitant sa circonscription électorale de Finchley, dans la banlieue nord de Londres, M^{re} Thatcher a en effet déclaré vendredi 3 mars que les Versets sataniques étaient « profondément offensants » pour l'Islam. Parant en tant que « chrétienne », elle a exprimé la conviction que « les grandes religions [étaient] assez fortes pour résister à ce genre d'événements ».

M^{re} Thatcher montait au créneau pour défendre Sir Geoffrey Howe, dont la tâche n'est pas facile. Le secrétaire au Foreign Office a pour mission de faire plier les Iraniens sur une question de principe : ils sont tenus de retirer la « condamnation à mort » prononcée contre Rushdie s'ils veulent maintenir des relations diplomatiques avec Londres. Mais Sir Geoffrey doit aussi enrober son propos de toutes les formules sucrées susceptibles de les apaiser, et signaler en particulier le peu de goût « du gouvernement et du peuple britannique » pour un ouvrage « offensant » à l'égard des musulmans et de quelques autres.

Sir Geoffrey a subi le contre-coup de ses efforts pour calmer les esprits. Il est non seulement menacé de mort depuis plusieurs jours (de même que le ministre de l'Intérieur, M. Douglas Hurd) par un groupe mystérieux de « gardiens de la révolution », mais aussi pris à partie par Salman Rushdie, qui, du fond de sa

retraite, s'inquiète de voir le gouvernement censé le protéger s'apprêter peut-être à le lâcher. L'écrivain, qui est, ainsi que son épouse, la romancière américaine Marianne Wiggins, sous la protection de la brigade antiterroriste de Scotland Yard, a appelé vendredi matin par téléphone à la Chambre des communes le bureau de M. Paddy Ashdown, leader des Démocrates sociaux et libéraux (SLD, centriste).

M. Ashdown était à Bournemouth. Salman Rushdie s'est entretenu pendant une dizaine de minutes avec une jeune femme qui travaille pour le SLD. Elle l'a trouvé « un peu déprimé », comme quelqu'un qui « n'aurait pas parlé depuis longtemps » avec ses semblables. Il semblait visiblement, selon lui, « revenir à une vie normale ».

Arrière-pensées électorales

Rushdie est « inquiet quant à la fermeté de l'engagement du gouvernement britannique de le soutenir » face aux ténors lancés à ses trousses par l'imam Khomeiny, a-t-il révélé un peu plus tard M. Ashdown, qui n'est pas mécontent qu'on parle un peu du SLD. Le leader centriste attaque donc le gouvernement sur sa mollesse supposée dans l'affaire Rushdie. C'est de bonne guerre de la part d'un ancien chef de commando de marine, qui a passé une bonne partie de sa vie dans des unités comparables à la brigade antiterroriste de Scotland Yard.

Sir Geoffrey Howe était, vendredi, à Birmingham, deuxième ville du Royaume-Uni par la population, et qui compte 120 000 musulmans sur un peu plus d'un million d'habitants. Le chef de la diplomatie britannique a déclaré : « Il est évidem-

ment souhaitable pour d'aus si grands pays que l'Iran et la Grande-Bretagne d'avoir des relations normales. Mais cela est impossible si le gouvernement iranien appuie de son autorité des appels à la violence et au meurtre ». Sir Geoffrey a également réaffirmé qu'il « n'[était] pas besoin d'être musulman » pour être « affligé et furieux » à la lecture de certaines parties des Versets sataniques.

La querelle de politique intérieure commence de façon assez floue. M^{re} Thatcher est décidée à maintenir la protection de Scotland Yard pour Rushdie, mais elle ne se sent pas obligée de cacher ses propres sentiments, très négatifs, à l'égard du livre et de l'écrivain. Nombreux sont ceux qui n'aiment pas Rushdie, pour des raisons diverses, au Parti conservateur. L'auteur choisit d'exprimer ses inquiétudes au leader d'une formation centriste en quête de publicité. On attend encore une prise de position claire de M. Neil Kinnock, le dirigeant du Parti travailliste.

Les arrière-pensées électorales ne sont pas absentes de ce débat. La plupart des musulmans britanniques sont des sujets de Sa Gracieuse Majesté. Ils ont le droit de vote et l'utilisent généralement en faveur des travaillistes. Mais cela est peut-être en train de changer. Aux élections de juin 1987, le numéro deux du Parti travailliste, M. Roy Hattersley, avait en face de lui, dans sa circonscription de Birmingham, un homme d'affaires musulman originaire du Pakistan, M. Nazir Khan, sélectionné par le Parti conservateur. Ce dernier a obtenu un nombre de voix tout à fait honorable et pourrait, lors du prochain scrutin, mettre en danger le siège supposé sûr de M. Hattersley.

DOMINIQUE DHOMBRES.

L'ONU et l'URSS prônent l'apaisement dans le conflit entre l'Iran et les Occidentaux

L'ONU et l'URSS ont prôné, vendredi 3 mars, l'apaisement dans le conflit opposant l'Iran et les pays occidentaux à propos de l'affaire Rushdie, alors que des manifestations anti-occidentales se déroulaient à Manille et à Khartoum et que Téhéran et Londres campaient sur leurs positions.

En visite en Inde, pays d'origine de Salman Rushdie, l'auteur des

Versets sataniques, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a appelé à un compromis entre le respect pour la religion et la liberté d'expression.

« Nous devons respecter toutes les religions. En même temps, nous devons respecter la liberté d'expression. Nous devons avoir ces deux préceptes à l'esprit pour examiner cette question. Il faut comprendre aussi les préoccupations des pays islamiques et du monde entier », a notamment déclaré M. Perez de Cuellar.

De son côté, l'URSS, qui a offert ses bons offices pour tenter de désamorcer la tension entre l'Iran et les pays occidentaux, a souligné, par la voix de son ministre des affaires étrangères, Edouard Chevardnadze, que l'affaire Rushdie est devenue « un incendie qu'il faut éteindre ». Mais le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordoñez, de retour de Moscou, a démenti qu'il y ait une médiation soviétique dans cette affaire.

En Inde, l'agitation s'est poursuivie. A Jammu, dans le nord du pays, une personne a été tuée et quatre-vingt-quatre blessées, vendredi, lors d'affrontements entre des manifestants et la police, portant à quatorze le nombre des personnes qui ont trouvé la mort jusqu'à présent dans le pays à la suite de l'affaire Rushdie. L'Inde, qui compte plus de cent millions de musulmans, a été le premier Etat à interdire les Versets sataniques.

A Manille, quelque trois cents étudiants iraniens et musulmans philippins ont manifesté devant les ambassades britannique et française à Manille leur soutien à l'appel par l'imam Khomeiny à l'exécution de l'auteur britannique.

Scandant « Tuez Rushdie, à bas le Royaume-Uni, à bas l'Amérique,

à bas Thatcher ! », les manifestants ont parcouru les rues de la capitale philippine, marquant des arrêts devant les deux missions occidentales, avant de se disperser dans le calme.

A Khartoum, plusieurs centaines de fidèles ont manifesté devant l'ambassade de Grande-Bretagne à l'issue de la prière, aux cris de « Mort à Rushdie ! » et « A bas la Grande-Bretagne ! ». De son côté, le président iranien Ali Khamenei a sévèrement critiqué la Grande-Bretagne et la RFA pour avoir condamné l'Iran, accusé par ces pays de « ne pas respecter la liberté d'expression ».

Prenant la parole à la prière du vendredi, le président Khamenei a affirmé que la République islamique « couperait les mains à tous ceux qui s'attaqueraient aux principes de l'Islam ».

Aux Pays-Bas, bien que les responsables des principales organisations musulmanes aux Pays-Bas n'aient jamais cautionné l'appel au meurtre de Salman Rushdie lancé par le régime de Téhéran, une importante manifestation d'hostilité à l'égard de l'écrivain a eu lieu vendredi, nous indique notre correspondant à La Haye, Christian Chartier. De quatre mille à cinq mille musulmans, dont des femmes et des enfants — pour certains dans des landaus — ont défilé dans les rues du centre-ville en réclamant l'exécution de l'auteur des Versets sataniques. « Rushdie nous a attaqué. Il doit mourir. » « Quand on est agressé, on a le droit de se défendre », ont expliqué des manifestants. Une fois arrivés devant l'ambassade britannique certains d'entre eux ont symboliquement joint le geste à la parole en brûlant une effigie de l'écrivain et une reproduction de son livre.

Une lettre de M. Jacques Chirac

Après la publication dans le Monde du 2 mars d'un article intitulé « M. Chirac renvoie dos à dos les auteurs d'appels au meurtre et Salman Rushdie », M. Jacques Chirac nous a adressé la lettre suivante :

Je tiens à vous dire combien je suis choqué par le titre de l'article que vous consacrez à mes déclarations sur l'affaire Rushdie.

Bien loin de mettre sur le même plan l'auteur des Versets sataniques et les fanatiques qui en appellent au meurtre, j'ai condamné sans réserve ces derniers dans les termes les plus clairs, soulignant, en particulier, l'indignation qui avait été la mienne devant la violence qui s'est déchaînée lors de la manifestation de dimanche dernier.

J'ai, en outre, déclaré que je n'approuvais pas pour autant ceux qui portent atteinte par leurs blasphèmes à la foi religieuse d'autrui, quelle qu'elle soit. Je crois que beaucoup d'hommes et de femmes de bon sens et de bonne volonté partageront cette façon de voir. Vous comprendrez aisément que, entre une condamnation sans réserve et l'expression d'une désapprobation, il y ait une profonde différence qui n'aurait pas dû échapper à l'auteur de ce titre.

Afrique

Marasme économique un an après la vague d'agitation

La démocratie sénégalaise à l'épreuve

(Suite de la première page.)

Pendant sa longue carrière d'opposant, M^{re} Wade a eu des contacts avec la droite française. Les collaborateurs de M. Mitterrand, qui, eux, siègent avec le parti gouvernemental sénégalais au sein de l'Internationale socialiste, sont moins enclins à rencontrer l'opposition sénégalaise.

Le principal adversaire politique de M. Diouf a néanmoins séjourné sept mois en France avant de songer à sa rentrée au Sénégal. Il était parti en août 1988, après l'échec de la table ronde entre le gouvernement et une partie de l'opposition pour tenter de mettre fin au contentieux né des élections de l'an passé et de la proclamation de l'état d'urgence. Condamné par la Cour de sûreté de l'Etat pour l'agitation qui avait suivi l'annonce des résultats électoraux contestés, puis amnistié, M^{re} Wade n'a pas occupé, jusqu'à présent, son siège de député. Président du groupe parlementaire du PDS (dix-sept députés sur cent vingt, les seuls de l'opposition), M^{re} Ousmane Ngom estime que « rien ne sert de s'agiter à l'Assemblée, étant donné que les débats ne sont pas retransmis », et qu'il était plus important que le chef

du parti se fasse entendre à l'étranger.

Cependant, le dialogue n'a jamais été totalement interrompu entre M. Diouf et M. Wade. Il y a encore un mois, M. Jean Colijn, ministre d'Etat, secrétaire général de la présidence de la République, rencontrait secrètement le chef de l'opposition à Paris. Après que M^{re} Wade eut compris qu'il n'obtiendrait pas la vice-présidence de la République, première de ses revendications, des tractations ont notamment porté sur un poste de ministre d'Etat dans un gouvernement qu'il considérerait de toute façon comme « transitoire », avant de nouvelles élections. « J'ai constaté que M. Diouf cherchait en fait à gagner du temps, nous a-t-il dit l'intéressé, mais je suis toujours prêt à reprendre des discussions si c'est sérieux ».

Un statut pour l'opposition

En nous recevant au Palais de la présidence, ancien siège du gouvernement de l'AOF, face à l'océan, M. Diouf nous a expliqué ce qu'il redoute de la part d'un M^{re} Wade ministre d'Etat supervisant plusieurs cabinets : des promesses d'ordre économique et social qui seraient impossibles à tenir sans ruiner l'Etat mais qui lui vaudraient une popularité facile. Le chef de l'Etat craint un piège et a abandonné, au moins dans l'immédiat, l'idée d'une participation de son adversaire au gouvernement. « Il faut savoir ce qu'on veut, nous a-t-il dit, un dialogue opposition-majorité ou bien une évolution vers le parti unique en élargissant la majorité présidentielle. Il est plus sain d'en rester au pluralisme. Que M^{re} Wade joue son rôle de chef de l'opposition parlementaire, qu'il dialogue avec moi. Je ne refuse pas sa personne mais certaines de ses attitudes ».

Puisque la table ronde a échoué, le président Diouf fera déposer à la session d'avril du Parlement des projets de loi visant à doter l'opposition d'un statut, avec un code électoral moins défavorable pour elle et un meilleur accès aux médias officiels.

Auparavant il y aura eu le congrès extraordinaire du PS, dit

« du renouveau et de l'ouverture ». « Il faut rénover nos structures », constate le président Diouf. Notre formation doit abandonner sa culture de parti unique (avec ce que cela comporte de querelles intestines) pour se transformer en parti de développement, ouvert aux nouvelles générations, plus rayonnant. Je veux que ce congrès soit celui de la base. On verra quels sont ceux dont cette base ne veut plus ».

Resserrer les rangs du parti

Après sa réélection à la magistrature suprême, l'an dernier, le président Diouf veut resserrer les rangs du parti autour de lui. Longtemps il s'est contenté de l'image d'un bon gestionnaire, peu porté aux effets de tribune. C'était un handicap face à M^{re} Wade, homme politique redoutable, capable de chauffer les foules par un discours prenant en compte le malaise social, tout en tenant à privé des propos réalistes. Si la scène politique sénégalaise reste la seule animée en Afrique noire, c'est à cause d'un cadre institutionnel qui s'y prête et aussi grâce à la présence d'un opposant de stature exceptionnelle qui, au fond de lui-même, pense sans doute qu'il avait contre M. Diouf une sorte de droit d'aînesse à faire valoir pour prendre la succession de M. Senghor.

Malgré cette concurrence, M. Diouf n'a pas reculé sur les libertés régissant à l'époque de M. Senghor, et il en a même étendu le champ. Une certaine causticité existe jusque dans la presse officielle.

Quelques hebdomadaires perpétuent la tradition d'une presse indépendante, voire satirique, sur le mode du Canard enchaîné, qui a un avatar local. Le titre de l'hebdomadaire du PDS reprend le slogan électoral de M^{re} Wade : « Solt, le changement » en oulof. S'appuyant sur un rapport de l'inspection d'Etat, il a dénoncé les trafics de M^{re} Siga Siga Coulibaly, présidente de la Croix-Rouge sénégalaise, qui avait mis dans sa poche plus de 100 millions de francs notamment en revendant sur les marchés le riz offert par la Chine et la CEE. Bien introduite au sein du parti gouvernemental, la

dame a dû démissionner mais, jusqu'à présent, sans poursuites judiciaires à son encontre. Quelques tracts ont circulé récemment sur le montant des comptes en banque de plusieurs personnalités ou sur les « prêts » dont elles auraient bénéficié par favoritisme. Témoignage de l'écroulement de certains fonctionnaires ou règlements de comptes au sein du PS sénégalais ?

Le luxe extravagant de quelques villas dans le quartier résidentiel des Almadies incite à prendre au sérieux les accusations de corruption portées contre les affairistes du régime. Mais, malgré des scandales insuffisamment sanctionnés, la démocratie sénégalaise demeure exemplaire à bien des égards. Elle va malheureusement se trouver confrontée à l'épreuve de la rigueur.

Rien à mouder

Engagé dans un programme d'ajustement structurel visant à rétablir les grands équilibres sous les auspices de la Banque mondiale et du FMI, M. Diouf doit imposer des mesures impopulaires, comme tant d'autres présidents africains, mais, à la différence de ceux-ci, il doit obtenir un minimum de consensus de la part de partis d'opposition et de syndicats fort actifs. Le jeu normal de la démocratie est de négocier au plus juste ce qui est négociable entre les partenaires sociaux, admet un dirigeant du parti, mais, aujourd'hui, il n'y a plus de « grain à mouder » et tout s'en trouve faussé. « Nous ne voyons pas le bout du tunnel, poursuit ce dirigeant. Le nouvel équilibre ne sera pas atteint avant longtemps et, encore, sur des bases moins satisfaisantes que celles du départ à cause de la pression démographique ».

Pays à vocation agricole, le Sénégal est déjà atteint sévèrement par la désertification des régions sahéliennes. Il y a quelques jours à Dakar, on n'y voyait pas à 100 mètres à cause des vents de sable (mais aussi de bonne terre arable) venus du nord ; c'est ce qu'on appelle phénologique la « neige de Mauritanie ». La « délocalisation » d'industries de main-d'œuvre, naguère installées en

Asie du Sud-Est et maintenant intéressées par le Maghreb, ne va pas jusqu'à l'Afrique noire. Le capital local est inexistant ou répuge à s'investir dans le pays. Le programme de privatisation des entreprises d'Etat, préconisé par le FMI, est un échec total, au point que le président Diouf nous a fait part de son désir de voir les sociétés étrangères prendre la relève, « sans exclure que certaines banques [sénégalaises] soient reprises par leurs anciennes maisons mères [françaises] ».

Sommet francophone

Faute de nouvelles recettes fiscales, le gouvernement a bien peu à proposer aux fonctionnaires, dont les salaires sont bloqués depuis 1983. Le FMI le met devant une alternative simple : blocage des traitements ou hausses avec réduction des effectifs pour ne pas augmenter le coût global de la fonction publique.

Relativement protégés par leur statut, les enseignants recommencent à s'agiter alors que les autorités redoutent l'effet d'entraînement qu'auraient des concessions à leur égard. Les professeurs ont cessé le travail à l'université de Dakar. Ceux des lycées et collèges ont déposé un préavis de grève à compter du 17 mars. Lors des troubles de l'an dernier, beaucoup avaient encouragé en sous-main le boycottage des cours par leurs élèves. Ceux-ci obéissaient aux mots d'ordre de l'opposition et entendaient protester contre leurs mauvaises conditions de

travail et l'absence de débouchés après leurs études. Au terme d'une année scolaire blanche, il fut décidé que tous les élèves de l'enseignement public redoubleraient. Mesure sans précédent, finalement acceptée par les familles parce que l'école est tout de même préférable au chômage. Après une rentrée normale en octobre, les autorités redoutent que les professeurs prennent le relais des élèves dans les semaines à venir, ce qui créerait une agitation bien gênante dans la perspective du sommet francophone qui se tiendra à Dakar du 24 au 26 mai. Une mission française vient de passer quelques jours au Sénégal pour l'organisation matérielle de cette conférence, avec une contribution financière de Paris qui sera de l'ordre de 60 millions.

Si son état de santé le permet, l'ancien président Senghor sera associé à cette grande fête de la francophonie, pour laquelle il milita tant. Sans atteindre le degré de tension existant entre le Camerounais Ahidjo et M. Biya, son successeur choisi naguère par lui, les relations ont parfois été délicates entre M. Diouf et le premier chef de l'Etat sénégalais. Depuis quelques années, celui-ci n'a guère eu de mots encourageants pour son ancien premier ministre. Le président Diouf a cependant été le premier à demander que le sommet francophone rende hommage à un homme à l'égard duquel il nourrit, nous a-t-il dit, « une affection filiale ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

EN BREF

● Prochaine ratification par le Maroc du traité délimitant ses frontières avec l'Algérie. — Le roi Hassan II a levé, vendredi 3 mars l'un des derniers obstacles à l'instauration d'un climat de confiance dans les relations maroco-algériennes en annonçant, dans son discours du trône, que son pays ratifiera prochainement le traité délimitant les frontières entre les deux pays.

Ce traité avait été signé, le 15 juin 1972 à Rabat, par le souverain chrétien et Houari Boumédiène, en marge du neuvième sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

Il avait été ratifié par l'Algérie, mais pas par le Maroc, où le gouvernement ne l'avait jamais soumis au Parlement. — (AFP.)

● ZAIRE : arrestation d'un opposant après les manifestations d'étudiants. — Selon le représentant en France de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), parti d'opposition non reconnu au Zaïre, il est de cette formation, M. Etienne Tshisekedi wa Mulumba, a été arrêté le 1^{er} mars à Kinshasa. Il serait accusé d'avoir joué un rôle dans les manifestations étudiantes, vivement réprimées par les forces de l'ordre en février.

سكزا من الأصل

Politique

• Le Monde • Dimanche 5-Lundi 6 mars 1989 6

La préparation des élections municipales

Une addition de combats locaux

Le délai de dépôt des déclarations de candidature pour les communes de trois mille cinq cents habitants et plus s'est clos vendredi soir 3 mars à minuit. Quelque dix mille listes ont été enregistrées dans les préfectures de métropole et d'outre-mer.

L'intérêt de la campagne électorale s'est jusqu'à présent cristallisé sur les trois principales villes : Paris, Lyon, Marseille. Dans la capitale, où il est acquis que M. Jacques Chirac conservera son mandat de maire, l'enjeu tient au nombre d'arrondissements où le PS, conduit par M. Pierre Joxe, sera majoritaire. A Lyon, la compétition est interne à la droite entre le maire sortant UDF, M. François Colloby, et le RPR M. Michel Noir qui semble, selon divers sondages, avoir pris l'avantage.

M. Robert Vigouroux, selon les enquêtes d'opinion, a également l'avantage à Marseille. Le maire de la cité phocéenne exclu du PS non seulement devant le candidat officiel de son ancien parti, M. Michel Pizat, mais également le chef de file de la droite, M. Jean-Claude Gaudin. Ce dernier exploite pour les élections les interventions de l'Elysée en faveur de M. Vigouroux.

Pour sa part M. Rocard a estimé que le cas de Marseille est « un problème d'extraterritorialité ». « Rien de ce qui est marseillais n'est vraiment national », a ajouté le premier ministre, qui, devant la presse anglo-américaine, a également jugé que le scrutin « ne se présente pas si mal » pour la majorité.

La campagne électorale a démarré tardivement en raison des longues négociations entre socialistes et communistes. Si les deux partis ont signé leur « accord national » le 12 janvier, les discussions ont continué localement jusqu'à la dernière limite. Le PCF a évalué à 154 le nombre des communes dans les 390 villes de plus de 20 000 habitants. Ces communes seront proportionnellement plus nombreuses dans les communes gérées par la droite (108, contre 90 listes d'union). Sur les 81 villes dirigées par le PCF, on compte 12 primaires, et il n'y aura pas de liste com-

mune dans 33 des 112 villes dont le maire est socialiste.

Que ce soit à droite ou à gauche, les états-majors n'ont pu empêcher les primaires « sauvages ». Cela veut dire que des candidats socialistes hostiles à une alliance avec le PC d'être exclus à Bâges, à Thionville, mais aussi à Marseille. Le Parti communiste a eu, lui aussi, ses cas à régler : comme au Mans et à Orléans, où ses maires sortants ont été exclus.

A droite, RPR et UDF se retrouvent unis dans près de 95 % des grandes villes. Les deux formations ne comptent que neuf primaires officielles : Lyon, Metz (où des militants RPR candidats sur la liste de l'UDF ont été exclus), Charleville-Mézières, Laval, La Rochelle, Valence, Bobigny, Saint-Maur et Creil. Il convient d'y ajouter à aussi des primaires « sauvages » comme Cannes, Brest, Aix-en-Provence, Saint-Lô et des communes de moindre importance.

comme Digne, Manosque, Cassis, Menton, Lisieux et Hyères.

Chambéry est avec Nantes l'une des rares grandes villes où le maire sortant ne se représente pas. En revanche, de façon générale, dans les petites communes, de nombreuses successions seront à régler.

Pour M. Pierre Mauroy, la droite « fait une drôle de campagne ». Le premier secrétaire du PS a observé vendredi soir 3 mars lors d'un banquet républicain à Paris que « l'addition des combats locaux ne fait pas une campagne nationale ». Le PS tente ainsi dans la dernière ligne droite de mobiliser son électoral en politisant l'enjeu.

Pour les uns comme pour les autres, cette huitième convocation aux urnes en moins d'un an (y compris les cantonales qui n'ont concerné que la moitié du corps électoral) risque d'entraîner une abstention plus forte pour un scrutin qui, traditionnellement, bénéficie d'une bonne mobilisation.

A. Ch.

La campagne à Paris

Logement et circulation alimentent la querelle entre MM. Chirac et Joxe

Quatre jours après M. Jacques Chirac, le chef de file des candidats socialistes à Paris, M. Pierre Joxe, a présenté, vendredi 3 mars, ses propositions pour faire face à la paralysie qui menace la circulation dans la capitale.

Sur les bords, à l'Affiche de Jacques Chirac, illustrée d'une plaque de rue qui porte l'inscription : « A Paris nous avons un bon maire », répond celle des socialistes : « Un bon maire ? Et la circulation ? ».

Le sujet prête à toutes les simplifications, et M. Pierre Joxe s'est gardé de prétendre résoudre le problème par un inventaire des mesures miracles. De ce point de vue les deux adversaires ont la même appréciation : « Il n'y a pas de solution magique », disait M. Chirac (le Monde du 1^{er} mars). « Il faudra

des années pour redresser la situation », estime M. Joxe.

Le candidat socialiste insiste moins cependant sur le catalogue des décisions ponctuelles qu'il n'invoque un changement de perspectives pour remédier aux désordres de la circulation et empêcher le blocage, fatal si rien n'est fait.

Comme le maire de Paris, il pense par exemple qu'il faut interdire le stationnement sur les grands axes dans la capitale, qu'il faut construire plus de parkings dans les logements neufs et résister aux facilités de dérogation, qu'il faut mieux utiliser les grands parkings publics. Il reprend la proposition qu'avait formulée M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, adjoint au maire de Paris, qui n'avait pas été suivi par ses amis

politiques, d'interdire tout stationnement dans une « zone rouge » au centre de la ville.

M. Joxe préconise aussi le développement des couloirs d'autobus. Il approuve le projet de la RATP d'une nouvelle ligne de métro, la ligne METEOR, qui relierait le 15^e arrondissement à Bercy, puis aux gares de Lyon, de l'Est, du Nord et Saint-Lazare. Il souhaite l'amélioration de la ligne C du RER et se déclare prêt à briser un tabou : « Étudier, en accord avec la profession, l'augmentation du nombre des taxis ».

Mais tout cela ne touche, à ses yeux, qu'un aspect du problème. L'essentiel est dans un chiffre : 53 % des emplois à Paris sont exercés par des non-Parisiens. Ce déséquilibre à l'échelle de la région est l'une des

causes fondamentales des difficultés par les migrations qu'éprouvent qu'il entraîne. D'autant que, dans la Grande Couronne, 30 % des ménages ont deux voitures. L'idée de Pierre Joxe est donc une réorientation de l'urbanisme à Paris et sa banlieue : « Trop de gens, dit-il, travaillent où il n'y a pas de logements et trop de gens habitent où il n'y a pas assez d'emplois ».

Les villes nouvelles « qui sont une réussite » devraient donc accueillir plus d'emplois, et Paris bâtir plus d'habitations. « J'en reviens toujours aux logements sociaux », insiste-t-il. Trop de personnel d'exécution, trop de policiers, trop de trajets pour venir travailler dans la capitale.

CHARLES VIAL.

Un joli Vert sur le marché

Marc Jolivet hésite un instant. « Tu crois qu'il faut acheter quelque chose ? », glisse-t-il à son collègue. Les bras chargés de tracts en papier recyclé, François Salaz rousse son camarade. « Bien sûr que non, Simon, on n'en finit pas ». Marc Jolivet entre d'un pas conquérant dans la boulangerie de la place Maubert et se plante devant le boulanger : « Je suis le candidat écologiste du cinquième arrondissement ».

Les clients se retournent et le boulanger qui « n'a pas encore regardé tous les programmes » toutes les listes, range soigneusement le tract à côté des croissants.

Depuis quelques semaines, le candidat est l'un des vingt têtes de liste des Verts à Paris. Un métier nouveau pour cet humoriste qui se dit « écologiste depuis toujours ». En 1988, il avait déjà donné un coup de main au candidat Antoine Waechter, en racontant, lors des sketches diffusés pendant la campagne présidentielle, l'histoire d'un mari qui traversait la couche d'ozone. Cette fois, il se « mouille » — « et pas seulement au figuré » — souligne-t-il en montrant le ciel et propose aux habitants du cinquième arrondissement de leur rendre les jardins de l'Ecole polytechnique et de créer un réseau vert permettant de traverser Paris à pied. « Honnêtement, conclut-il dans sa profession de foi, c'est tout de même moins fou que de marcher sur la Lune ».

Et les habitants l'écoutent. La bouchère a beau trouver que l'heure — 11 h 30 — est « mal choisie », Marc Jolivet remporte un franc succès. « Il faudrait décréter une grève générale des consommateurs », lance une ménagère en colère contre les pesticides et les colorants. « Je vais sûrement voter écologiste », ajoute sa voisine en montrant une poussette. Quand on a des enfants, on y pense de plus en plus sérieusement.

Sous la pluie, le candidat distribue ses tracts en chantant « Les

écoles, c'est beau, chez les écoles il fait beau ». « J'hésite un peu à voter pour vous, admet une femme qui s'apprête à voter pour la candidate socialiste, Elisabeth Gateau. On a tout de même le réflexe de voter utile. Encore que dans ce quartier, voter PS, ce n'est pas vraiment utile. La plupart du temps, la liste de Chirac a tellement de succès qu'on ne vote même pas au deuxième tour ».

S'il est élu maire le 19 mars, Marc Jolivet portera plainte, c'est promis, c'est juré. « Ce sera la preuve », dit-il, qu'il y a eu magouille...

ANNE CHEMIN.

Issoire : brouille des « copains »

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

A Issoire, sous-préfecture du Puy-de-Dôme, qui avait été retenue, entre autres cités de ce département, pour les Copains, de Jules Romains, comme lieu privilégié de leurs turbulents exploits, quatre listes sont en présence.

A gauche, il y a eu rupture nette et irrémédiable au sein de l'équipe des 17 élus socialistes sortants. Huit d'entre eux, dont quatre adjoints, se sont démarqués du député et maire socialiste, Jacques Lavedrine, pour constituer une liste dissidente. Le progrès pour tous. Conduite par M. Jean Dumolin du Frain, bâtonnier du barreau de Clermont-Ferrand, elle compte notamment MM. Pierre Bard, actuel premier adjoint, Bernard Aleton, adjoint chargé des sports, M. Jacqueline Vacher, présidente de la commission commerce et artisanat, et M. Pierre Rouchy, président du groupe socialiste.

Tous ont préféré l'exclusion du PS — qui ne manquait pas d'intervenir — plutôt que de continuer à travailler avec le maire sortant. M. Dumolin du Frain explique : « Au-delà de certaines querelles personnelles, les raisons fondamentales de notre attitude résultent de la volonté du maire sortant de ne pas ouvrir la liste à des personnes susceptibles d'apporter des solutions concrètes aux problèmes de l'emploi, du seul fait qu'elles n'affichent pas ostensiblement une sensibilité dite de gauche. Quant à nous, notre seul adversaire, contrairement à Jacques Lavedrine, c'est le stérilisme ».

Ce dernier ne l'entend pas de cette oreille, rappelant qu'il a toujours pris ses responsabilités. « La signature relative à l'implantation

de Valéo, au lendemain de la fermeture des usines Duccellier, à l'origine de la création de six cents emplois, résulte des contacts établis par mes soins avec la direction de cette entreprise », rappelle-t-il, avant d'ajouter que « la rénovation de l'hôpital, c'est mon action de parlementaire qui l'a rendue possible ».

Il souligne enfin que sa liste Union rassemblement de gauche et de progrès est fidèle au principe de l'union de la gauche puisque l'on trouve 14 PS dont 6 sortants, 5 MRG, dont 2 sortants, 1 PSU sortant, 7 divers gauche et 6 communistes, dont 1 sortant.

A droite, rien n'est simple non plus. M. Pierre Pascalon, universitaire, ancien député, conseiller municipal RPR sortant, qui a reçu l'investiture officielle de l'opposition pour sa liste Union pour le renouveau d'Issoire, comprenant 3 RPR, 6 UDF et 24 sans étiquette, devra compter avec la liste Issoire horizon 2000, conduite par M. Jacques Avignon, qui siège dans le groupe de l'opposition de l'actuel conseil municipal.

Professeur au lycée d'Issoire, ce n'est pas un nouveau venu puisqu'il a été élu pour la première fois en 1971 et fut adjoint, jusqu'en 1977, aux affaires culturelles et scolaires. Lorsqu'on lui parle d'une primaire à droite, il s'insurge : « Je n'appartiens aujourd'hui à aucun parti politique ; et le souci de toutes celles et de tous ceux qui composent la liste que je conduis est de déposer un débat dans la nature, par trop politiquement stérilisé toutes les actions qui doivent être menées ».

Ce qui fait sourire M. Pascalon, qui rappelle que M. Jacques Avignon avait sollicité l'investiture de l'UDF... à Issoire. Le temps des Copains est bien révolu.

JEAN-PIERRE ROUGER.

Chambéry : succession difficile

CHAMBERY de notre correspondant

La succession de M. Pierre Dumas (RPR), sénateur et maire, est ouverte à Chambéry, la capitale de la Savoie. Confronté à la loi sur le cumul des mandats — il est aussi vice-président du conseil régional, l'ancien ministre du général de Gaulle qui dirige la ville depuis 1983 après en avoir été le maire de 1959 à 1977, a choisi de ne pas se représenter. Victime de graves maux de santé durant la première partie de son dernier mandat, il a surtout décidé de passer la main, six ans après avoir reconquis le siège que M. Francis Ampe (PS), à la tête d'une liste d'Union de la gauche, lui avait ravi pour 185 voix en 1977.

La désignation de son « dauphin » potentiel, M. Jean Bollon, actuel premier adjoint (UDF-PR) tête d'une liste d'union RPR-UDF, conformément à un accord départemental, n'a pas fait l'unanimité. Cadre commercial de quarante et un ans, conseiller général, et président du comité d'organisation du championnat du monde cycliste prévu en août 1989, M. Bollon repart avec la majorité des adjoints sortants.

Il s'est heurté toutefois à la dissidence de M. Claude Basser, adjoint (RPR) aux finances qui, pour avoir été écarté de la succession, s'est mis en congé de parti. Tenté un moment de former sa propre liste, il dut assez vite renoncer, après avoir proposé ses services au « véritable candidat de l'ouverture », en l'occurrence M. Louis Besson, cinquante et un ans, député (PS). Maire depuis 1965 de Barby, petite commune de l'agglomération, il s'est décidé à se présenter à Chambéry sur l'insistance du PS.

MICHEL DELBERGHE.

POINT DE VUE

Fiscalité et bonne gestion

par Alain Juppé adjoint au maire de Paris, chargé des finances

DE 1983 à 1988 inclus, les impôts locaux payés par chaque Parisien ont augmenté de 15 % alors que, durant la même période, les prix à la consommation augmentaient de 32 %. En d'autres termes, la pression fiscale réelle dans la capitale a baissé de 17 %.

Dans un article paru dans ces colonnes, le 18 février, M. François Grosrichard expliquait ce résultat exceptionnellement favorable par une richesse naturelle de Paris, sorte de « don du ciel » consenti aux Parisiens et aux gestionnaires de la Ville de Paris.

Pour éclairer le débat, voici quelques faits : — Les bureaux ? Ils se sont, depuis des années, surtout implantés hors de Paris. C'est ainsi que notre ville fournit à la région 14,4 % de la redevance perçue sur la construction de bureaux, contre 70,7 % en provenance des Hauts-de-Seine.

— Les charges ? Paris supporte souvent plus que sa part. Sur les 2,2 milliards de francs que les collectivités locales versent à la RATP et à la SNCF-banque pour financer une partie du déficit de ces entreprises, près des trois quarts incombent à Paris, alors que sa juste contribution, calculée en fonction des flux réels de transport, ne devrait pas dépasser 60 %. C'est une charge induite de plus de 300 millions de francs que supporte à ce titre le contribuable parisien. Les départements concernés s'insurgent récemment mis d'accord pour corriger cette injustice. C'est l'Etat, plus précisément le ministère de l'Intérieur, qui s'y est opposé, montrant à cette occasion une piètre sollicitude envers le contribuable parisien.

Il n'y a qu'une seule explication valable : la maîtrise de nos dépenses.

Entre 1983 et 1988, le budget de fonctionnement de la Ville a augmenté d'un peu moins de 27 %, tandis que, je le rappelle, l'inflation atteignait 32 % sur cette période. C'est donc, à l'évidence, le sérieux de la gestion et la modernisation permanente de l'administration municipale qui ont permis de baisser les impôts. Nous avons appliqué, on le sait, les mêmes principes au budget de l'Etat entre 1986 et 1988, et nous avons obtenu les mêmes résultats.

— La réussite du maire de Paris n'est pas, ici ou là, quelque événement de bien naturel. Les Parisiens ne se trompent pas et reconnaissent à une écrasante majorité la qualité de l'œuvre entreprise par le maire et l'équipe qui l'entoure.

Manosque et Digne : à chacun ses dissidents

DIGNE de notre correspondant

L'union de la droite comme l'union de la gauche n'ont pas pu se réaliser complètement dans les deux principales villes des Alpes-de-Haute-Provence : Digne et Manosque.

A Digne, à la primaire à gauche, s'ajoute la dissidence d'un centriste, adjoint sortant. A Manosque, l'opposition nationale se présente dissidente, tandis que la gauche, rassemblée derrière le député socialiste, M. André Bellon, est contestée par M. Robert Honde (MRG), qui, à la tête d'une liste d'ouverture, a choisi de faire cavalier seul.

Le maire sortant de Digne, M. Pierre Rinaldi (RPR), dont la liste bénéficie du soutien du mouvement gaulliste et de l'UDF, se trouve concurrencé par son deuxième adjoint, M. Pierre Magnan (UDF-CDS), qui, faisant fi des consignes nationales, a constitué une liste modérée qu'il affirme « apolitique ». Elle est essentiellement composée de représentants des professions libérales et de commerçants qui entendent dénoncer l'« arbitraire » du premier magistrat, « ses choix et ses méthodes autoritaires ».

Le PS et le PC n'étant pas parvenus à se mettre d'accord — le second rejetant sur le premier la responsabilité de la désunion —, les deux partis présenteront, au premier tour, des listes distinctes.

Conseiller municipal minoritaire depuis six ans, M. René Fine (PS) a ouvert sa liste aux rénovateurs. Il mise principalement sur une éven-

tuelle usure politique du maire sortant, après douze années de mandat.

A Manosque, les candidatures de M. Louis Raffalli, maire sortant (RPR), et de M. Gérard Velin (UDF-rad.), son premier adjoint, étaient prévisibles, et même espérées par une frange de l'électorat qui attend des urnes qu'elles règlent de manière durable le conflit apparu entre les deux hommes au début de 1988 lorsqu'il fallut désigner un successeur au maire démissionnaire UDF, M. Jean Cabanne.

Les Manosquins se souviennent qu'un accord était intervenu au sein de la majorité du conseil municipal en faveur de M. Velin. Or, à la surprise générale, lors de l'élection, M. Raffalli avait maintenu sa candidature et avait été élu au troisième tour.

Le scrutin du 12 mars constitue en quelque sorte le quatrième chapitre d'une saga commencée il y a quatorze mois et dont les électeurs de droite souhaitent qu'il contribue à éclaircir une situation plutôt confuse. Un vœu pieux, a priori, puisque derrière une étiquette politique, pourtant précise les deux rivaux ont formé une liste regroupant des personnalités locales allant de la droite modérée à la droite nationale pure et dure avec la présence dans chacune d'entre elles d'un candidat issu du Front national.

Le PS et le PC ont réalisé l'union derrière le député socialiste, M. André Bellon. Un accord qui de toute évidence ne convient pas à M. Honde, ancien maître MRG de la localité, de 1977 à 1980, qui a décidé de conduire sa propre liste.

FRANÇOIS DE BOUCHONY.

Politique

La préparation des élections municipales

Lons-le-Saunier : une petite fièvre saisit la gauche

LONS-LE-SAUNIER de notre envoyé spécial

C'est jusqu'à un dernier jour, presque jusqu'aux douze fatidiques coups de minuit du vendredi 3 mars, l'un de ces sursauts contrastés — deux mesures de sérieux, un zeste de comique — que Lons-le-Saunier aime bien s'offrir tous les six ans quand revient le temps de jouer la pièce municipale.

On a les émotions qu'on peut. La préfecture vagueusement sonnaillante du Jura ne cultive pas en politique le genre secousse tellurique. Les désordres du sismographe électoral lédonien affolent rarement les élus-majors de la capitale. Mais, tout de même, tout de même... Autant de petites bizarreries, zébrées d'autant de petits points d'interrogation, pour une cité de vingt mille habitants, ce n'est pas si mal.

Au commencement, donc, et jusqu'à un pénultième coup de tampon préfectoral, était la question : la « liste à Brune » (Alain Brune, député socialiste du Jura) finirait-elle par se fondre dans la « liste à Auger » (Henri Auger, maire communiste sortant) avant le premier tour, ou bien iront-elles séparément à la bataille ?

Elles iront séparément. Pour ce qui est de la bataille, rien n'est dit. Pas même si elle aura véritablement lieu. Car, Lons-le-Saunier, au miroir de la vie municipale française, n'a pas les traits classiques qu'appelle, en principe, le portrait. Elle s'est donné un maire communiste (depuis douze ans). Certes. Mais Lons n'est pas une ville à majorité communiste. A majorité de gauche, alors ? Pas sûr non plus. Ni l'arithmétique électorale ni le caractère dominant, manifestement bourgeois et commerçant, n'invitent à trop s'avancer dans ce sens.

Pourtant, Henri Auger, professeur d'allemand en retraite, communiste en demi-teinte, cultivé et posé, discret et taqué, propulsé en 1977 un peu par hasard dans le fauteuil du maire, n'effraye pas. Il plaît, même. Et cette curiosité — une majorité municipale légèrement dominée par le PS et gouvernée par le PC — n'était pas choquée, ici, jusqu'à cette obscure année 1989 où

chacun s'est mis à compter sur ses doigts et quelques-uns à parler logiquement. Il n'est pas difficile de deviner les règles élémentaires de la logique du PS. Cependant, défaut de conviction ou fragilité cachée, ces règles n'ont pas entamé le credo simple de l'aimable et ferme Henri Auger : maire je suis, maire je reste (si possible).

Après avoir joué longtemps un poker plus ou moins menteur, PC et PS étaient bien parvenus, vers la mi-février, à ce qui ressemblait à un accord : un maire communiste — chacun devine lequel — un premier adjoint socialiste — même remarque — une domination du PS claire-ment affirmée et balisée. Mais, chose obscure, ce qui ressemblait si fort à un accord n'en était pas un. Aux yeux d'Henri Auger seul ? De l'appareil communiste, prompt à rectifier tout ce qui ressemble à une dangereuse bonne manière, même réaliste ? Difficile à dire.

Ouverture et fermeture

Une chose est sûre : Alain Brune, député lédonien, encore animé par l'ardeur des « socialistes barbus de 1981 », ainsi se décrit-il lui-même, en se promettant à haute voix, dès avant le premier tour, ce poste de premier adjoint, faute de mieux et en attendant, à dépla. Il a, à tout le moins, peiné le maire : on ne procède pas comme ça, à la hussarde.

Le reste n'est pas littérature ni tactique politicienne de haute volée. Le poumon municipal lédonien n'a rien d'abstrait, il a pour nom Office HLM. Il est aux mains du PC. Et il est énorme, ce poumon : quatre mille cinq cents familles — près de 45 % de la population — sont logées par les soins de l'Office HLM.

Enorme et très présentable : à côté des tristesses ordinaires du genre, d'incontestables réussites d'urbanisme, surtout au centre-ville, qui ont fait désigner plus d'une fois Lons comme un modèle national. Enorme, présentable, à tous égards, probablement, indispensable. Le PS s'est dit prêt à abandonner cette carte maîtresse au PC. Il n'a pas été cru sur parole.

Alors PC et PS se sont quittés, le premier disant : Rien n'est fini, d'ici vendredi, peut-être... ; et le second : « Tout est consommé, probablement, attendons quand même, on ne sait jamais ».

Voilà le dernier moment passé. Les électeurs lédoniens, livrés à leur perplexité, pourront bientôt feuilleter une liasse de bulletins de vote à couper un souffle jurassien : Henri Auger et sa liste ouverte... surtout sur la CGT ; Alain Brune et sa liste socialiste, fatalement un tout petit peu plus largement ouverte. La droite suivie, et presque étonnée de ce miracle, sera là, derrière l'avocat RPR Jacques Pelissard. Les écologistes seront là, gentiment. Le Front national sera là, fermement.

Et le suspense, qui aurait dû finir vendredi à minuit avant d'engendrer le mystère des urnes, n'est même pas clos. Lons-le-Saunier, saisi, par la petite fièvre municipale, ne serait plus tout à fait elle-même sans l'agrippé rigoureux de l'Union totale illimitée lédonienne élargie (UTILE) que mène, pour le plaisir, Claude Azéma, un sténographe de l'Assemblée nationale, plus porté sur la pétanque et le sport que sur l'écharpe tricolore.

Eh bien, une bouleversante incertitude est venue s'ajouter aux autres : le préfet a refusé, vendredi soir, la « liste à l'Azéma », invoquant des textes, des papiers à trouver à la mairie, fermée. Elle aurait dû être ouverte, soutient l'homme qui demande sans désespérer, depuis douze ans, la prolongation jusqu'à la mer de la route du Jura. Cette affaire-là échouera, à n'en pas douter, devant le tribunal administratif ou dans l'un des nombreux cafés de Lons. Quant à l'autre affaire...

MICHEL KAJMAN.

Fiche d'identité

Préfecture du Jura : 20 105 habitants (recensement de 1982. En baisse de 3,9 % depuis 1975). Population immigrée : 6 %. Taux de chômage : environ 9 %. Principales activités : secteur tertiaire dominant. 466 commerces et 192 établissements de services (en 1987). Industries : fromageries (Bel et Grosjean), fabriques de jeux et jouets.

Epinal : M. Séguin engrange les malheurs des socialistes

EPINAL de notre correspondante

Étonnante campagne électorale à Epinal, où deux listes s'affrontent : celle du maire sortant, le député RPR, M. Philippe Séguin, et celle de la majorité présidentielle conduite par M. Jean-Paul Houvion, conseiller sortant et premier secrétaire de la fédération des Vosges du Parti socialiste.

Plus que des échanges — sans passion — d'arguments traditionnels et rituels entre deux listes opposées, c'est l'« aide » que reçoit régulièrement la liste de M. Séguin de la part des amis de M. Houvion qui surprend et déroute autant les militants socialistes que nombre de leurs électeurs.

« Aide volontaire ou non, je ne sais », s'inquiète un colistier de M. Houvion. « C'est évident, rien ne nous sera épargné », ajoute un autre qui, comme les copains, se pose beaucoup de questions ».

La liste « Epinal unie » de M. Houvion, victime d'une série de « coups pournis » ? Le premier remonte à la mi-janvier avec la nomination de M. Séguin au Conseil national des villes de France. Cette décision de M. Rocard, survenant quelques jours après la visite de travail, fort contestée par les socialistes d'Epinal de M. Jacques Chérèque, ministre de l'aménagement du territoire et des reconversions, provoqua la colère de M. Houvion, qui protesta aussitôt par écrit auprès du premier ministre et qui décida de boycotter la convention nationale du PS le 29 janvier. Démarche peu « gâtée » par Matignon et la Rue de Solferino.

« C'est inadmissible », s'insurgea M. Houvion. Plus que le moment choisi pour l'annoncer qu'il irrita. Et

de préciser : « Comment pourrions-nous maintenant expliquer que la gestion communale de M. Séguin est mauvaise ? Celui-ci nous rira au nez et nous renverra vers le premier ministre ». « Inexcusable », clama-t-on du côté des militants socialistes très courroucés, tandis que les alliés communistes parlent de « complaisance » entre le premier ministre et l'ancien ministre de M. Jacques Chirac.

M. Séguin a alors beau jeu de dénoncer le « sectarisme » de ses adversaires. Il ne s'en prive pas, même s'il dit prendre plus de plaisir à certaines déclarations de M. Christian Poirret, candidat socialiste à la mairie de Saint-Dié. Ce dernier, dans une lettre aux électeurs désolés, n'hésite pas à citer en exemple la gestion du maire d'Epinal et à vanter « la vie démocratique » du conseil municipal de la Cité des images. Surprenant... sauf pour qui connaît la qualité des relations entre les deux hommes, alors que, entre le député de Saint-Dié et la fédération vosgienne du PS, les rapports ne sont pas toujours très bons.

Autre avatar pour les socialistes epinaliens : tout récemment, à l'hôtel de ville, lors d'un vin d'honneur, le président de la fédération départementale des œuvres laïques, M. Georges Richard, ancien conseiller municipal socialiste, se plut à souligner l'intérêt que porte à la culture M. Séguin, et ce devant une assistance composée essentiellement d'enseignants.

Les « malheurs » de M. Houvion ne s'arrêtent pas là. Le « pire » est arrivé un samedi soir de janvier, à la salle des fêtes, où les employés municipaux d'Epinal donnaient leur bal annuel. Sur le coup de minuit, un colistier de M. Houvion, M. Flatters, s'en prend violemment à la poli-

tique du maire d'Epinal et insulte un de ses adjoints. Nul ne peut le maîtriser. M. Houvion et quelques-uns de ses colistiers choisissent de quitter la salle, « catastrophés ». Le lendemain, M. Houvion rencontre M. Séguin et lui présente ses excuses. Celui-ci les accepte et s'engage à ne pas déposer plainte si M. Houvion rétrograde M. Flatters, sur la liste « Epinal unie », au-delà de la dixième place, une position où, pense-t-il, il n'a aucune chance d'être élu. M. Houvion accepte.

Dans la presse locale, M. Flatters explique que c'est « à sa demande » qu'il a été rétrogradé, argument qui ne convainc pas les fidèles du maire d'Epinal. « Vraiment, nous avons le meilleur maire qui soit, disent-ils, goguenards. Non seulement il bâtit sa liste, mais, dans le même temps, il se permet de dicter à son adversaire la composition de la sienne ».

Quand on lui rapporte cette anecdote, M. Séguin ne dément ni ne confirme. Il se garde d'ajouter à la cruauté de certaines situations, se cale dans son fauteuil et énumère avec gourmandise les nombreuses subventions, distinctions et les trophées obtenus par Epinal et remis par des ministres socialistes. M. Séguin est serin.

Ses adversaires le sont moins, d'autant que, dernière infortune, ils enregistrent la défection d'un de leurs anciens colistiers, M. Jacques Grauer, professeur agrégé d'histoire, qui a accepté l'appel à « l'élargissement au-delà des clivages politiques » lancé par le maire d'Epinal.

On plaint beaucoup M. Houvion, dont personne ne songe à contester le militantisme et le dévouement.

Au pays des images, il est des dévotions qui ne livrent pas facilement leur secret.

CLAUDINE CUNAT.


SITUATIONS

● BRIVE-LA-GAILLARDE (Corrèze) : une liste Amédée Domenech. — L'ancien international de rugby Amédée Domenech conduit une liste à Brive-la-Gaillarde où sont déjà en lice le député et maire sortant, M. Jean Charbonnel (RPR), et une liste de gauche emmenée par un socialiste, M. Jean-Claude Cassaigne. L'équipe de l'ancien international, qui avait été surnommée « le Duc », comprend 39 radicaux, 6 RPR parmi lesquels un conseiller sortant, et un membre du Front national.

● CHATEAU-CHINON (Nièvre) : le PS sans le PCF. — Le sénateur et maire (PS) de Château-Chinon, M. René-Pierre Signé, a déposé une liste socialiste comportant huit personnalités de la société civile, mais sans communistes. M. Jean-Max Gloriot (PCF) avait déclaré que le dépôt de la liste du maire sortant, n'incluant pas de communistes, entraînerait automatiquement le dépôt d'une liste communiste sous sa bannière. M. Signé avait succédé le 30 mai 1981 à M. François Mitterrand, élu président de la République vingt jours plus tôt.

● DRAGUIGNAN (Var) : exclusions au PS. — Six membres de la section locale du Parti socialiste de Draguignan, le chef de file d'une liste dissidente et cinq de ses colistiers, ont été exclus du parti. Le PS reproche à M. Jean-Pierre Fabre, dirigeant d'entreprise, initialement retenu pour conduire une liste d'union PS-PC à Draguignan, d'avoir monté une liste dissidente sur laquelle figure un proche de M. Edouard Soldani, l'ancien maire socialiste. M. Léopold Basilio, Les socialistes locaux ayant refusé la présence de M. Basilio sur leur liste, M. Fabre a décidé de monter la sienne face à la liste officielle du PS qui a finalement désigné un auditeur à la cour des comptes, M. Christian Martin, pour la conduire.

RAYONNAGES BIBLIOTHÈQUES À VOS MESURES



PRIX TRÈS COMPÉTITIFS 25 années d'expérience

R.M. Lenoir, 288, rue de la Mairie, 79144 Paris, M. Adèle - Tél. : 01-48-57-49

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

Plus beau des métiers politiques, le plus gratifiant, assurément, est celui de maire. Tous les élus vous le diront. A l'échelle de la cité, au ras des troisièmes, au pied des grands ensembles, la politique celle à la réalité : elle se concrétise dans des actions dont on peut voir les résultats, apprécier les effets, bons ou mauvais, dans l'espace de la commune et dans celui d'un ou plusieurs mandats.

Les prochaines élections municipales sont une invitation à réfléchir sur cette forme de pouvoir : la mairie. Plusieurs ouvrages vont nous y aider.

Le premier est la synthèse d'une enquête nationale sur le gouvernement et l'administration des villes moyennes. Elle porte sur un échantillon de vingt-deux villes dont la population se situe entre vingt mille et deux cent mille habitants et sur la période comprise entre les renouvellements municipaux de 1977 et 1983. Albert Mabilleau et Claude Sorbets indiquent, en présentant l'ouvrage tiré de ces travaux, qu'il s'agit de s'intéresser aux « éléments spécifiques et nouveaux » du gouvernement municipal de ces communes. A cette fin, les contributions étudient les acteurs, les moyens, les relais, les audaces et les limites de ce type d'action politique : la personnalité et le rôle du maire, la fonction et le poids des services administratifs, l'environnement associatif, la symbolique du changement, la confrontation avec la réalité.

On notera depuis 1977 la tendance à la définition de politiques d'ensemble en matière urbanistique ou culturelle, tandis que le travail en équipe, autour du maire, se développe. A ce niveau, les efforts pour relancer la convivialité, la redécouverte de rapports humains plus chaleureux, se heurtent, écrit l'un des auteurs, Jean-Louis Marie, à d'autres pesanteurs, celles « d'une culture marquée par la prépondérance des rapports marchands et d'une consommation largement individualisée ». « La fête, le village, la communauté, restent postulés, rêvés dans l'univers matériel de la consommation de masse », conclut-il. Claude Sorbets souligne, de son côté, les limites de

l'interventionnisme communal et d'une municipalisation excessive au regard des possibilités financières en période de stagnation économique.

Deux autres études universitaires belissent, au-delà de la commune puisqu'elles englobent d'autres collectivités territoriales, le contenu de la décentralisation des pouvoirs locaux et de leur autonomie de gestion. Elles portent sur les ingénieurs de l'Etat et le Génie de l'Etat dans les concours qu'ils prêtent à travers les services techniques de l'administration (Ponts et Chaussées, etc.).

Petite bibliothèque municipale

Génie rural, Eaux et Forêts) aux élus locaux. La question posée par l'auteur, Jean-Claude Marquie, est de savoir si, compte tenu de la puissance effective de ces services, la décentralisation ne devra pas s'incliner devant des pouvoirs d'Etat qui ont été préservés, fût-ce en se déconcentrant, ou si, au contraire, ces administrations techniques seront appelées à s'effacer.

Revenons au maire avec le témoignage d'un élu qui, au terme de son premier mandat et à la veille du renouvellement, livre ses réflexions sur le pouvoir qu'il vient d'exercer pendant six ans à la tête d'une ville moyenne, Stéphanie, dans l'Hérault. Agé de quarante-trois ans, Yves Marchand, avocat, maire CDS, succédant à une gestion communiste, raconte cette entreprise « un peu spéciale » qu'est la commune, dont la vocation est de créer des richesses non pour assurer de meilleurs profits mais de meilleurs services.

C'est, on s'en doute, un plaisir-pro domo, mais, au-delà de cette contingence électorale, l'ouvrage invite son lecteur au fonctionnement d'une municipalité

et le maire sortant livre ses recettes professionnelles, ses découvertes et ses étonnements. Il traite des services municipaux à vocation généraliste et du choix de partenaires privés pour les tâches plus spécialisées. Il évoque l'attitude des opposants et celle des autres collectivités locales. « Le choix de certains équipements lourds, observe Yves Marchand, conduit inévitablement l'Etat à remplir son rôle. (...) Que l'Etat soit de gauche ou de droite, la commune qui respecte les règles du jeu peut compter sur lui. » Il n'en est pas toujours de même, ajoute-t-il, avec les autres niveaux de pouvoir, département, région, où le rapport des forces et l'électoratisme pèsent de tout leur poids ; cependant, ajoute l'auteur, les rapports humains permettent de dominer ces frictions.

Jocelyne George retrace l'histoire des maires de 1789 à 1939 et raconte, selon son préface Maurice Agulhon, « la difficile instauration de la démocratie locale dans la France profonde ». On découvre, au fil de ce récit, combien le profil et la fonction du maire ont changé. Homme d'une famille, d'un clan, il devient celui d'un réseau ou d'un parti. Longtemps, il viendra de la société rurale, mais, selon les époques, il se recrutera dans des corporations différentes. Percu comme représentant de l'autorité, il sera agent de l'Etat avant de s'affirmer de plus en plus comme le gestionnaire choisi par les administrés pour régler leurs problèmes quotidiens. Ces maires qui, à leur mesure, ont aussi fait la France n'avaient guère inspiré les romans de nos écrivains : ils ont désormais leur monument.

★ Gouverner les villes moyennes, sous la direction d'Albert Mabilleau et Claude Sorbets. Pedone, 188 pages, 120 F.

★ Le Génie de l'Etat et l'Ingénieur de l'Etat et élus locaux, deux ouvrages de Jean-Claude Marquie. Espace juridique, 327 et 339 pages, 130 F et 140 F.

★ Site appellation, d'Yves Marchand. Presses de Langue doc, Max, Calais éditeur, 212 pages, 38 F.

★ Histoire des maires 1789-1939, de Jocelyne George. Ploa, 285 pages, 140 F.

Fos-sur-Mer : les communistes en viennent aux mains

« Ils étaient cinq éternuements, et dès que j'ai voulu parler à M. Porcili, à la fin du meeting, ils m'ont couru. Bousculés, traités de « pute » et de « salope ». Je me suis évanouie et il m'ont jeté le contenu d'un pot à eau à la figure, ils m'ont frappée à nouveau, avant de me traîner dehors en me portant comme un paquet de linge sale ».

M. Houvion. Plus que le moment choisi pour l'annoncer qu'il irrita. Et de préciser : « Comment pourrions-nous maintenant expliquer que la gestion communale de M. Séguin est mauvaise ? Celui-ci nous rira au nez et nous renverra vers le premier ministre ». « Inexcusable », clama-t-on du côté des militants socialistes très courroucés, tandis que les alliés communistes parlent de « complaisance » entre le premier ministre et l'ancien ministre de M. Jacques Chirac.

M. Séguin a alors beau jeu de dénoncer le « sectarisme » de ses adversaires. Il ne s'en prive pas, même s'il dit prendre plus de plaisir à certaines déclarations de M. Christian Poirret, candidat socialiste à la mairie de Saint-Dié. Ce dernier, dans une lettre aux électeurs désolés, n'hésite pas à citer en exemple la gestion du maire d'Epinal et à vanter « la vie démocratique » du conseil municipal de la Cité des images. Surprenant... sauf pour qui connaît la qualité des relations entre les deux hommes, alors que, entre le député de Saint-Dié et la fédération vosgienne du PS, les rapports ne sont pas toujours très bons.

Autre avatar pour les socialistes epinaliens : tout récemment, à l'hôtel de ville, lors d'un vin d'honneur, le président de la fédération départementale des œuvres laïques, M. Georges Richard, ancien conseiller municipal socialiste, se plut à souligner l'intérêt que porte à la culture M. Séguin, et ce devant une assistance composée essentiellement d'enseignants.

Les « malheurs » de M. Houvion ne s'arrêtent pas là. Le « pire » est arrivé un samedi soir de janvier, à la salle des fêtes, où les employés municipaux d'Epinal donnaient leur bal annuel. Sur le coup de minuit, un colistier de M. Houvion, M. Flatters, s'en prend violemment à la poli-

tique du maire d'Epinal et insulte un de ses adjoints. Nul ne peut le maîtriser. M. Houvion et quelques-uns de ses colistiers choisissent de quitter la salle, « catastrophés ». Le lendemain, M. Houvion rencontre M. Séguin et lui présente ses excuses. Celui-ci les accepte et s'engage à ne pas déposer plainte si M. Houvion rétrograde M. Flatters, sur la liste « Epinal unie », au-delà de la dixième place, une position où, pense-t-il, il n'a aucune chance d'être élu. M. Houvion accepte.

Dans la presse locale, M. Flatters explique que c'est « à sa demande » qu'il a été rétrogradé, argument qui ne convainc pas les fidèles du maire d'Epinal. « Vraiment, nous avons le meilleur maire qui soit, disent-ils, goguenards. Non seulement il bâtit sa liste, mais, dans le même temps, il se permet de dicter à son adversaire la composition de la sienne ».

Quand on lui rapporte cette anecdote, M. Séguin ne dément ni ne confirme. Il se garde d'ajouter à la cruauté de certaines situations, se cale dans son fauteuil et énumère avec gourmandise les nombreuses subventions, distinctions et les trophées obtenus par Epinal et remis par des ministres socialistes. M. Séguin est serin.

Ses adversaires le sont moins, d'autant que, dernière infortune, ils enregistrent la défection d'un de leurs anciens colistiers, M. Jacques Grauer, professeur agrégé d'histoire, qui a accepté l'appel à « l'élargissement au-delà des clivages politiques » lancé par le maire d'Epinal.

On plaint beaucoup M. Houvion, dont personne ne songe à contester le militantisme et le dévouement.

Au pays des images, il est des dévotions qui ne livrent pas facilement leur secret.

CLAUDINE CUNAT.

Listes électorales : une autre manière d'être corse

AJACCIO de notre correspondant

Alors que les nationalistes réclament la réforme en profondeur du régime des inscriptions sur les listes électorales, le critère de la résidence effective étant à leurs yeux le seul valable, M. Pierre Jose, ministre de l'Intérieur, a révisé, le 10 février à Ajaccio, qu'il allait saisir le gouvernement d'un projet tendant à généraliser ce système sur l'ensemble du territoire.

Si le gouvernement en est d'accord, le texte pourra être soumis au Parlement à la session d'automne. S'il est adopté, 1990, année sans élections, pourra être consacrée à la refonte totale des listes électorales dans les trente-six mille communes de France.

A l'heure actuelle on peut s'inscrire sur une liste électorale dans une commune où l'on réside depuis six mois ou si l'on y acquiesce un impôt depuis cinq ans. Ces critères objectifs s'en sont, au fil du temps, ajoutés d'autres, qui étaient moins, en particulier l'inscription de l'électeur atteignant sa majorité là où étaient inscrits ses parents ou bien dans sa commune de naissance ou de conseil de révision, ou bien encore là où ses parents payaient l'impôt.

Cette situation caractérise la Corse, où les juges d'instance, qui schématiquement se prononcent sur les recours formés contre les décisions (ou les non-décisions) des commissions administratives municipales rendent des jugements contradictoires.

Les inscriptions « attaquées » dans les communes où la bataille électorale est rude sont généralement, en effet, celles d'électeurs qui prétendent bénéficier de la « permanence des listes ». Ils y figurent depuis leur majorité, n'ont jamais demandé à en changer, résident sur le littoral insulaire ou sur le continent, et, dans l'immense majorité des cas, ne figurent pas au rôle des contributions.

Mais leur présence sur la liste de la ville ou du village est là pour témoigner, plus que leur attachement au clocher, qu'ils se refusent à couper le cordon ombilical avec la terre de leurs ancêtres. C'est aussi une manière d'être corse, et qui n'est pas la moindre, que l'on vive sur le continent ou, dans la plupart des cas pour les inscrits au village, à Ajaccio ou à Bastia.

Cette situation est, dans l'île, admise sans problème, sauf lorsque des candidats créent de toutes pièces un contentieux lors des opérations de révision des listes, à la veille des municipales seulement d'ailleurs. Toute la procédure se donne alors libre cours, et l'on accumule les pièces à conviction pour plaider dans un sens ou dans l'autre : certificats d'imposition ou de non-imposition, voire exploits d'huissiers destinés à rétablir la résidence effective. Les plus malins éconduisent l'huissier, de sorte que le contestataire, à qui incombe la preuve, est placé dans l'impossibilité de le faire. Ainsi naissent des injustices flagrantes, qui génèrent au village un climat souvent empoisonné.

PAUL SILVANI.

50 من الأصل

Après son inculpation
dans l'affaire Pechiney

M. Max Théret astreint à une caution de 8,8 millions de francs

Co gérant de la Compagnie parisienne de placements (CPP) et acheteur à ce titre de 32 300 actions Triangle Industries avant le rachat d'American National Can par Pechiney, M. Max Théret a été inculpé, vendredi 3 mars, de délit d'initié, complicité et recel des dits délits par M^{me} Edith Boizette, juge d'instruction au tribunal de Paris (le Monde du 4 mars).

Le sixième
inculpé

M. Théret devient ainsi le sixième inculpé dans ce dossier, cinq autres personnes ayant été inculpées par M^{me} Boizette le 16 février : MM. Robert Reimplinger, associé de M. Théret dans la CPP ; Pierre-Alain Marsan, acheteur de 5 000 actions pour son compte personnel ; Ricardo Zavala, acquéreur de 5 000 titres pour la société de

Bourse Magnin-Cordelle, tous trois inculpés de délit d'initié, tandis que M. Roger-Patrice Peizat, acheteur de 10 000 actions pour son compte, celui de son épouse et ceux de ses deux fils, ainsi que l'une de ses amies, M^{me} Isabelle Péro, étaient inculpés de recel de délit d'initié.

Tous les inculpés sont laissés en liberté, mais sont astreints au versement, dans le mois suivant leur inculpation, d'une caution équivalente au double de la plus-value réalisée lors de la vente des actions qu'ils avaient achetées. Pour M. Théret, qui est aussi placé sous contrôle judiciaire, le montant de cette caution atteint 8 835 913,32 F.

M^{me} Boizette a signifié son inculpation à l'ancien dirigeant de la FNAC en se rendant à sa résidence secondaire dans les Yvelines. Agé de soixante-seize ans, M. Théret est allé, après une alerte cardiaque à l'automne dernier.

L'affaire Jobic
devant le tribunal de Nanterre

Amuse-gueules indigestes

L'étiquette du petit monde judiciaire prévoit que les longs procès débutent par quelques indélicatesse abstraites que l'on appelle, dans le jargon des tribunaux, « conclusions ». Vendredi 3 mars, sans que l'on sache vraiment si le procès à Nanterre de « l'affaire Jobic » sera aussi grand qu'on le prédit, l'usage a été respecté avec gourmandise par les avocats. Et les petits détails (revendeurs de drogue de banlieue, les indices de fortune, les procédures de rencontre et les vœux gros biceps ont écouté leurs défenseurs offrir au tribunal un échantillon de leurs talents et de leurs cabrioles comme on assiste à un office.

Ces amuse-gueules ne sont pas toujours digestes, ce sont des zakouski souvent bétornées comme du pudding. Mais il est de bon ton de se comporter ainsi dignement qu'à l'Opéra. En principe, l'avocat prend la pose, agit négligemment sa paire de lunettes d'une main, brandit quelques feuilles de l'autre, les fameuses « conclusions », et se lance avec flegme et vertige dans des exagérations juridiques qui donnent à son client l'impression d'être relaxé avant même que les débats aient eu lieu ! On gélige, bien sûr.

Vendredi, le temps d'une longue tirade et de quelques saynètes très Daumier on a, ainsi, cru que le casier judiciaire de Jean-Claude Moustafa, poursuivi pour détention et transport de stupéfiants, était vierge et que la justice, une fois de plus, s'était lamentablement trompée. A l'évidence, une simple lecture du dossier permet de s'assurer qu'un Jean-Claude Moustafa a bien été condamné pour vol à

deux reprises en 1981, mais il s'agit d'un autre, nous a-t-on expliqué : son oncle, un mauvais pérorateur, un usurpateur d'identité. Foi d'avocat, foi de « conclusions ».

Les Bébottiens que nous sommes se sont ensuite imaginés que l'ensemble de la procédure, ou peu s'en faut, allait être frappé de nullité en raison des agissements et des pratiques du magistrat instructeur. Il fut question de « la santé de la justice », manière détournée de nous dire qu'elle est bien malade. Enfin, M^{me} Jean-Marie Varet dispense élogieusement une personnalité en forme de réhabilitation du commissaire Jobic, son client : On peut avoir dans la cour de la préfecture de police de Paris une plaque de marbre, et sur cette plaque les noms gravés de policiers tombés victimes de leur devoir. Le commissaire Jobic n'est pas tombé. Il a été inculpé en effectuant son devoir. Vous lui rendez justice.

Alors M^{me} William Bourdon, l'un des avocats de la partie civile, s'est cruellement moqué de ce « hors-d'œuvre de plaidoirie ». Ses confrères, Francis Turquien et Les Forêts, ont affirmé tout ce qu'avaient exposé les avocats de la défense. M. Daniel Renault, pour le ministère public en a fait autant. Bref, à la fin de l'audience, chacun avait bien parlé, le rite des « conclusions » avait été respecté et le tribunal s'est sagement retiré pour y réfléchir, tout le monde se donnant rendez-vous au lundi 6 mars pour le plat de résistance : les faits reprochés aux vingt-six prévenus.

LAURENT GREILSAMER.

AÉRONAUTIQUE

Dassault-Breguet souhaite céder son usine de Toulouse à l'Aérospatiale

Selon les syndicats, le groupe Dassault-Breguet cherche à céder son usine de Toulouse-Colomiers à la société Aérospatiale, qui se déclare non demandeur de l'opération. Il s'agit d'un site industriel de 7 hectares, qui occupe environ mille six cents salariés et qui participe à la production de l'avion Atlantique-2 de surveillance maritime, au montage des voilures de certains Falcon civils, à la réception des Alpha-Jet de série et à l'étude du projet d'avion orbital européen Hérodote.

Le groupe Dassault-Breguet ne fait aucun commentaire sur ses projets mais convient qu'il souhaite, pour diminuer ses coûts de production, rationaliser son implantation industrielle au besoin en fermant certains sites comme il l'a déjà fait. L'an dernier, pour ses usines de Saint-Gaudens (Landes), de Boulogne (Haute-Marne) et pour ses ateliers d'Istres (Bouches-du-Rhône) à l'exception des essais en vol.

Dans le cas de Toulouse-Colomiers, qui est une ancienne

usine de Breguet avant sa fusion avec Dassault, les activités pourraient être transférées à Bordeaux-Mérignac ou à Marignac-sur-Jalle (Gironde). Dassault-Breguet souhaite effectivement une reprise de ses installations et d'une partie de son personnel par son voisin, la société Aérospatiale, qui n'est pas pressée d'accepter cette cession dans la mesure où elle vient elle-même d'investir, sur son site toulousain, quelque 2 milliards de francs pour une usine d'assemblage de l'A380 européen.

La proximité des élections municipales explique le silence officiel des deux sociétés impliquées dans une affaire où, selon les syndicats, les deux tiers du personnel de Dassault-Breguet, à Toulouse-Colomiers, pourraient n'être pas repris par le nouveau propriétaire. A des candidats socialistes à ces élections, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a expliqué qu'il n'était pas hostile au principe d'un tel transfert.

Au tribunal de Paris

Les indiscretions d'un juré

Il est rare que la justice demande des comptes à ceux qui, l'espace de quelques heures, parfois de quelques jours, ont été des magistrats. Jurés tirés au sort, ils ont jugé « en leur âme et conscience » puis sont repartis vers leurs occupations habituelles sans sortir de l'anonymat.

Depuis la dernière guerre, deux jurés seulement ont été jugés pour violation du secret professionnel. Encore avaient-ils siégé dans la même affaire puisqu'ils faisaient partie du jury ayant condamné le maréchal Pétain.

François André, trente et un ans, correcteur, figure donc dans les annales judiciaires car il comparaissait, vendredi 3 mars, devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris pour avoir, selon l'accusation, violé le secret des délibérations.

Tiré au sort au début de l'année 1988, il a fait partie du jury qui, le 11 février 1988, condamne Patrick Langlois à quinze ans de réclusion criminelle pour le meurtre d'un receleur. Révoqué par la manière dont les débats et la délibération s'étaient déroulés, il avait rédigé un texte de quarante-deux feuilles qu'il proposa au journal Libération. Après s'être accordé un délai de réflexion, le journal refusa de la

publier, même réduit à une dizaine de feuilles. Qui a fait des photocopies ? Qui a largement diffusé le texte pour le faire parvenir à la chancellerie, à des avocats, à des magistrats, à des journalistes et à Patrick Langlois ? L'enquête, apparemment sommaire, n'a pas permis de le déterminer, mais le seul fait d'avoir proposé le texte à un journal justifiait la poursuite.

A l'audience, François André s'est expliqué en affirmant : « Pendant le délibéré, le président m'indiquait les jurés en les rappelant à l'ordre quand ils m'allaient pas aussi vite qu'il le voulait dans la peine. » Mais, surtout, il a soutenu que le magistrat, M. Xavier Versini, caché dans ses œuvres derrière le pseudonyme de « Pasquardini », n'aurait pas procédé au vote pour les questions portant sur la culpabilité et les circonstances atténuantes. François André a donc estimé de son devoir de révéler une infraction commise lors du délibéré, puisque l'article 62 du code pénal impose à quiconque de dénoncer un crime ou un délit.

Dubitatif, le président, M. Claude Grellet, a rappelé à François André qu'il siégeait comme magistrat et aurait pu, en

tant que tel, intervenir pour exiger le respect de la loi. « C'est une réaction que l'on ne nous apprend pas à avoir », a répondu le prévenu. Il faut aller vite, je n'ai pas pensé à m'insurger contre quelqu'un qui a les attributs de l'autorité. »

L'argument n'a pas convaincu M^{me} Edith Dubreuil, substitut du procureur de la République, pour qui M. André est « un drôle de juré ». Parcourant son texte, le magistrat a relevé qu'il faisait état de liaisons plus ou moins proches avec des membres du groupe Action directe. « C'est de la fiction, a rétorqué François André, je me suis laissé aller à la fantaisie, je ne les connais pas. »

Son avocat, M^{me} Thierry Fagart, a repris les mêmes arguments pour plaider le « fait justificatif » en demandant que le tribunal relève son client et ordonne un supplément d'information afin que les juges puissent entendre tous ceux qui ont pris part au délibéré. Mais l'avocat a admis que François André « n'était pas un magistrat comme les autres », en citant de larges extraits d'un ouvrage écrit par André Gresse intitulé *Seule la vérité blesse*, dans lequel cet ancien président de la cour d'assises de Paris évoque, notamment, ses difficultés lorsqu'il débâtait

avec ses assesseurs à la dix-septième chambre correctionnelle de Paris.

Auparavant, M^{me} Dubreuil avait demandé une peine de quatre à cinq mois de prison avec sursis et le maximum de l'amende prévue par la loi, soit 15 000 francs, en déclarant : « Avec les copains d'Action directe, on voulait déstabiliser l'institution judiciaire ou bien encore provoquer la révision du procès de Patrick Langlois. » Mais, pour le substitut, ces comportements représentant d'autres dangers : « La secret des délibérations protège l'indépendance des juges. Que sera la sérénité des délibérations si l'on importe quel que soit le secret sous prétexte qu'il a ressenti un malaise ? » Evoquant la création de la cour d'assises spécialement composée de magistrats dont la compétence a été étendue aux procès de terrorisme parce que des jurés, manœuvrés, avaient renoncé à siéger, M^{me} Dubreuil s'est inquiétée du sort de la magistrature criminelle : « Si de telles violations du secret se répétaient, vous n'auriez plus de cour d'assises, vous seriez des juridictions d'exception. »

Jugement le 31 mars.

MAURICE PEYROT.

Détournements de fonds et promotion touristique

Un notaire de la région bordelaise écroqué à Montpellier

Interpellé sur commission rogatoire délivrée au SRPJ de Montpellier, un notaire de Cénon, dans la banlieue bordelaise, M^{me} Jacques Lacoste, a été transféré à Montpellier, où il a été inculpé vendredi 3 mars, par M^{me} Nadine Delamont, de recel, complicité et abus de confiance. Il a été écroqué à la maison d'arrêt de Montpellier.

BORDEAUX
de notre correspondante

L'inculpation de M^{me} Lacoste fait suite à l'affaire du détournement de 71 millions de francs au préjudice de la ville de Carcassonne qui a entraîné l'inculpation et le placement sous écrou d'André Orta, président de l'Association Aquitaine Loisirs International (le Monde du 22 novembre).

M^{me} Lacoste était intervenue pour le compte d'Aquitaine Loisirs International dans au moins deux opérations : l'achat par l'association d'un hôtel à Paris et l'acquisition de l'ancien Club Méditerranée Fort-Royal en Gaudoupe. Aquitaine Loisirs International, dont le siège est à Bordeaux, avait développé des activités de promotion touristique non seulement à la Gaudoupe et à Paris, mais aussi dans trois départements où elle possédait des équipements à Super-Bagnères (Hautes-Pyrénées), à Sare (Pyrénées-

Atlantiques) et à Port-d'Albret (Landes). L'association qui avait, dans chaque cas, bénéficié de garanties d'emprunt accordées par les collectivités locales a déposé son bilan fin 1988. Le 30 décembre 1988, le tribunal de commerce de Bordeaux a décidé d'étendre le processus de redressement judiciaire à trois associations satellites, toutes présidées par André Orta : l'Association de Super-Bagnères, l'Association Ormoudia à Sare et l'AGA de Fort-Royal.

Le 1^{er} février 1989, une quatrième association, Aquitaine Loisirs Port-d'Albret, a subi le même sort. L'administrateur chargé d'établir le bilan pour l'ensemble des associations concernées par le redressement judiciaire a récemment rendu son rapport au procureur de la République de Bordeaux.

M^{me} Lacoste, le notaire transféré à Montpellier, s'était installé à Cénon en 1986. Sa nouvelle domiciliation avait été acceptée par le garde des sceaux, malgré des avis défavorables de la chambre des notaires et du conseil régional des notaires.

G. de M.

● Nominations de magistrats. — Le conseil supérieur de la magistrature, réuni jeudi 2 mars sous la présidence de M. François Mitterrand, a nommé conseillers à la Cour de cassation MM. Jacques Lamontay et Gilbert Massé, jusqu'alors présidents de chambre à la cour d'appel de Paris.

A Valence

Un étudiant blessé par des policiers porte plainte

VALENCE
de notre correspondant

M. Philippe Dumez, un étudiant de vingt et un ans, a été hospitalisé et opéré pour un traumatisme du genou, à la suite d'un contrôle d'identité, au cours duquel il a été blessé par des policiers, mardi 28 février à Valence (Drôme).

Le jeune homme a porté plainte pour « coups et blessures volontaires » et il s'est constitué partie civile. Souffrant d'une rupture des ligaments du genou et d'une perforation du tympan, M. Dumez devrait être hospitalisé durant au moins six semaines.

M. Dumez était accompagné d'un autre étudiant de l'Ecole des beaux-arts lorsqu'il a été l'objet d'un contrôle d'identité, mardi 28 février vers 4 heures, dans le centre de Valence. Son compagnon a présenté une carte d'étudiant, alors que lui-même, dépourvu de papiers, a présenté son chèque.

C'est à ce moment-là, semble-t-il, que l'incident s'est produit. Selon le commissaire Jean Ravier, directeur départemental des polices urbaines, M. Dumez était « complètement ivre » et une bagarre aurait opposé les agents et l'étudiant après que ce dernier, qui « se rebellait et les injurait », eut refusé d'être conduit au

poste. Les deux étudiants affirment, en revanche, que les policiers ont frappé M. Dumez parce qu'il a refusé de sortir les mains de ses poches, en répondant : « Je ne suis pas à l'armée. »

L'étudiant a vraisemblablement été blessé au moment où les policiers l'ont fait monter de force dans leur voiture pour le conduire au poste. Une méthode contraire au règlement et que déplore le commissaire Ravier. M^{me} Hervé Francon, l'avocat de l'étudiant, dément que son client ait été ivre au moment du contrôle d'identité.

Le procureur Georges Apap estime pour sa part que « cet incident met en évidence les défauts de la loi sur les contrôles d'identité ».

GÉRARD MÉJEAN.

● Didier Calmels inculpé et écroqué. — M. Jean Zamponi, juge d'instruction au tribunal de Paris, a placé, vendredi 3 mars, Didier Calmels sous mandat de dépôt, après l'avoir inculpé d'homicide involontaire. M. Zamponi a notifié cette inculpation à Didier Calmels sur son lit d'hôpital à la Pitié-Salpêtrière. Didier Calmels, associé de Gérard Larrousse dans l'écrou automobile de formule 1, avait mortellement blessé son épouse d'un coup de fusil de chasse mardi à son domicile parisien (le Monde des 2 et 3 mars).

SCIENCES

Deux satellites d'un nouveau type pour Ariane-IV

Retardé de quelques jours par une grève, le vingt-neuvième tir d'Ariane a été fixé au dimanche 5 mars, à partir de 0 h 29 (heure de la métropole). Un lanceur Ariane-4 devait mettre en orbite deux satellites, l'un européen, l'autre japonais.

Le premier, nommé MOP-1 dans le jargon des techniciens, deviendra Meteosat-4 après sa mise en orbite. C'est le premier engin d'une nouvelle série, qui doit fournir aux organismes européens de prévision du temps, pendant une dizaine d'années, les images et données qui leur sont devenues indispensables.

● Prochain tir de la navette spatiale américaine le 11 mars. — La NASA vient de fixer le prochain lancement de la navette américaine Discovery au 11 mars à 14 h (heure française). Cette mission reportée à trois reprises — Discovery aurait dû partir le 18 février — en raison notamment de problèmes rencontrés sur les protections thermiques de l'engin devrait permettre au cours d'une mission de cinq jours le mise en orbite d'un satellite géant de télécommunications (Tracking and Data Relay Satellite) destiné à la retransmission des informations recueillies par la navette pendant son vol. Six autres tirs sont prévus en 1989.

Le deuxième, JCSAT-1, est le premier satellite japonais lancé par Ariane. Avant, à l'origine, être confié à une navette américaine, il marque aussi le début d'un service opérationnel. C'est le premier satellite commercial de télécommunications destiné au trafic interne de l'archipel japonais. Construit par la société américaine Hughes Aircraft, cet engin de 2,28 tonnes emporte un ensemble de 32 répéteurs dont chacun peut relayer un programme de télévision ou 250 conversations téléphoniques.

● Accord franco-suisse sur la sûreté nucléaire. — La France et la Suisse viennent de mettre un point final au contenu d'un nouvel accord sur l'échange d'informations en cas d'incident, ou d'accident, nucléaire. Ce texte destiné à remplacer celui de 1979 devrait permettre de simplifier les procédures dans ce domaine. D'autre part, les deux parties ont également approuvé le texte des lettres portant création d'une commission mixte franco-suisse de sûreté nucléaire. L'ensemble de cet accord devrait être soumis pour signature au gouvernement français et au gouvernement suisse dans la première moitié de cette année.

SPORTS

FOOTBALL : Ecosse-France Les soucis de Platini

L'équipe de France de football et son sélectionneur Michel Platini jouent de malchance. A quelques jours du match Ecosse-France, mercredi 8 mars à Glasgow, les forfaits s'accumulent.

Le défenseur auxerrois William Prunier, victime d'une entorse, vendredi 3 mars à l'entraînement, a dû renoncer à cette rencontre décisive pour la qualification à la Coupe du monde 1990.

Ce forfait s'ajoute à ceux du Bordelais Jean Tigana et du Monegasque José Touré. Michel Platini a décidé d'appeler en renfort deux défenseurs supplémentaires : le Nantais Thierry Bonalair qui avait joué à Londres contre Arsenal (0-2) mardi 14 février et le Messin Albert Cartier dont ce sera la première sélection.

● SKI ALPIN : Vreni Schneider remporte la Coupe du monde. — La Suisse Vreni Schneider a définitivement assuré sa victoire au coupe du monde de ski en se classant troisième du slalom géant disputé, samedi 4 mars, à Furano (Japon) et remporté par sa compatriote Maria Walliser. Vreni Schneider, qui avait gagné le slalom la veille, ne peut donc plus être rattrapée lors des deux prochaines courses encore à disputer au Japon.

Ski artistique

Les Français rois des bosses

OBERJOCH (RFA)
de notre envoyé spécial

Récemment promues aux honneurs olympiques, les bosses, une des disciplines du ski artistique, demeurent un sport où les Français brillent couramment. Les champions du monde devaient se terminer, dimanche 5 mars, à Oberjoch (RFA) ont confirmé cette suprématie. Vendredi, lors des finales, la jeune Raphaëlle Monod a gagné la médaille d'or. Son camarade de la station de La Clusaz, Edgard Grosjean, dix-neuf ans, l'a emporté chez les hommes. A trois ans des Jeux olympiques d'Albertville, ces élèves acrobates sont les rois des descentes sur terrain difficile.

Eric Berthoin, le vainqueur des précédents championnats à Tignes, a aussi montré qu'à vingt-sept ans il n'avait rien perdu de son agilité. Éliminé en demi-finales par Edgard Grosjean, il a sa triomphe d'un Américain pour s'emparer de la médaille de bronze. La cinquième place d'Olivier Allamand vient compléter ce palmarès.

S. B.

STYLE 25

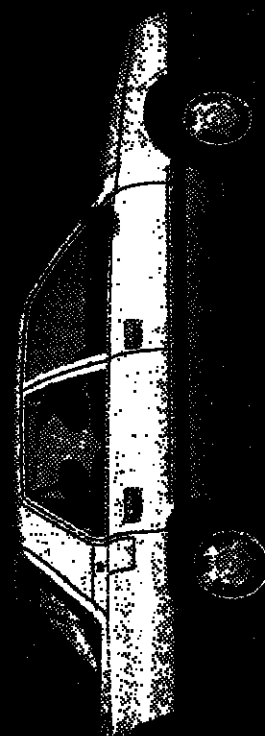
LES NOUVELLES RENAULT 25

Avec l'élégance, commence le style, cette volonté d'être à la fois différent et authentique. C'est cela, la nouvelle Renault 25 Auteuil, une toute nouvelle Renault 25 encore plus racée, plus élégante. En casaque argent, bleu orage, fuchsia ou menthe avec filet bicolore violet et or, ou en casaque bleu de Prusse, arabica ou tungstène, avec filet bicolore or et vert, avec ses vitres teintées, la Renault 25 Auteuil est une nouvelle série limitée "gagnante". Surtout avec sa direction assistée, vous tenez les rênes tout en souplesse.

Oui, c'est tout cela, la Renault 25 Auteuil, telle que des formes liées au plus grand plaisir de conduire. Modèle présenté: Renault 25 Auteuil série limitée (version TS). Prix clés en main au 24/02/89 à partir de 101500F. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. DIAC votre financement.

RENAULT financer par eif

AUTEUIL SÉRIE LIMITÉE



VIVRE LE STYLE RENAULT 25



1/21

Scandale

Les manifestations d'envie

هكذا من الأصل

Société

Contre les projets de M. Jospin

Trois manifestations d'enseignants à Paris

Trois manifestations nationales d'enseignants devaient converger, samedi 4 mars après-midi, aux abords du ministère de l'Éducation nationale à Paris. Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES-FEN) est à l'origine du principal défilé, au départ de la place Denfert-Rochereau, pour lequel il avait mobilisé depuis plusieurs jours. Le principal syndicat de professeurs de lycée entend démontrer ainsi l'insuffisance de l'enveloppe budgétaire consacrée par le gouvernement à la revalorisation des salaires des enseignants et exiger « un enseignement de qualité pour tous à la rentrée 1989 ». Il s'oppose aussi aux « tentatives de réduction des horaires » et aux « promotions à la tête du client ».

Au SNES se sont joints les syndicats FEN des professeurs d'éducation physique (SNPE), des professeurs d'école normale (SNPEN), et du supérieur (SNESup). A leur suite devaient man-

ifester les délégations du Syndicat FO des lycées et collèges (SNLC), du syndicat national des lycées et collèges (SNALC-CSEN, droite), de la Confédération nationale des groupes autonomes (CNGA) et même de la Société des agrégés, qui n'avait jamais appelé à manifester depuis... 1951. Le mot d'ordre de « retrait du plan Rocard-Jospin », avancé par certaines de ces organisations, a été explicitement rejeté par le SNES.

Un deuxième cortège réunissant les enseignants du technique de la CGT et du SNETAA (FEN) sur leurs propres mots d'ordre, souvent opposés à ceux des professeurs d'enseignement général, devait se former place d'Italie et converger avec le premier. Enfin les instituteurs étaient invités par une vingtaine de sections du SNI (FEN) à se rassembler à Montparnasse.

Les révoltés de Kerneuzec

(Suite de la première page.)

La panoplie de la colère ordinaire est déployée à Kerneuzec avec une constance et une opiniâtreté toute particulières, au point que personne ne sait si les propositions d'orientation, tant attendues par les familles à l'issue des conseils de classe du deuxième trimestre, pourront être formulées.

Mais tout cela ne relèverait que de péripéties si les professeurs n'avaient commis publiquement ce qu'ils revendiquent eux-mêmes comme « un sacrilège » : le 14 janvier, vingt-cinq d'entre eux, non syndiqués en majorité, ont débarqué dans le bureau de Louis Le Pen, ministre-réacardien des DOM-TOM et maire de Melan, un gros village tout proche. Ils ont sorti leurs cartes d'électeur et les ont déposées sur le bureau du « copain Louis », sous les flashes des photographes de presse mystérieusement convoqués pour une « opération surprise ».

Le maire, en colère, faute de pouvoir les raisonner, a jeté leurs cartes dans le couloir, mais personne ne s'est baissé pour les ramasser. L'action avait été décidée la veille même au lycée dans une ambiance enfiévrée. Certes, le SNES avait bien proposé « d'aller voir Le Pen », mais l'animateur de la section, Pierre Régier, juge qu'il n'a pas pris l'initiative de « l'affaire des cartes électorales ». Candidat communiste sur la liste de gauche aux municipales à Quimper, il ne tient pas à être tenu pour responsable de cet acte d'incivisme caractérisé, qu'il ne peut pas non plus condamner.

Manipulés, les profs de Kerneuzec ? Ce serait beaucoup trop simple, car ce sont bien des non-syndiqués, en rupture de SGEN-CFDT ou de SNES depuis 1981, qui mènent la danse. « Nous ne sommes plus des godillots du PS. Nous en avons marre des discours complaisants non suivis d'actes », proclame Alain Pennec, agrégé d'histoire et figure de proue du mouvement. Tous évoquent leur révolte

avec l'intense satisfaction qui suit un acte libérateur. Tous ont la quarantaine et semblent redécouvrir les parfums mutins d'une jeunesse soixante-huitarde. « On a ouvert les fenêtres et on respire : la salle des profs nage en plein délire », rapporte l'un d'eux avec délice.

Tout de même, jeter son droit de vote à la figure d'un élu du peuple, n'est-ce pas le comble pour des enseignants de la « laïque » ? « Nous mesurons les dangers du populisme, et j'ai trouvé très dur de faire ça. Mais nous sommes les risques pour dénoncer l'utilisation à outrance du chèque électoral enseignant », répond Gabrielle Nicolas, professeur d'histoire qui se bagarre, elle aussi, en première ligne. N'ont-ils aucun scrupule ? « Pourquoi voulez-vous que nous en ayons, alors que nous avons été roués, traités et que tout est fait pour nous déconsidérer ? », rétorque Anne-Marie Evenou, agrégée de lettres et licenciée de breton, ancienne Sbirienne, « mieux classée que Fabius », qui fut son camarade de promotion, précise-t-elle. La révolte de Kerneuzec a des causes objectives.

« Notre dernière arme »

Le lycée, trop vite monté en graine, a mal vieilli. Il pleut sur les allées couvertes, et le vent marin, quand il souffle fort, couvre la voix des professeurs. Le nombre des élèves — 820 contre 450 en 1981 — a crû trois fois plus vite que l'effectif des professeurs. Les classes à trente-sept, voire quarante sont intolérables, surtout quand on les a connues à vingt-cinq. Il n'y a pas si longtemps, et même si les bâtiments restent, malgré tout, conviviaux et presque luxueux, comparés aux usines à bacheliers des grandes agglomérations.

Le mal de vivre des professeurs apparaît total, à la fois pédagogique, financier et identitaire. « Certains élèves, on ne sait plus par quel bout les prendre », avoue un enseignant après vingt ans d'expérience. « Il faudrait onze milliards par an, si on veut de vrais professeurs », chiffre une collègue. Mais les fers d'innovation pédagogique et d'égalitarisme semblent placer désormais en première ligne la défense du pouvoir d'achat : « Le corporatisme est notre dernière arme », assure un ancien du SGEN-CFDT, syndicat localement en pleine déliquescence. Et il est bien sûr, René Prigent, le porte-parole de ce syndicat, qui ose encore affirmer qu'avec 10 000 F

par mois, après dix-huit ans d'enseignement des sciences économiques, il est « parmi les 20 % des salariés français les mieux payés ». Que « son problème n'est pas financier », et, à propos des cartes d'électeurs, qu'il « n'est pas adepte d'en rajouter dans l'antiparlementarisme quand on voit le succès de Le Pen ».

Une question de survie

Même Marcel Le Lamer, enseignant de philosophie, ancien maotiste et militant du comité Juquin de Quimper, constate qu'il est « obligé de se défendre en tant que professeur du secondaire ». Pour lui, le milieu enseignant ne supporte pas d'être « cocufié » une deuxième fois. Après la défaite laïque de 1984, très sensible en Bretagne, voilà que la gauche se fait le chantre du profit. « On attendait qu'elle nous redonne une âme et elle magnifie le langage TAPSEGE (pour Tapie-Séguela) ! l'homme n'est plus reconnu que par son compte en banque. Les valeurs dominantes à gauche ne sont plus celles des profs ». Si l'on ajoute à cela la grande passivité des élèves, obsédés par la perspective du chômage et rétifs à l'apprentissage du sens critique et de l'autonomie cher à leurs professeurs, on comprend mieux pourquoi ces enseignants sur le qu-ville considèrent que leur lutte est « une question de survie ». Parce que, décidément, « être professeur, ça ne veut plus dire grand-chose ».

Ces révoltés reconnaissent eux-mêmes qu'ils sont « coincés ». Les « coordinations », en Bretagne ou ailleurs, ont du mal à s'élever et les conseils de classe approchent. Les parents supporteront-ils sans broncher un blocage des procédures d'orientation et même des examens ? Les professeurs les plus réalistes savent que non, mais l'enseignant, au moins en paroles, comme on l'argue une balise de détresse. « Bloquons le système pour débattre la situation », lance le SNES local qui, en l'occurrence, reflète bien l'état d'esprit dominant.

Philippe Bernard.

ENVIRONNEMENT

M. Bush soutient la résolution des Européens de protéger l'ozone

La protection de la couche d'ozone fait décidément l'unanimité. A peine les Douze viennent-ils de se mettre d'accord à Bruxelles pour éliminer totalement les CFC (chlorofluorocarbones) d'ici à la fin du siècle (le Monde du 4 mars), que le président américain George Bush les félicite de cette décision et envoie un représentant à Londres pour le premier sommet réuni à ce propos.

Dans un discours prononcé vendredi 3 mars à l'Académie nationale des sciences, à Washington, M. Bush a annoncé qu'il avait chargé le nouveau directeur de l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA), M. William Reilly, d'appuyer la résolution des Européens de participer activement à l'étude de la fabrication et de la consommation des CFC soupçonnés de détruire la couche d'ozone de la stratosphère : « J'ai demandé à Bill Reilly de se joindre aux autres pays pour sou-

tenir la proposition d'éliminer les CFC d'ici à l'an 2000 », a dit M. Bush, à condition que les produits de substitution soient disponibles.

M. William Reilly est parti pour Londres où il devait rejoindre, dimanche 5 mars, les ministres, hauts fonctionnaires et experts scientifiques d'une centaine de pays, réunis jusqu'au 7 mars pour faire le bilan du protocole de Montréal et envisager des mesures plus énergiques pour lutter contre la destruction de l'ozone stratosphérique.

Samedi 4 mars à Paris, le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, devait de son côté réunir un aéropage scientifique à l'hôtel de Lassay pour aborder le même sujet, qui sera repris le 11 mars à La Haye lors d'un deuxième « sommet » réuni à l'initiative des gouvernements français et néerlandais.

Le Carnet du Monde

Décès

M. et M^{me} Pierre Arbour, ses parents, Marie-Hélène Arbour, sa sœur, Le docteur Hagop Haytayan, M^{me} Colette Noël, M. et M^{me} Michel Brackman, Sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Claude ARBOUR.

Le service religieux aura lieu le mardi 7 mars, en l'église de Saint-Vaast-Dieppedalle, suivi de l'inhumation.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Roger Barnes, son épouse, Catherine Barnes, sa fille,

M. Jean-Pierre Morvan et leurs enfants, M. et M^{me} Richard Barnes, ont la douleur de faire part du décès dans sa soixante-dixième année de

Roger BARNES, ancien haut fonctionnaire de l'UNESCO et ancien secrétaire général de la Commission de la fonction publique internationale.

L'inhumation aura lieu au crématorium de Nico, le lundi 6 mars, à 10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

La Souriya, cheffe des Virettes, 06140 Tourrette-sur-Loup, 17, rue des Envierges, 75020 Paris.

« The Lord is my Shepherd, I shall not want. » David psalm 23.

Née Frances May Whitehurst, le 6 juin 1893, à Congleton (Angleterre).

M^{me} André BOURQUELOT

s'est endormie dans la paix du Seigneur le 25 février 1989, en son domicile, à Belan par Sedan (Ardennes).

Elle était parente on allée de M^{me} Betty Bourquelot, M^{me} et M^{me} Maurice Scherrer et leur fille, M^{me} Mally Bourquelot, M^{me} et M^{me} Bernard Langel, leurs enfants et petits-enfants, ses filles, gendres, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Des familles W. Kirkham-Whitehurst, P. Yates, E. Mouton, J. Whitehurst, A. Whitehurst et L. Lombard, F. Barral, M. Duchenois d'Agremont et D. Bourquelot, ses neveux, nièces, petits-neveux et arrière-petits-enfants, M. et M^{me} J.-J. Bourquelot, leurs enfants et petits-enfants, Des familles J. Copeland, E. Beswick, M. Oskidem, T. Cheatham et Ch. Monclin, ses cousins et cousines.

La messe de funérailles a été célébrée le 1^{er} mars 1989, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, et les cendres déposées dans la crypte familiale à Bourgogne (Marne).

Prérez pour elle.

Clermont-Ferrand. Eglienneve-près-Billom.

M^{me} Jacques Chibret, son épouse, Jean-Frédéric Chibret, sa mère, M^{me} Jean Chibret, son frère,

M^{me} Françoise Chibret, sa sœur, Le professeur et M^{me} Champex, ses beaux-parents,

M^{me} Anne Champex, le bâtonnier et M^{me} Gilles Portejoie, son beau-frère et ses belles-sœurs, M^{me} René Chibret, M. et M^{me} Delcher, M^{me} Jeanne et André Champex, M. Hubert Engelhard, M. et M^{me} Philippe Engelhard, M. et M^{me} Marc Engelhard, ses oncles et tantes, Jean-Hubert et Renand Portejoie, ses neveux,

ont la douleur de faire part du décès de

Jacques CHIBRET, chevalier de l'ordre national du Mérite, commandeur de l'Ordre national du Mérite, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, s'est endormi dans la paix du Seigneur.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 7 mars, à 9 h 45, en l'église Saint-Pierre de Chailion, sa paroisse.

L'inhumation se fera dans l'intimité, à Forges-les-Bains (Eure-et-Loir).

De la part de M. et M^{me} Michel Lacour-Gayet, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean de Castille, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Catherine Hermann-Anciair, M^{me} Max Bateau, M^{me} Lucienne Ramos, et des familles Paul Janet, Piveteau et Monbég.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

94, avenue Kléber, 75116 Paris, 44, rue de la Faisanderie, 75116 Paris.

La direction Et le personnel de la société Biophys-Medical, ont le regret de faire part du décès de

Jacques CHIBRET, chevalier de l'ordre national du Mérite, président fondateur.

Rue Newton, 211 du Brézet, 63016 Clermont-Ferrand Cedex.

La direction Et le personnel de la société Transphyon, ont le regret de faire part du décès de

Jacques CHIBRET, chevalier de l'ordre national du Mérite.

12, rue Louis-Bérliot, 211 du Brézet, 63016 Clermont-Ferrand Cedex.

La direction Et le personnel de la société Then, ont le regret de faire part du décès de

Jacques CHIBRET, chevalier de l'ordre national du Mérite.

36 bis, rue des Courtaux, 63016 Clermont-Ferrand Cedex.

La direction Et le personnel de la Galerie de la présidence, ont le regret de faire part du décès de

Jacques CHIBRET, chevalier de l'ordre national du Mérite.

90, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

(Le Monde du 3 mars.)

Christian Dufour, son épouse, Emmanuel et Jean-Baptiste, ses fils, M^{me} A. Cluser, sa mère, M^{me} M. Dufour, sa belle-mère, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M^{me} Christian DUFOUR, née Jeanne Cluser,

survenue le 2 mars 1989, à l'âge de cinquante-deux ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le 7 mars, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Versailles, sa paroisse.

En union avec

Marie-Agnès,

sa fille, disparue le 2 décembre 1987, à l'âge de dix-huit ans.

Régine et Albert Bakhuys, Didier, Saskia, Isandre, Patrick Durand-Lasserre, Bénédicte Durand-Lasserre, Alain et Maylis Durand-Lasserre, Cynthia et Olivier, font part du décès de

M^{me} Guy DURAND-LASSERRE, née Paule Escribe,

leur mère et grand-mère.

Les obsèques seront célébrées en l'église du Verdon-sur-Mer, le lundi 6 mars 1989, à 16 heures.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Rosa FLIKIER, née Markowicz,

survenue le 3 mars 1989, à Paris, enterrée de l'affection des siens.

Les obsèques auront lieu mardi 7 mars, à 14 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

84, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris.

Le 2 mars 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année

Robert LACOUR-GAYET, inspecteur général des finances honoraire, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, s'est endormi dans la paix du Seigneur.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 6 mars 1989, à 10 h 45, en l'église Saint-Pierre de Chailion, sa paroisse.

L'inhumation se fera dans l'intimité, à Forges-les-Bains (Eure-et-Loir).

De la part de M. et M^{me} Michel Lacour-Gayet, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean de Castille, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Catherine Hermann-Anciair, M^{me} Max Bateau, M^{me} Lucienne Ramos, et des familles Paul Janet, Piveteau et Monbég.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

94, avenue Kléber, 75116 Paris, 44, rue de la Faisanderie, 75116 Paris.

M^{me} Joëlle Maestroni-Scheiner, son épouse, Florence, Lionel et Frédéric, ses enfants, Candice et Christian-Alexandre Mahout, ses petits-enfants, M. et M^{me} Lucien Scheiner, son frère et sa belle-sœur, M. Christian Mahout, son gendre, M^{me} Renée Herlofson, M. Pascal Maestroni, ses beaux-parents, ont la douleur de faire part du décès de

M. René SCHEINER.

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu, dans l'intimité familiale, le vendredi 24 février 1989.

40, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris, 68 bis, boulevard Maurice-Barrès, 92200 Neuilly.

Florence et Irène, Hélène et Michel, Karine, Sa famille Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Nicolas POLITIS.

L'enterrement aura lieu au Bon-Pasteur, 177, rue de Charonne, Paris-11^e, mardi 7 mars à 10 h 30.

L'inhumation se fera dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue Louise-Thuliez, 75019 Paris, 194, rue du Château-des-Rentiers, 75013 Paris, 11, rue Henri-Monnier, 75009 Paris.

M. Jacques Chirac, maire de Paris, président du conseil d'administration, M. Bernard Rocher, maire adjoint chargé de l'urbanisme, Les membres du conseil d'administration,

L'ensemble du personnel de l'Atelier parisien d'urbanisme, ont le regret de faire part du décès de

Nicolas POLITIS,

survenu, à Paris, le 2 mars 1989.

(Le Monde du 4 mars.)

M^{me} Jacques Simon, son épouse, Philippe et Christian, Frédéric et Nathalie, et leurs enfants, Catherine et Vincent, Jean-Christophe, Odile, ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques SIMON, ministre plénipotentiaire chargé du consulat général de France, à Francfort-sur-le-Main et Mayence,

survenu accidentellement le mardi 28 février 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 7 mars, à 14 heures, en l'église Saint-Augustin, 46, boulevard Malesherbes, Paris-8^e, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les dons peuvent être adressés à la Fondation pour la recherche médicale, 54, rue de Varennes, Paris-7^e.

Zoppellmalice 105 6000 Francfort-sur-le-Main, 90 RFA.

16, rue Nansouty, 75014 Paris.

Anniversaires

Ensemble et joyeux anniversaire

KIVOMI

Soutenances de thèses

Université de Paris-I, le mardi 7 mars, à 14 heures, comae Mather, 9, rue Malher, M. Ronaldo Reiaher Domont : « Le surréalisme au Brésil ».

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-96-03 Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F Abonnés et actionnaires ... 73 F Communicat. diverses ... 86 F

18 et 19 MARS EXPOSITION INTERNATIONALE DE 10 heures à 19 heures VENTE - ÉCHANGE

MINÉRAUX

FOSSILES PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX

HOTEL PARIS-HILTON (au pied de la Tour Eiffel)

18, avenue de Suffren, PARIS (15^e)

Régions

BOURGOGNE

Dans les pas des Gaulois

De Gergovie à Alésia via Bibracte, Alain Lucas, de la direction régionale de la jeunesse et des sports, a proposé de parcourir à pied cet ancien itinéraire gaulois. En collaboration avec le Comité libéral, égalité, fraternité (CLEF) de la Côte-d'Or, sous le patronage de la Ligue des droits de l'homme et de la Ligue de l'enseignement et avec l'appui de l'Institut géographique national, il organise, du 16 au 26 août, un rallye pédestre, sportif et culturel comportant huit étapes d'une vingtaine de kilomètres.

Des équipes de trois marcheurs seront constituées au départ et, tout au long de leur route, participeront à un certain nombre d'épreuves sportives et culturelles, ces dernières consistant notamment à retrouver les traces historiques archéologiques monumentales laissées par les civilisations qui se sont succédées sur ce coin de l'ancienne France.

L'hébergement sera organisé, au choix des participants, soit sous des tentes montées à l'avance, soit dans des immeubles. Le montant du forfait, qui n'a pas encore été définitivement arrêté, serait de l'ordre de 2 000 F par personne.

* Renseignements auprès de la direction régionale de la jeunesse et des sports, 22, rue André, à Dijon. Tél. 80-30-47-73.

BRETAGNE

Des choux-fleurs pur-dessus l'Atlantique

Les Bretons cherchent en Amérique du Nord des débouchés pour leurs légumes. Ce 4 mars, un DC-8 contenant 26 tonnes de choux-fleurs de Saint-Pol-de-Léon s'est envolé de Brest pour Montréal : coup d'envoi d'une liaison aérienne par-dessus l'Atlantique lancée sur l'initiative de responsables économiques brestois dont Alexis Gourvenec, président de la SICA de Saint-Pol-de-Léon, et de la Caisse régionale du Crédit agricole avec le soutien de la région, du département du Finistère et de la communauté urbaine de Brest.

Dix-neuf autres vols suivront jusqu'en juillet à raison d'un par semaine. Si les résultats sont intéressants, le contrat passé avec Air France sera prolongé jusqu'à la fin de 1990. Mais cela suppose aussi que l'aérodrome de Guipavas soit allongé de 600 mètres, comme prévu dans le cadre de la charte de développement de l'axe occidental signée entre l'Etat et les collectivités locales en 1988 afin de permettre l'atterrissage et le décollage de gros porteurs d'une capacité de 100 tonnes de fret.

Pour le clocher de Melgven

Le maire de Melgven, localité située à 10 kilomètres de Concarneau, dans le Finistère, ne se sera pas adressé en vain aux trente-huit mille maires de France. Ceux-ci avaient été sollicités par une plaquette dans laquelle le maire communiste et le curé de la paroisse racontaient comment la tempête d'octobre 1987 avait abattu le clocher de l'église du pays.

Une somme de 5,4 millions de francs est nécessaire pour remonter le clocher. Depuis deux mois 2,8 millions ont été déjà adressés à la mairie dans le cadre de la souscription qui reste ouverte.

CENTRE

Chartres et l'Europe de l'accordéon

A chacun son Europe! Les responsables de l'Accordéon Club de Chartres ont décidé de lancer chaque année les rencontres européennes de l'accordéon. Les 3 et 4 juin prochains, ils proposent à tous les amateurs du piano à bretelles de se retrouver à Chartres pour y visiter des expositions — l'une rétrospective, l'autre rassemblant les fabricants —, assister à des rencontres de concerts ou à un bal de vingt-quatre heures non stop.

Cette manifestation est placée sous le patronage du ministre de la culture puis, pour ses organisateurs, l'accordéon fait, bien sûr, « partie intégrante de notre patrimoine culturel ».

* Renseignements : Ancienne caserne RAPP, rue Pierre-Mendes-France, 28000 Chartres. Tél. 37-28-38-71.

Technologie et qualification

Le développement technologique est aujourd'hui l'une des priorités des pays industrialisés. Les secteurs de « haute technologie » consacrent une part très importante de leurs

Comment apprendre les saveurs ?

L'école du goût est née en Touraine

ENTRE un cours de mathématiques et un de français dans cette classe de troisième du collège Anatole-France de Tours on a glissé une séance de cuisine. Qu'on ne s'y trompe pas. Si l'on apprend ici à monter un beurre blanc ou à cuire à point un coq poché, ce n'est pas seulement pour permettre aux élèves leur proche émancipation culinaire. C'est que la nourriture est chose sérieuse et qu'en France elle est considérée comme un élément important de la culture. Du moins pour certains éducateurs qui aimeraient faire passer le message. Discerner les saveurs, déceler l'influence de la tradition, ou encore reconnaître les composants et les saveurs d'un mets, n'est-ce pas une forme d'éducation civique qui dépasse largement les préoccupations du consommateur moyen ?

Ce jour-là, il s'agissait pour ces jeunes de humer différentes sortes de pâtes sortées du four. Et chacun y allait de son interprétation. « Une odeur de beurre chaud pour la brisée, plus végétale pour la feuille de », risquait René. Après l'odeur, le goût. « C'est d'abord sucré et ensuite salé », lançait Françoise. De quoi déjà réjouir le grand maître Jacques Puisais, un conologue mondialement connu et président d'un organisme unique au monde : l'Institut français du goût. « C'est sucré et salé en même temps, mais le salé s'impose ensuite parce qu'il persiste en bouche plusieurs minutes. C'est d'ailleurs pour cela qu'il faut toujours faire une pause d'au moins dix minutes après le fromage sous peine de gâcher un bon dessert. »

Une méthode en dix leçons

Ce poète des nourritures terrestres, qui n'a pas son pareil pour commenter l'harmonisation des vins et des mets, milite pour la reconnaissance officielle de l'enseignement du goût. « Il devrait, ose-t-il, être enseigné comme les autres disciplines parce qu'il représente la communication avec l'aliment — donc avec son propre corps — et avec les autres. En outre, il permet un élargissement du vocabulaire. »

Effectivement, un professeur de français, Hervé Lantiau, qui a suivi assidûment Jacques Puisais dans son apostolat, a constaté que les



élèves, une fois éveillés au goût, lisent plus facilement Proust ou Balzac.

Dans son laboratoire sensoriel de Tours où tout est réglable (température, humidité, lumière, son), Jacques Puisais s'est aperçu qu'en moyenne, sur dix odeurs types, les enfants en reconnaissent cinq ou six alors que les adultes n'en reconnaissent que deux ! A condition de les initier suffisamment tôt, car voilà une génération qui a été élevée au lait non maternel et aux petits pots tout préparés.

Autrement dit, presque tous ces jeunes ont le même profil sensoriel.

Jacques Puisais a formé des centaines d'enfants grâce à une méthode en dix leçons que l'Institut français du goût a mise au point. Cette pédagogie d'un nouveau genre se pratique à partir du cours moyen deuxième année, juste avant l'entrée au collège. « C'est une méthode de description, dit-il. Comme l'apprentissage de la lecture où l'on montre une lettre que l'enfant doit reconnaître, on le met en présence d'une impression sensorielle qu'il doit traduire. Le goût est un excellent exercice pour la mémoire. Il est au fond une langue universelle qui permet de comprendre les autres. »

Le programme, diffusé pour l'instant dans certaines écoles de Touraine, et bientôt dans dix classes à Paris et trois à Lille, débute par le rappel des cinq sens, et des quatre saveurs fondamentales : le salé, le sucré, l'amer et l'acide. Les neuf séances d'une heure trente se terminent par un repas qui va les synthétiser.

Au-delà de l'éveil, les initiateurs considèrent que le goût est une piste comme une autre pour ouvrir la sensibilité. L'une des treize stagiaires que Jacques Puisais a formées, Gisèle, une psychanalyste, indique : « J'ai réussi à réinsérer deux jeunes qui se droguaient à l'héroïne en leur apprenant le rôle du palais. » Au cours de sa formation, elle a appris toutes les phases de la préparation d'un aliment — de la chimie du sol en passant par les récoltes — et effectué des stages dans les métiers de bouche : boulangerie, pâtisserie, charcuterie, etc.

Des fraises sur une tartine

Au bout de six mois, ces nouveaux apôtres du savoir-goûter sont prêts à dispenser la bonne parole dans les écoles ou les entreprises. « Il n'y a pas de classe sociale en matière de goût, dit encore Jacques Puisais. Une mère en cuisinant une tartine de pain avec des fraises acidulées dessus peut offrir à son enfant une émotion sensorielle bien plus grande qu'avec un gâteau sucré. »

En organisant toutes sortes de débats depuis 1976 — sur le pain, le beurre, le chocolat et les champignons par exemple — l'Institut français du goût est devenu un centre de réflexion. Première structure à s'attacher à la sensibilité alimentaire, elle est née de la rencontre de trois humanistes : Jacques Puisais, déjà cité, un sociologue, Jean Duvignaud, et un éditeur, Alfred Mame.

Nul doute que cet Institut a son utilité à l'heure où les Français sont en train de perdre leur tradition du bien-manger. « Après Pasteur on a fait de l'hygiène et de la nutrition et on a oublié le goût. Un aliment, pourtant, n'est pas complet s'il n'apporte pas aussi du plaisir », lance Jacques Puisais, qui peut décrire un vin avec un bon millier de mots !

ALEXIS BODDAERT.

HAUTE-NORMANDE

micables produits par les organismes publics de la région centre depuis vingt-cinq ans (8, rue d'illiers — Orléans 45032).

HAUTE-NORMANDE

Les ambitions du « Grand Rouen »

Le Comité d'expansion du Grand Rouen, qui vient de présenter son programme d'action visant à « dynamiser la vie économique régionale », envisage de créer une technopole au sud de l'agglomération. Ce parc réunirait des activités industrielles à forte croissance (agro-alimentaire, chimie de base, chimie fine, etc.) et un second pôle universitaire, dont la création libérerait la population étudiante de Rouen.

Le président du Comité, Michel Guez, a indiqué que la maîtrise foncière du site, propriété du conseil général, était acquise, bien qu'un litige subsiste avec l'Office national des forêts, qui souhaiterait conserver à cette zone son caractère. Les premières réalisations pourraient intervenir à la fin de 1989, a-t-il précisé.

Michel Guez a également indiqué que Rouen avait reçu l'autorisation de principe pour la construction d'un aérodrome doté d'une piste de 1 700 mètres. La déclaration d'utilité publique devrait intervenir avant le 27 avril et la mise en service à la fin 1990. Le projet coûtera 120 millions de francs.

La réalisation d'un nouveau centre international de traitement de fret, Rouen Multimarchandises, doit commencer en février. Cet équipement de 275 millions de francs vise à exploiter la situation de Rouen, au carrefour des axes Nord-Sud (Calais-Bayonne) et Est-Ouest (la Manche-Paris).

Par ailleurs, le Comité a annoncé la création d'une gare de voyageurs sur la rive sud de la Seine (Sotteville), desservant des immeubles de bureaux (100 000 mètres carrés) dont la construction est prévue à proximité immédiate du pont Mathilde et du boulevard de l'Europe.

Enfin, Michel Guez a précisé qu'un palais des congrès et un « World Trade Center » seraient construits dans l'ouest de la ville, et que 905 millions de francs d'investissements seraient consacrés au développement du port de Rouen.

ILE-DE-FRANCE

Un conseil original à Issy-les-Moulineaux

« Le conseil municipal est devenu le lieu d'une démocratie purement formelle où, à de très rares exceptions, majorité et opposition votent respectivement pour et contre les dossiers proposés par le maire. Mais toutes les réflexions et décisions ont déjà eu lieu avant, dans les diverses commissions, et rien de constructif ne se passe plus en réunion du conseil. »

C'est la constatation que fait André Santini, député et maire (UDF) d'Issy-les-Moulineaux, dans les Hauts-de-Seine, qui a annoncé la création prochaine, dans sa ville, d'un conseil économique et social, organe consultatif « financé » par la ville et ayant pour objectif de « proposer des projets et d'éclairer la municipalité sur les différents projets de nature économique et sociale ».

PATRIMOINE

Le Panthéon en péril

par Jean KERISEL
ancien directeur
de la Reconstruction

Il y a près de cent ans, dans un grand faste, Carnot, président de la République, accompagné des présidents de la Chambre et du Sénat, et suivi d'un important cortège d'invités, pénétrait dans le Panthéon pour célébrer le centenaire de la Première République.

La Troisième République venait de désaffecter l'église Sainte-Geneviève pour en faire le Panthéon des grands hommes. Maintes fois d'ailleurs, au cours de son histoire, le Panthéon s'est trouvé intimement lié aux événements révolutionnaires, en 1789, 1830, 1848 et 1871. Et l'on peut, à bon droit, se demander pourquoi ce monument va être tenu à l'écart pendant l'année de célébration du bicentenaire des droits de l'homme.

Très discrète, en effet, a été sa fermeture il y a quatre ans, et peu connue du grand public est sa détresse. Seule reste ouverte aux visiteurs la crypte, à laquelle on accède par la discrète entrée de la rue Clotilde. La visitor qui y erre, contournant les multiples bas piliers de ce lourd édifice à la recherche de sépultures de morts illustres, s'il est curieux, trouvera

dans une galerie latérale avec explication de cette détresse.

Il ne s'agit pas d'une cure de jouvence comme on le laisse croire à l'extérieur. Soufflot et son successeur Rondelet ont mal apprécié les épreuves du temps, le premier en imaginant autour de sa coupole un toit trop plat recouvert de pierres non protégées, le second en introduisant des barres d'acier dans les voûtes et murs. L'eau s'infiltre et ruisselle à l'intérieur, non sans qu'un passage des armatures rouille et gonfle, faisant écarter les pierres le 2 décembre 1983, surédant à quatre accidents semblables, un bloc de 4 kilos s'écroule 30 mètres plus bas sur le sol du transept.

Fenêtres murées

Cette misère de l'édifice est en prolongement d'un passé chargé d'autres erreurs, puisque pendant pas moins de trente années, de 1780 à 1810, on réparait en les renforçant les piliers trop grêles de Soufflot qui soutenaient une coupole trop lourde.

L'ensemble fut menacé d'écroulement sous le poids de la révolution. Aussi bien la conception des colonnes de Soufflot que leur comportement avaient fait, dès 1770, l'objet de vives discussions dans les sociétés



savantes et politiques. Elles devaient se poursuivre entre architectes et ingénieurs.

Dès 1781 il avait fallu, pour contenir la poussée du dôme, murer les nombreuses fenêtres de la nef et du transept. Le Panthéon s'était alors refermé sur lui-même. Soufflot avait voulu dans cet édifice exprimer à la fois la légèreté du gothique, la pureté de l'architecture grecque et le caractère hypostyle des temples égyptiens. Des espoirs déçus depuis les déclarations de l'abbé Laugier en 1760 : « Le monument présentera aux siècles les plus reculés le premier modèle de la parfaite architecture » !

Ainsi donc sa coupe fermée une nouvelle fois et pour une durée indéterminée un monument au centre de bien des controverses sur sa conception et sa destination. La dernière cependant est contemporaine : le monument abrite désormais nos morts illustres. Élargissant cette destination, le président en exercice y est venu il n'y a guère plus de sept ans chercher une sorte de consécration à son élection.

Des appels médiatiques ont été lancés récemment pour la restauration de l'Arc de triomphe : ils ont été entendus. Ne peut-on pas s'étonner de l'oubli dans lequel est tombé cet autre monument construit sur un haut lieu de notre capitale, encore plus chargé d'histoire ?

Tous les volontaires qui se manifesteront seront répartis en neuf collèges (commerce et artisanat, secteur associatif, immigrés, etc.). Chaque collège désignera ses conseillers permanents, qui siègeront au CES. Au total, trente-six mille conseillers permanents, plus trente-six membres associés consultants répartis en six commissions et présidés par le maire.

Ce conseil, qui se réunira quatre fois par an au moins et autant que de besoin, devrait permettre de « rapprocher les citoyens de la vie municipale », en dehors du jeu politique et dans l'esprit d'une « gestion locale pragmatique et efficace ».

Un centre pour Melun-Sénart

Melun-Sénart, à cheval sur la Seine-et-Marne et l'Essonne, est la dernière-née des villes nouvelles de l'Ile-de-France, c'est-à-dire celle qui a connu le plus faible développement. Avec 76 000 habitants, mais seulement 16 000 actifs, elle reste un centre résidentiel plus qu'un véritable pôle économique.

Ce retard, aujourd'hui, devient un atout, puisque, avec ses 12 000 hectares, dont 2 000 de réserves foncières acquises par l'Etat, elle représente un des derniers grands territoires disponibles pour l'expansion de la région parisienne. Territoire qui sera, en outre, très bien desservi par l'autoroute périphérique, la Francilienne, l'autoroute A 5, la ligne D du RER et une gare de TGV.

Le talon d'Achille de la ville nouvelle, c'est sa dispersion sur le territoire de dix communes très normalement jalouses de leur autonomie et groupées dans deux syndicats d'agglomération distincts. Comment renforcer son unité ? En lui donnant un véritable centre, ont dit, depuis plusieurs années, les élus responsables. Après un concours architectural avorté, il y a deux ans, ils ont repris le projet. Ils ont mis à l'étude un schéma d'agglomération qui devrait être défini au cours du second semestre 1989 et comporterait un espace central regroupant les infrastructures et les équipements communs.

Le premier ministre, au cours d'une récente visite à Melun-Sénart, a répondu à Jean-Jacques Fourrier, président du syndicat d'agglomération de Sénart-Ville nouvelle, encouragé cette démarche et apporté deux précisions. Il n'est plus question pour l'Etat, a-t-il d'abord indiqué, d'encourager systématiquement les administrations et les établissements publics à se décentraliser hors de Paris, notamment vers les villes nouvelles. Le gouvernement veut d'autre part, après les élections municipales, prendre une initiative pour l'aménagement de la région parisienne. « Le développement de la grande couronne », a déclaré Michel Rocard, « doit être conçu de manière à limiter l'accroissement des migrations quotidiennes de la périphérie vers le centre ; l'équilibre habitat/emploi doit donc y être renforcé. La région parisienne doit, en effet, offrir à tous ses habitants des modes de vie différents, mais de qualité équivalente. »

POITOU-CHARENTES

Un réseau avec l'Espagne

Jean-Pierre Raffarin, président de la région Poitou-Charentes, et Jean Tavernier, président de la région Aquitaine, viennent de décider d'étudier ensemble la mise en commun de leurs relations avec la péninsule Ibérique. Ce projet vise à développer notamment la coopération de l'entité Poitou-Charentes-Aquitaine avec l'Aragon, le Pays basque espagnol et l'Andalousie. Les deux régions françaises coordonneraient ainsi leurs actions économiques et culturelles en direction de l'Espagne mais aussi du Portugal.

Selon Jean-Pierre Raffarin, « cette première en matière de coopération européenne est la vraie réponse au débat sur la taille des régions. C'est une erreur de poser le problème en termes de frontières. L'Europe régionale est beaucoup plus diverse qu'on ne le dit, et les très grandes régions ont bien du mal à maîtriser les très grands problèmes. Ici comme ailleurs, l'avenir n'est pas à la fusion mais aux réseaux. Poitou-Charentes construit son réseau européen par une coopération interrégionale différenciée selon ses différents objectifs. »

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Edouard Buzet, François Rollin, Gabriel Simon.

Coordination : Jacques-François Simon.

هكذا من الأصل

BOULEVARD DE LA VIE
EST PLUS
UN ROMAN
MONTRE DE
LOCATIONS

EXPOSITIONS



Rien n'est futile dans la mode. Les luttes de la Révolution sont codifiées dans les costumes de l'époque. De l'éventail au talon.

« Il n'y avait pas de doute qu'une révolution comme celle qui s'opère en France dut fournir à la capitale l'idée de quelques modes. C'est un assez grand événement pour cela », lit-on dans le *Journal des modes* et du goût du 21 septembre 1789.

Plutôt que de se laisser gagner par la fièvre tricolore du Bicentenaire et se fixer sur la date des dates, Catherine Jotin-Dieterle, commissaire de l'exposition du musée Galliera, a préféré remonter le temps (jusqu'en 1780) et s'arrêter en 1804, date du sacre de Napoléon. La gaffe était faite. Il fallait éviter les « doublons » puisqu'on avait appris en juillet que l'exposition du musée d'en face, celui des Arts de la mode, se prolongerait jusqu'en 1815.

Et, d'emblée, on plante le décor-jardin de la fin d'un Ancien Régime marqué par l'anglomanie, le retour au naturel, les débuts du romantisme. Voici, sur les estrades claires entourées de bois, des casaque en toile de coton, des robes à la polonoise. Car la tournure va bientôt remplacer les encombrants paniers, et la « robe en chemise », consacrée par le tableau représentant la reine signée M^{me} Vigée-Lebrun (Versailles), va faire scandale et lancer une mode.

Séduite par les escapades au hameau du Trianon, Marie-Antoinette aspire à la simplicité toute fermière d'une longue tunique de mousseline ceinturée à la taille par un drapé de soie, comme l'atteste cette bonbonnière du Louvre. Bien sûr, les échafaudages et coiffures « à physiognomie » montées en « pous à sentiments » par la célèbre modiste Rose Bertin retombent en chignons flottants, annonçant les bonnettes à la Trieste, les toques « en vandeille », les turbans « négligés » de la fin de la décennie. Il faut se reporter aux peintures de

« Mode et révolutions » au palais Galliera

Couleurs d'actualité

Boilly, Garnier, aux médaillons de Chinard et à toutes ces planches de mode, ces gravures, comme celles de Le Cœur, témoignage des promesses du Palais-Royal, l'endroit où il fallait se mouvoir et qui réunissait alors quatre-vingt boutiques louées à des libraires, cireurs, marchands d'estampes, bijoutiers, « vendeurs de tout, faiseurs de rien », modistes. Ce sont ces dernières qui auront raison des « académiciens coiffeurs ».

La période, telle qu'elle est évoquée ici, montre que, si la Révolution n'entraîne pas de modifications notables de la silhouette, elle est plutôt une affaire de « porté » (Lady Hamilton n'avait-elle pas cent façons de porter un châle ?) de parures et d'agréments. L'épingle à la Cagliostro, la châteline en acier ornée de plaques de Wodgwood, la boucle de soulier en argent, les

mèches courtes « en orage désiré » font la mode plus qu'ils ne la suivent.

Si, dès 1790, le luxe n'est plus de mise, la fantaisie canalisée du dix-huitième siècle s'adapte à l'actualité de l'époque. On porte une coiffure « à la Nation », des bagues où s'inscrivent en or les profils de Marat, Le Peletier.

Illustré de scènes galantes (le cheminement de l'amour), le bouton devient un nouveau support de l'alignement républicain : le tiers état inscrit ses vœux sur des miniatures en ivoire illustrant les trois ordres par la croix, l'épée et la bêche. Sur les gilets d'homme brodés, les scènes civiques (le serment sur l'autel de la patrie) succèdent aux fragonardises (les buveurs sous la tonnelle).

C'est le détail, c'est la couleur qui font le moine, du bonnet rouge des sans-culottes au chapeau à panache



Gant d'homme (1789) chambré à décor gravé

du très distingué Robespierre. Il détermine des luttes, celles qui opposent les « souliers à cordons » aux « souliers à boucles » et, plus tard, les collets noirs (des muscadins) aux collets rouges.

Les paradoxes demeurent. Si, au masochisme comme au fanatisme, le costume se simplifie — de cette époque date l'apparition de l'uniforme, la généralisation de la redingote, — les messages se multiplient à force de nouveaux codes, de rébus.

Obsessions vestimentaires

Dans le magnifique cabinet aux cinquante étagères, on découvre les témoignages à l'eau-forte, montés sur palissandre, ivoire ou os, incrustés d'argent. Voici « l'assemblée de la municipalité ou les mœurs corrigées », « les Parisiennes à Versailles », « la Liberté patronne des Français », l'« Adieu » donc, riche abbaye, pour qui j'ai tant soupiré », ou, plus discrètement contre-révolutionnaire, cette lanterne magique où, à travers le médaillon de papier on aperçoit, en transparence, la famille royale.

Comme l'écrit Daniel Roche dans le copieux catalogue qui accompagne l'exposition : « La Révolution n'a pas révolutionné les apparences, mais elle en a politisé le langage pour un temps (...). Elle a prouvé que rien n'est futile dans la mode ».

Dans l'exposition, il faut parfois se pencher pour y croire, car seuls, souvent, les mots authentifient le pouvoir quasi machiavélique des travestissements et du jeu des apparences révolutionnaires : là, un « fichu menteur » appelé ainsi parce qu'il empêchait d'estimer réellement l'importance de la gorge, ici un « corsage rideau » de l'Empire, comme tiré après le final, des débauches et des transparences jouées par les merveilleuses. Les habits sont là (le plus spectaculaire reste sans doute celui du maréchal du Palais, en velours amaranthe entièrement brodé de palmiers d'argent) ordonnés selon une présentation conventionnelle découpée en chapitres universitaires.

Il manque peut-être juste un souffle, une mise en scène témoignant des obsessions vestimentaires de l'époque et surtout des luttes qu'elle codifiait. Une énergie qui rendrait à cette mode sa tragique frivolité.

LAURENCE BENAÏM.

* « Mode et révolutions », Palais Galliera, jusqu'au 7 mai.

CINÉMA

« Le Bonheur d'Assia », d'Andreï Konchalovski

La jeune femme indigne

Une paysanne enceinte a le choix entre deux hommes. Elle refuse le mariage. On peut voir enfin cette comédie de kolkhoze qui n'était pas dans la norme.

Andreï Mikhaïlov Konchalovski, frère aîné de Nikita Mikhaïlov, d'abord scénariste pour son camarade d'études Andreï Tarkovski, débuta dans la réalisation en 1965 avec le *Premier Maître*, film lyrique et poétique qui retrouvait le vrai romantisme révolutionnaire des années 20. Vint ensuite *Le Bonheur d'Assia* (1967), mal vu des autorités soviétiques, peu diffusé en URSS, et jamais montré à l'étranger. On le découvre aujourd'hui.

Est-ce une surprise ? Pas vraiment. On voit bien ce qui put autrefois faire broncher les censeurs — le refus du réalisme socialiste et des personnages « positifs » dans une comédie de kolkhoze où la vie paysanne n'était ni fraîche ni joyeuse, la psychologie individuelle et l'indépendance féminine. Mais l'aspect anticommuniste de Konchalovski s'est forcément émoussé après vingt ans, et sa liberté d'expression se trouve dans le droit fil de la glasnost.

Reste une façon de filmer — en noir et blanc — tonique, vivifiante,

une véritable maîtrise dans l'utilisation de l'espace, des décors naturels. Reste aussi la primauté d'une communauté paysanne au travail. Assia (la Savvina, la merveilleuse « dame au petit chien ») a trente ans. Elle est blonde, boiteuse, et enceinte d'un chauffeur du kolkhoze où elle travaille aux moissons, qui la maltraite et la repousse. Elle l'aime sans se rebuter, refuse la demande en mariage d'un autre paysan. Elle refuse aussi d'épouser son amant, revenu à de meilleurs sentiments après qu'elle eut accouché, la nuit, dans un ravin.

Assia est un personnage peu banal mais très juste, très vrai dans une perspective occidentale. Et si l'on ne risquait pas d'accuser Konchalovski de « formalisme » comme Tarkovski à la même époque, sa chronique sociale et sentimentale semble très influencée par le néo-réalisme italien dans la façon de capter les détails du réel, d'improviser, d'utiliser des interprètes non professionnels. Ce n'était pas dans la norme, et le film fut jugé trop sombre. Il n'est pas en effet d'un optimisme débordant mais il reste très russe, si l'on veut, par ses ruptures de ton, par l'amour de la terre, le rapport à la nature, l'espoir indéfectible en des jours meilleurs, les chants, les danses et les sourires qui repoussent soudain la tristesse et la mélancolie.

JACQUES SICLIER.

« Les Frères Mozart », de Suzanne Osten

Donjuanisme en chaîne

Le metteur en scène est un séducteur, un « voleur ». L'idée prend un poids particulier au miroir d'une vraie mise en scène du *Don Giovanni* de Mozart.

Si l'on vous dit que les *Frères Mozart* ont été tournés à Göteborg, là où Bergman a autrefois réalisé sa *Flûte enchantée*, si l'on ajoute que Suzanne Osten, suédoise également, a bouclé ce long métrage (le second qu'elle ait signé) en trente-cinq jours, et basta : si l'on spécifie que le *Don Giovanni* de Mozart est, images ou sons, présent du début jusqu'à la fin, un mot nous vient : film-opéra.

Erreur. Attendez-vous à voir du vrai cinéma. Où l'on se désire, où l'on se hait, où l'on trébuche sur des parpaings mal placés, où ciel et terre sont toujours prêts de s'écrouler ; où l'on règle ses comptes à coups de parapluie, où l'on risonne en termes de classes, de traditions, de hiérarchie. Grotesque, burlesque, déconcertant comme la vie, le microcosme de l'opéra est là, saisi sur le vif, à peine caricaturé. Chanteurs et instrumentistes jouent leur propre rôle. Coincés dans leur corps comme dans leurs idées, ils se heurtent, à l'unanimité, au jeune metteur en scène irrespectueux et très doué (Etienne Glosier, lui aussi dans son rôle) qu'un directeur intrépide leur a fourgué pour *Don Giovanni*. Le pépin.

Épargner le Commandeur, ne pas concrétiser sa statue, accélérer les

récitifs comme si l'on se disputait, ne pas avoir peur de se déshabiller, de se toucher, de trahir ses pulsions obscures par des actes manqués, faire ce qui, dans *Don Giovanni*, n'a jamais été fait : jamais, répond au professeur de chef-d'œuvre, syndicat en tête, la profession indignée.

Qu'est-ce qu'un bon metteur en scène, interroge Suzanne Osten ? Quelqu'un qui, par ses trucs, ses stratagèmes, ses simagrées, son charme, et un certain nombre d'autres supériorités, pousse chaque artisan d'un spectacle à se donner à lui, corps et biens. Cynisme, fausse innocence, cruauté, échange d'apparences et d'habits avec un Leporello assistant, révélation de son homosexualité à Ottavio : tous les moyens sont bons pour parvenir à ses fins, semble soupçonner Mozart lui-même, dont le fantôme hante le film de Suzanne Osten.

Car, dans la fiction opératique, comme dans la réalité du métier d'homme de théâtre, la mort est à la clé. Le metteur en scène voleur disparaît au soir de la première, revient à la vie réelle en cessant d'exister, délègue dès lors son succès à ses victimes séduites, abandonnées, enfin soulagées. Don Juan, de même, compose sa vie comme une mise en scène, se donne l'illusion d'aimer, ment sans arrêt, non sans but ni sans arrière-pensées. Il ne cessera de frimer que mort, quand la main du Commandeur aura touché la sienne. Alors, tous chantent avec allégresse leur tranquillité retrouvée.

ANNE REY.

V.O. : UGC CHAMPS ÉLYSÉES • UGC ODÉON • REPLY MEDICS • UGC ROTONDE
14 JUILLET BEAUGRENELLE • CINE BEAUBOURG LES HALLES
GAUMONT HALLES • LA BASTILLE • ESCURIAL
V.F. : PATHE FRANCAIS • PATHE MONTPARNAISE • GAUMONT ALESIA
GAMBETTA • ST LAZARE PASQUIER



Le nouveau film de WOODY ALLEN

UNE AUTRE FEMME



V.F. : THIAIS Pathé Belle Epine • VERSAILLES Cyrano • ST GERMAIN C2L

ARTS

Le nouveau musée d'archéologie de Cimiez

Au bord des ruines

Le nouveau Musée d'archéologie de Nice a, récemment, été inauguré sur le site gallo-romain de Cimiez.

La ville de style génois construite au dix-septième siècle sur les hauteurs de Cimiez — l'ancienne Cemenelum — entre oliviers, palmiers et ruines gallo-romaines, d'où son nom de Villa des arbes, abritait depuis le début des années 60 deux musées : le Musée d'archéologie de Nice (sans la préhistoire présentée au Musée de Terrae Amata) au rez-de-chaussée, le Musée Matisse à l'étage. Que cela ne puisse durer indéfiniment, on l'admettait volontiers. Les collections d'antiquités qui se sont étoffées lors des fouilles menées dans les thermes et les nécropoles de la colline, ou ailleurs dans Nice à l'occasion d'ouvertures de chantiers d'urbanisme, ne pouvaient plus y être correctement montrées. Quant aux œuvres données par la famille Matisse à la ville, en mémoire des longues années qu'y a passées le peintre, elles méritaient bien de disposer un jour de la totalité de la maison (1).

On admettait donc tout aussi volontiers l'idée de créer un nouveau musée d'archéologie. Mais fallait-il vraiment le construire au pied de la villa, dans l'étroit périmètre des ruines ? La réponse est oui, si l'on pense d'abord au parti que l'on peut tirer de la mise en relation du site antique avec les objets qui en proviennent, ceux-ci expliquant et valorisant celui-là, et inversement. Elle est non, si l'on considère le charme fragile des lieux déjà tant menacés par la présence alentour d'immenses insipides, que toute nouvelle construction risquait de le rompre. A moins d'y aller avec le plus grand

doigt, énormément de discrétion, et de faire en sorte que si musée il devait y avoir, il ne se voie pas. Ou peu.

C'est sans doute beaucoup demander à un architecte. Mais après tout n'a-t-on pas un exemple allant dans ce sens : cet autre musée de site, le Musée lyonnais de la civilisation gallo-romaine (1975) que Bernard Zehrfuss, profitant de la forte déclivité du terrain, a enfoui dans la colline de Fourvière. Ce qui ne l'a pas empêché de ménager des points de vue sur le champ de ruines, ni d'ailleurs de se rattacher par le « look » intérieur du bâtiment.

Wladimir Mitrofanoff, l'architecte du musée niçois (souhaité, imposé ? par la direction des musées

de France qui a participé au financement de la construction (2), ne disposait évidemment pas d'un sol aussi pentu qui lui aurait permis pareille dissimulation. Mais d'un bout de plateau, au sud de l'amphithéâtre, entre l'avenue des Arbes et les anciens thermes. Celui-ci heureusement vierge de tout vestige a permis sans complications de creuser pour loger en sous-sol tout un niveau du musée. Et ainsi d'associer aux espaces d'expositions un dépôt de fouilles, des locaux administratifs, un centre de documentation, bref, tout ce qu'il faut pour faire un vrai musée, sans que l'édifice ne prenne trop de hauteur. Tant mieux, mais n'est-ce pas encore trop ? Trop de murs, trop de béton, trop d'effets,

malgré la mesure, la modération, voire la modestie de leur emploi ?

On peut trouver des mérites au nouveau musée de Cimiez. En particulier ceux de n'avoir rien de pesant, de contrairement à l'exposition qui anime les monuments culturels niçois en chantier sur la promenade des Arts — d'où cette idée qu'avec W. Mitrofanoff, on a pu éviter le pire. Il reste que l'on bute sur ses formes en béton qui, même calmes, ajustées et nuancées de rose, perturbent singulièrement le dialogue des ruines et de la ville au décor peint en trompe-l'œil qui leur sert d'amusante toile de fond. Sans que l'on soit très sûr de la pertinence de l'intervention.

Cela dit, on trouvera de l'agrément à visiter les collections, qui y sont désormais confortablement installées, dans des vitrines détachées des murs dans un grand espace libre de cloisons inférieures, où l'on est sensible à la qualité de la lumière dispensée par des rangées de petites ouvertures en hauteur. Par d'étroites fenêtres, on peut, au fil du parcours, entrevoir le site, avant de le découvrir complètement depuis les balcons d'une rotonde, tout en consultant la maquette hypothétique des trois thermes gallo-romains qui y ont été construits. Voilà qui peut servir à justifier l'idée d'un musée *in situ*. Mais est-ce assez ?

GENEVIÈVE BREERETTE.

* Musée d'archéologie de Nice-Cimiez, 160, avenue des Arbes.

(1) En cours de réaménagement complet, le musée est fermé jusqu'en 1990.

(2) Participation d'environ 9,5 millions de francs. Le département et la région ont apporté respectivement 2,8 millions de francs et 3,8 millions de francs et la ville de Nice environ 15,9 millions de francs.

CE SOIR
BOUFFES PARISIENS
CREATION
MA VIE
N'EST PLUS
UN ROMAN
de MICHEL DÉON
de l'Académie Française
mise en scène de Roger Louet, assisté de Nicolas Brignon
LOCATION 42.96.60.24

Culture

THÉÂTRE

« Le Bal de N'Dinga », aux Bouffes-du-Nord

Jours de liesse à Léopoldville

Heureuse reprise d'un petit spectacle créé l'automne dernier au Théâtre de la Tempête de la Cartoucherie de Vincennes, qui a connu un juste et réjouissant succès : le Bal de N'Dinga, de Tchicaya U Tamsi. Pour cause de colonialisme, cet auteur congolais a beaucoup fréquenté la France et quelques-uns de ses meilleurs écrivains. Disparu au début de 1988, il a été découvert ici par le metteur en scène Gabriel Garran, directeur du Théâtre international de langue française. Sa pièce est simple, fine, ravageuse sous des dehors drolatiques.

30 juin 1960, l'indépendance du Zaïre est proclamée à Léopoldville. Un peuple en liesse, sur un air qui fait fureur, *Indépendance cha cha*, danse dans la ville et sur les places. Depuis longtemps déjà, N'Dinga, un homme de ménage employé dans l'hôtel louché d'un colon belge plutôt facho, économise sou à sou dans l'attente de ce 30 juin. Avec ses économies, il doit enfin se payer Sabine, une beauté métisse qui fait la gloire de l'établissement. Mais la révolution passe par là.

Marius Yelolo (N'Dinga), Pascal N'Zonzi (son camarade d'infortune, Jean-Pierre Mpendje), tous deux Zaïrois, Christine Sirtaine (Angélique), Henri Delmas (l'hôtelier) et Jack Robineau (superbe xylophoniste), en peu de mots, souvent d'une extrême drôlerie, toujours d'une extrême poésie, en peu de gestes, en deux chansons, disent, mine de rien, les désespoirs et l'espérance du continent noir.

O. S.

• Bouffes-du-Nord, jusqu'au 19 mars. A 21 heures, du mardi au samedi, matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-39-34-50.



Pascal N'Zonzi.

« L'Attrapeur de rats », à Grenoble

Images ultimes

Le Cosmos Koley crée l'Attrapeur de rats à la Maison de la culture de Grenoble.

Wladyslaw Zorko, faiseur d'images, bâtit un espace fantôme.

Une fenêtre suspendue à la nuit, un vieux projecteur qui dévide la pellicule des souvenirs, une armoire successivement transformée en porte de l'au-delà et en wagon de tous les exodes : les objets sont, plus que jamais, le vocabulaire et la syntaxe des récits de Zorko. Ils construisent un monde et le déterrent, l'inscrivent dans un espace-temps fantôme, quelque part entre la vie et la mort.

Le thème de l'Attrapeur de rats, Zorko l'a emprunté à une nouvelle de l'écrivain russe Alexandre Grine, qui l'avait séduit par son titre et « pour l'effroi d'une rencontre avec l'autre monde ». Il est question d'un vagabond fiévreux qui, réfugié dans une maison abandonnée,

vit ces instants dernier où, dit-on, les images du passé défilent dans la tête.

L'idée fondatrice du spectacle est que ces images sont produites par des projectionnistes cachés dans la cave de la maison. Pas des techniciens visionnaires à la Jules Verne ou des fabricants de super-simulacres comme en rêva Villiers de L'Isle-Adam : plutôt des bricoleurs minables aux allures de rabbins kantoriens.

On les voit à l'œuvre sous les voiles délabrés du sous-sol aménagé au premier niveau de jeu du plateau, tandis que, plus haut, les personnages du temps perdu s'agitent ou s'immobilisent au gré des variations de rythme du projecteur poussif. Ils pourraient sortir tous d'un tableau de Chagall d'avant 1914, tout comme le faux chien, l'isba paysanne, le violoncelle tombé du ciel ou la charrette qui ressemble singulièrement à celle du *Marchand de Venise* de Witold. Il y a même les inévitables musiciens ambulants, une violoneuse et un accor-

déoniste (l'Allemande Uta Motz et le Danois Nis-Christian Brodolt qui travaille à Berlin sur le chant populaire yiddish).

Parmi les personnages récurrents, des figures familiales apparaissent, familières et étrangères à la fois comme dans la peinture naïve. En particulier une sœur, ou une tante, maîtresse de ballet villageoise engoncée dans son tutu, dont la voix pure de cantatrice contredit la lourdeur physique (une composition troublante d'Elizabeth Legillon).

Des ballerines et des gnomes envahissent par instants l'écran des souvenirs pour suggérer on ne sait quels périls d'enfance. Et des effluves de musique s'engouffrent à leur suite, tandis que le temps perd ses repères, que le récit se désarticule et que les spectateurs, s'ils consentent à se laisser halluciner, s'abandonnent à la splendeur des images.

BERNADETTE BOST.

• Jusqu'au 11 mars au Cargo, Maison de la culture de Grenoble. Tél. : 76-25-05-45. Représentations ultérieures au Théâtre de Lyon.

GRANDS TRAVAUX

Le projet artistique du maire de Paris

Priorité à l'Est et aux jeunes

Un œil sur l'Europe, un œil sur les quartiers. M. Jacques Chirac a présenté, vendredi 3 mars, les grandes lignes de sa politique culturelle municipale.

Des ambitions dans la continuité.

Le lieu choisi par M. Chirac pour réunir sa conférence de presse sur la politique culturelle municipale pour les six années à venir était emblématique : le Théâtre 13, du treizième arrondissement à Paris, dont le député et maire est M. Jacques Toubon.

En fait, le maire de Paris n'a rien annoncé de bien nouveau. Il a souligné son souci de « complémentarité et non de concurrence avec l'Etat », et mis l'accent sur une double priorité : rééquilibrage des équipements culturels sur l'est de la ville et soutien accru aux enseignements artistiques, avec un effort particulier pour les arts plastiques. Afin de permettre une formation « des premiers pas à la médaille d'or », la Ville va

créer des centres de formation, une école municipale des arts aux côtés de l'Institut des hautes études d'arts plastiques actuellement en expérimentation sous la direction de Pontus Hulten, par ailleurs conseiller du maire pour les acquisitions d'œuvres d'art dont le budget devrait quadrupler au cours des années à venir.

M. Jacques Chirac a également annoncé l'implantation, à l'est de Paris, d'une Maison européenne de la photographie : la mise à l'étude, sous la houlette de Roland Petit, d'une Ecole de Chorégraphie ; son soutien au projet de Maison du cinéma du producteur Claude Berri. Fort du succès de sa campagne en faveur du cinéma « 18 F-18 h », il la reconduira selon de nouvelles modalités : « 18 F à 18 heures pour les personnes âgées et une place gratuite pour les jeunes qui les accompagnent ».

Capitale européenne de la Culture en 1989, Paris accueillera les 24 et 25 juin, une rencontre des maires des capitales européennes.

O. Q.

NOTES

La « Mappa Mundi » restera en Grande-Bretagne

Après plusieurs mois de négociations, la *Mappa Mundi*, joyau du XIII^e siècle de la cathédrale de Hereford en Grande-Bretagne, ne sera finalement pas vendue aux enchères. Les autorités religieuses avaient résolu, dans un premier temps, de se séparer de ce parchemin pour financer les travaux de restauration de la cathédrale. Elles espéraient en retirer 7 millions de livres, soit environ 77 millions de francs (voir le Monde du 14 décembre 1988).

Mais, heureusement, le National Heritage Memorial Fund aurait déjà recueilli d'importantes donations privées. Le doyen de Hereford serait également en pourparlers avec des fondations culturelles et des mécènes privés afin que le précieux document reste anglais.

L'annonce de cette vente a suscité outre-Manche une levée de bouillottes de la part des Anglais, qui craignent que la *Mappa Mundi* ne quitte le pays. Cette affaire avait attiré l'attention du public sur la situation financière désastreuse de la plupart des cathédrales du royaume, susceptibles elles aussi de vendre leurs trésors.

A. S.

Communication

Vente d'actifs et activité réduite

L'impossible liquidation de la Régie française de publicité

La Régie française de publicité (RFP) est un phénix. Promise à la disparition, elle poursuit bel et bien une partie de ses anciennes activités. Non sans s'être dépeignée d'une part de ses actifs au profit de certains de ses actionnaires. Et non sans alimenter périodiquement la polémique (le Monde du 4 mars).

28 octobre 1987. La RFP réunit ses actionnaires en assemblée générale extraordinaire. L'atmosphère est tendue. Il s'agit en effet de statuer sur la liquidation de la société. Chargée depuis 1968 du contrôle et de la commercialisation des spots, mais aussi de la gestion des excédents de recettes publicitaires des chaînes, la RFP a été amputée par la loi sur l'audiovisuel de 1986 de sa mission de contrôle des films publicitaires, confiée à la CNCL.

Deux clans s'opposent pendant l'assemblée. Les représentants de l'Etat, actionnaires à 51 % de la RFP, estiment sa liquidation injustifiée : elle détient toujours des participations dans le capital des régies des chaînes publiques (Antenne 2, FR3, RFO) et dans celui d'International Création Vidéo, une société de production d'outre-mer. De surcroît, elle reste responsable de la gestion des excédents de recettes de ces chaînes. Mais les actionnaires minoritaires — Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR), Union des annonceurs (UDA), Association des agences conseil en communication (AACC), Fédération nationale de la presse française (FNPF) — ne l'entendent pas de cette oreille. Sans relâche, ils précheront la liquidation de la RFP et donc leur retrait et le rachat de leur part par l'Etat. « Pas question que des actionnaires privés secondent l'Etat dans sa gestion financière », assène un de leurs représentants.

L'enjeu financier est de taille. Si l'Etat acceptait de racheter leur part, chacun de ces actionnaires toucherait un pactole de plusieurs millions de francs. Et cela « alors qu'aucun d'entre eux n'a versé au pot de la RFP quand elle a été créée », rappelle avec amertume un haut fonctionnaire. L'assemblée générale extraordinaire se soldera pourtant par le refus de la liquidation de la RFP : les huit résolutions présentées par les actionnaires minoritaires sont toutes repoussées.

Ils n'abandonnent pas pour autant. En coulisses, certains de leurs représentants rendent visite à MM. Jacques Chirac et François Léotard, respectivement premier ministre et ministre de la culture et de la communication à la cause. De guerre lasse, l'Etat accepte une solution à l'amiable,

après un ballet de mises en demeure et de consultations d'avocats orchestré par les actionnaires minoritaires de la RFP, et surtout par les syndicats de la presse écrite, traditionnellement hostiles à la publicité télévisuelle et présents à la RFP pour « serrer la vis » à une concurrente qui empiète sur leurs terres.

Les actifs de la RFP sont réévalués à 115 millions de francs. 56 millions seront versés aux actionnaires minoritaires, au prorata de leur part du capital de la société.

Optique ultralibérale

« C'est aujourd'hui une affaire classée, qui a été résolue équitablement », résume le mandataire d'un de ces actionnaires minoritaires, auquel le rachat de ses parts par l'Etat a rapporté la bagatelle de 9 millions de francs. « C'est un scandale, fulmine de son côté un représentant de l'Etat. Pour les appareils des organismes professionnels, voilà de quoi se rouler dans la moquette en sablant le champagne ! »

Le premier acte joué, le rideau n'est pas tombé pour autant sur la RFP. La réduction de ses activités l'a contrainte à licencier la majeure partie de son personnel (cinquante-deux salariés) et à vendre — à perte — le matériel électronique qui servait au contrôle des spots et aux études. Pourtant, la RFP demeure en état de veille. Son président actuel, M. Henri Dolbois, un membre de la Cour des comptes qui dirigea autrefois la Sofirad puis RMG, continue à gérer les participations de la société dans les régies des chaînes publiques et ses autres actifs (immeubles, comptes à terme, etc.) avec l'aide de quatre assistants. « C'est au gouvernement de décider la dissolution de la RFP, en reclassant ses participations, ou de choisir de la réactiver », assure-t-il.

Mais pour quelle mission ? L'excédent de recettes publicitaires des chaînes ayant fondu depuis 1988, la RFP se cantonne à un rôle de simple holding financier. M. Dolbois le regrette et n'a pas de critiques assez dures contre la CNCL, qui, habilitée par la loi sur l'audiovisuel à contrôler les spots, « a créé un organisme en son sein, alors qu'il lui suffisait de sous-traiter avec la RFP ». L'organisme visé est l'Association pour la communication audiovisuelle (ACPA), fondée en avril 1987 par M. Jean Autin. Régie par la loi de 1901, l'ACPA regroupe les six chaînes de télévision ainsi que l'UDA, l'AACC, le Bureau de vérification de la publicité (BVP) et l'INC. Son budget (5 millions de

francs), souscrit par ces acteurs, permet de rémunérer le personnel qui examine et prépare les scénarii, soumis ensuite au Comité de la communication publicitaire (1).

Pour M. Dolbois, la constitution d'une telle association procède d'une « optique ultralibérale » héritée de 1986. « Il s'agit d'un véritable choix culturel, estime-t-il. La CNCL a voulu le consensus, elle a transformé le contrôle en chambre d'enregistrement. Impossible de contrôler sérieusement des spots quand les contrôleurs sont dans la maison et quand ce sont eux qui finan-

cent... » Faux procès, réplique M. Autin, ancien membre de la CNCL et ex-président de l'ACPA. « Avec l'ensemble des partenaires, nous avons cherché intelligemment un chemin, un nouvel état d'esprit, qui mette chacun en face de ses responsabilités. Notre budget est infime par rapport aux 70 millions de francs dont disposait la RFP. Je ne comprends d'ailleurs pas pourquoi celle-ci reste toujours en vie ». L'animosité qui règne entre M. Jean Autin et M. Henri Dolbois est certes due à un conflit d'autorité et de compétence. Mais aussi à un mode de fonctionnement propre à deux institutions. La sévérité de la RFP était parfois durement ressentie par les professionnels. En revanche, la volonté consensuelle affichée par le comité de la CNCL, apparemment entérinée par le CSA, les ravit. Même si, selon ce publicitaire, « elle ne pourra, à terme, endiguer la marée montante des spots ».

La solution de ce conflit passerait-elle par le BVP ? Instituée en 1935, ce dernier conseille les autres supports (presse, affichage) et contrôle la conformité de leurs annonces à la réglementation. L'autodiscipline y est de règle et les recommandations plutôt l'exception. « L'affichage peut pourtant être plus percutant qu'un spot », note M. Lucien Bouis, directeur du BVP. Mais la profession est responsable. La télévision entrera dans le moule le jour où les secteurs encore interdits seront ouverts. Et quand il s'agira de se mettre au diapason de l'Europe.

YVES-MARIE LABÉ.

(1) Les six chaînes de télévision versent à l'ACPA une cotisation calculée selon leur chiffre d'affaires : 2,5 millions de francs pour TF 1 ; 1,1 million pour Antenne 2 ; entre 200 000 et 500 000 francs pour M6, FR3, la Cinq et Canal Plus. Radio-France paie 100 000 francs, tandis que les autres membres (UDA, AACC, etc.) versent une cotisation symbolique de 10 000 francs. A titre de comparaison, en 1986, TF 1 avait versé 23,8 millions de francs à la RFP et Antenne 2, 22,8 millions.

La réforme du service public de l'audiovisuel

Les syndicats restent très divisés sur les résultats de la concertation

Les quatre groupes de travail chargés de réfléchir à l'avenir de l'audiovisuel public ont remis officiellement, le jeudi 2 mars, leurs rapports à M. Jack Lang et M^{me} Catherine Tasca. Le ministre de la culture et de la communication a indiqué que leurs conclusions serviraient « d'ossature » aux orientations que le gouvernement défendra,

Une « mascarade » ? Les responsables du SNJ (journalistes autonomes) sont les seuls à tenir d'emblée un discours de rejet particulièrement musclé. La CGT s'en tenant pour l'instant à une attitude réservée mais prudente. FO, de son côté, salue par la voix de son secrétaire national, Gilbert Chazaud, « les bonnes idées » des rapports, tandis que la CFDT, profondément divisée, a finalement opté pour un communiqué au ton très conciliant. « Il convient de souligner, indique le texte, que les personnels et leurs organisations syndicales ont été réticents associés à l'élaboration d'une orientation nouvelle pour l'audiovisuel français ».

Tous les syndicats ne sont pas de cet avis. La CGT notamment, qui conteste les fondements mêmes de la politique audiovisuelle du gouvernement. « Aucune solution ne sera durablement viable pour le secteur public dans le cadre de la loi Léotard, affirme le syndicat. Lorsque la loi n'est pas bonne, changer les juges (NDLR : le remplacement de la CNCL par le CSA) n'améliore pas les choses ! » La composition des groupes de travail ayant planché

sur l'audiovisuel public fait elle-même l'objet de critiques, la CGT y jugeant « excessive » la représentation des lobbies du privé.

Des points non résolus

Le SNJ, sur une longueur d'onde voisine, dénonce, lui, le « cadrage » des débats. A chaque fois, explique son secrétaire général pour FR 3, que « les commissions ont émis des idées trop contradictoires avec celles du gouvernement, ce dernier a pesé sur les présidents des groupes pour tenter de les écarter ». Aussi, ce syndicat a-t-il fait annexer au rapport consacré aux missions de l'audiovisuel public une déclaration affirmant notamment que « les divergences sur la stratégie (...) se sont révélées parfois radicales et n'ont pas été levées quoi que puisse laisser penser le texte ». La régionalisation de FR 3, l'avenir de l'outil public de production, voire la définition même des missions d'Antenne 2, sont à ses yeux autant de points non résolus. « Ces propositions, conclut le texte, ne sont pas, à notre sens, en l'état actuel des choses, de nature à redonner de

débat mai, lors du grand débat prévu à ce sujet au Parlement. Le ministre délégué à la communication, M^{me} Tasca, s'est félicité que les commissions aient « mis avec courage le doigt » sur certaines dérives et difficultés (le Monde du 25 février). Un « courage » que les principaux syndicats accueillent de façon contrastée et souvent réservée.

manière durable la confiance nécessaire aux personnels.

Tout autre est le jugement porté par la CFDT. Des grands principes (servir la démocratie, favoriser la création) à la dénonciation des guerres fratricides entre entreprises publiques ; de la régionalisation tamponnée de FR 3 au renforcement de l'action internationale ; des « contrats d'objectifs pluriannuels » à la nécessité d'harmoniser les programmes d'Antenne 2 et de FR 3 : le syndicat de M. Jean Kaspar reprend à son compte les principales conclusions des quatre rapports, même s'il estime que les efforts d'adaptation demandés aux personnels devront être compensés.

Divergences et dissonances. On est loin d'un monde syndical parlant d'une seule voix. Mais tous s'accordent sur un point. Les travaux des groupes de travail ne constituent que le premier volet de la concertation. « C'est maintenant que les choses sérieuses commencent », résume pour tous M. Chazaud de FO. M. Lang et M^{me} Tasca sont placés sous haute surveillance, en attendant le débat au Parlement.

P.-A.G.

ORCHESTRE COLONNE
Lundi 6 mars à 20h30
SALLE FLEYEL

PHILIPPE ENTREMONT
AUGUSTIN DUMAY
GARY HOFFMAN

CHIEF DE L'ORCHESTRE COLONNE
MOZART - DEBUSSY
BETHOVEN

Renseignements : 42 33 72 89

MARDI 7 MARS
SALLE GAVEAU 20 H 30

ORCHESTRAL

MICHEL SWIERCZEWSKI
direction

ARTO NORAS
violoncelle

LOCATION
ET RENSEIGNEMENTS
NUMERO VERTI 06.42.67.57

BACRI
CHOSTAKOVITCH
ROUSSEL
STRAVINSKI

هكذا من الأصل

théâtre.

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA VALLÉE. Théâtre national de la Colonne (42-56-43-60). Sam. 20 h ; dim. 15 h 30.

DEVOS EXISTE, JE L'AI RENCONTRÉ. Au Boc fin (42-96-23-35). Sam. 20 h 30.

UN CŒUR SIMPLE. Théâtre Omnia (42-26-29-31). Sam. 20 h ; dim. 17 h.

LA SAVETIÈRE PRODIGEUSE. Rouzet-Théâtre (42-71-30-20). Sam. 20 h 30 ; dim. 16 h 30.

LE FOLLE. Magdeleine. Théâtre Rouzet-Carrault (42-56-60-70). Sam. 21 h.

L'AQUARIUM. Lucernaire Forum (42-54-57-34). Sam. 18 h 45.

JEUX DE DAMES (et J'asp.). Cithéra (42-57-43-13). Sam. 20 h 30.

LA FAUSSE SUITE OU LE FOURRE PUNIC. Cité internationale universitaire. Grand Théâtre (45-89-38-30). Sam. 20 h 30.

TOUR LE FIL. Théâtre Montecarlo (42-96-04-06). Sam. 20 h 30 ; dim. 19 h.

NATIONALITÉ FRANÇAISE. Théâtre de la Colonne (42-56-43-60). Petits spectacles. Sam. 15 h 30 ; dim. 16 h.

L'HOMME OBJET. Au Boc fin (42-96-23-35). Sam. 18 h 30 ; dim. 17 h.

LE PAYSAN. Théâtre-Louis Jouvet (47-42-67-27). Sam. 20 h 30.

LETTRÉS DE LA MAROUCHE UN M. AU COMTE DE R. Marie Stuart (45-08-17-80). Sam. 22 h.

COMME IL VOUS PLAÎRA. Théâtre de la Colonne (42-56-43-60). Sam. 20 h 30 ; dim. 15 h.

L'IMPOTRISTE. Théâtre de la Ville (42-74-22-77). Sam. 20 h 45 ; dim. 18 h.

BRASSONS. BRUL. Comédie Camartin (47-42-43-41). Sam. 20 h 30 ; dim. 15 h 30.

LIEBELLE. Studio des Champs-Élysées (47-23-35-10). Sam. 20 h 30 ; dim. 16 h.

LE PETIT TRIPTYQUE DES SOUVERAINS. Cartoucherie. Théâtre de la Tempête (43-28-36-36). Sam. 20 h 30 ; dim. 16 h.

FAMILLE D'APARTISTES. Aubervilliers. Théâtre de la Commune (48-34-67-67). Sam. 20 h 30 ; dim. 16 h 30.

MA VIE N'EST PLUS UN ROMAN. Boulevard de la Colonne (42-96-03-24). Sam. 18 h ; dim. 15 h 30.

COMICS OF FEAR. Rouzet Théâtre (42-71-30-20). Sam. 18 h 30 ; dim. 14 h 30.

LE PASSION DE MÉNÉMOUSANT. Théâtre de Ménilmontant (46-36-98-60). Dim. 15 h ; sam. 17 h.

Les autres salles

AMANDIERS DE PAIRES (43-66-42-17). L'Oiseau printanier : 21 h.

ANTOINE - SIMONE BERNARDIERE (40-08-76-58). La Ritournelle : 17 h 30, dim. 15 h 30.

ARLUN (45-89-83-22). A la manière de... : 20 h 30.

ARTISTES-CATHÉNAVES (48-06-36-02). Made in Britain : 20 h 30, dim. 16 h.

ARTS-HÉRIBERT (43-87-23-22). I Triomphe de la jalouse : 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). Heart IV : 20 h 30.

ATHÈNE-LOUIS JOUVET (47-43-67-27). Suite C. Bernard. Collis : 20 h 30. *Sally Lewis Jewett. Les Amants magnétiques* : 20 h 30.

AU COURVENT DES CORDELIERS (43-66-42-17). Une folle escapade : 21 h.

BUFFES DU NORD (42-39-34-50). 1. Bal de N'Dinga : 21 h, dim. 16 h.

BUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Ma vie plus un roman : 18 h et 21 h.

BUFFES-THEÂTRE DU XIXE (43-38-35-53). L'Homme objet : 18 h 30, dim. 16 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-89-01-69). *Le Soldat* : 20 h 30.

CARTOUCHERE THEATRE DU LAQUARIUM (43-74-09-61). Tandem que sort le chat : 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHERE THEATRE DU LEVEUR (43-74-09-61). Le Levain : 20 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHERE THEATRE DE L'EMPEYRÉ (43-28-36-36). Le Petit Tricoupe des soumissionnaires : 20 h 30, dim. 16 h.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-70-44-45). Ah Si ça rira, ça rira, ça rira ! : 21 h, dim. 15 h 30.

CENTRIE MANDAÏA (45-89-01-69). *Le Soldat* : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-39-68). Grand Théâtre. La Fausse Suivante ou le Fourbe puni : 20 h 30. *Galestro. Les Femmes religieuses* : 20 h 30. *La Chèvre* : 20 h 30.

CITRÉE (43-57-15-31). Jeu de dames (H. Juego) : 21 h.

COMÉDIE CAULMIRAIN (47-43-63-38). Brasseur. Brul : 20 h 30, dim. 15 h 30.

COMÉDIE CALANCAISE (42-81-00-11). Première Tête : 19 h et 21 h, dim. 15 h.

COMÉDIE FRANÇAISE CAMPEL-KLYSSER (43-57-21). Une femme sans histoire : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE ITALIENNE (43-51-22-22). Les Désirs du bachelier : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (45-05-00-15). Soixante-trois Capognoie : 14 h, dim. 20 h 30, mer. 20 h 30. Le pacte du Tré s'aïra pas fies : 20 h 30. > Dim. Brasseur : 14 h.

DEUX ANS (46-06-10-26). La Coste d'un spectacle : 15 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

EDGAR (43-20-85-81). Les Bohèmes. Cadres : 20 h 15. Nous en fait où est dit de faire : 23 h.

EDOUARD ET SACHA GUTTRY (42-51-69). Un mois à la campagne : 16 h et 20 h, dim. 15 h.

ELDORADO (43-68-32-26). Rêve d'opéra. Vienne : 14 h 30 et 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h.

FONDATION DEUTSCH DE LIÉGEOIS (42-51-69). Les Bourgeois de Calais : 20 h 30.

JOSÉ JONES, le Roi de Saï : 20 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Quelle à
mille : 17 h 20 à 21 h, dim. 15 h 30.

GAITE-MONTFARNASSE (43-22-72-
16-18). Frédéric Chopin (à la Mal-
loué) : 17 h 30 à 21 h, dim. 15 h.

**GALERIE SS-THE ENGLISH THEA-
TRE OF PARIS** (43-26-63-51). The Di-
rector's Choice.

GALERIE DE NESLE (43-25-11-28). Le
Magasin de canard : 20 h 30.

GUICHET MONTFARNASSE (43-27-
98-61). Histoire d'un fou : 18 h 45.

AGORA : Agnès : 20 h 30, Jangleman et
Histoire de tiger et autres histoires
22 h 15.

**HOTEL LUTETIA (SALON BOR-
GHESSE)** (45-44-03-09). Le Dernier
Cavalier : 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-58). Le Causse
triste chauve : 19 h 30. Le Lapon
20 h 30.

L'ESPACE EUROPEEN (42-93-69-68).
La Face oculte d'Orion : 20 h 30.

LE MOULIN (43-47-57-43-14). Alice
19 h 30, dim. 17 h.

LA BRUYERE (48-74-76-99). Entre nous
soit dit : 21 h, dim. 15 h.

LA VIEILLE GRELLE (47-07-22-11).
Monsieur et Madame : 21 h 30.

LE BOURVIE (43-73-47-94). Ce soir, on
enfonce tout : 20 h 30. Le Mûle de pa-
pe : 22 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09).
L'Enfer est très chaud : 18 h 45.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). Mon
cibiste : 21 h, dim. 15 h.

LIÈRE-THÉATRE (43-86-55-83). Le
Proche d'Oréste : 20 h 30, dim. 16 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).
Le Dernier Cavalier : 18 h 45.

RENAUD et ARMINÉ : 20 h, Théâtre ro-
manesque : 18 h 45. Contes érotiques
arabes du XVIIIe siècle : 20 h. Après la
Méduse : 22 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). La Foire d'
empoigne : 19 h 30 à 21 h, dim. 15 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). Une vie boules-
sée : 14 h 30. L'Aurore : 20 h 45.

MARIE STUART (45-08-17-80). Le Re-
tour de la France : 20 h 30.

MAURICE (42-78-03-53). Les Lettres de la marquis-
se : 20 h 30. Lettres de la marquise de
M. au comte de R. : 22 h 45.

MARIGNY (43-08-82-97). Sturmata :
21 h, dim. 16 h.

MATHURIN (42-65-90-00). Une vie de
femme : 16 h 20.

MICHEL (42-65-35-02). La Bonne
Adresse : 18 h 30 à 21 h 30, dim.
15 h 30.

MICHOUDÈRE (42-42-85-23). Pique-
nique : 20 h 30, dim. 15 h.

MOGADOR (48-78-75-00). D'Artagnan :
15 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h 30.

MONTFARNASSE (43-22-77-74). Le
Vieil Veau : 21 h, dim. 15 h 30.

MONTFARNASSE-CAITÉ (43-22-
77-74). Le Dernier Cavalier : 18 h 45.

NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD
(43-31-11-99). Le Dépôt des locomoti-
ves : 20 h 30, dim. 15 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand
Soleil : 15 h 30, 16 h 30 et 21 h 30,
dim. 15 h.

ŒUVRE (48-74-42-52). Et le suis pas
Rapporte: 20 h 45, dim. 15 h.

PALAIS DES CONGRÈS (48-28-40-90).
La Liberté ou la Mort d'après Danton et
Robespierre: 15 h et 20 h 30, mer. 15 h,
dim. 14 h 30.

**PALAIS DES GLACES (GRANDE
SALLE)** (46-07-49-93). Les Vamps:
21 h.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Et le
spectacle continue! Raymond Devos:
20 h 30, dim. 15 h 30.

PÊNICHÉ-OPÉRA (42-45-18-20). Nimm
et les comédiens ambulants: 21 h, dim.
17 h.

POCHE-MONTAPARNASSE (45-48-92-97). *Saint-Louis, 15 h. Les Heures de la vie d'un homme*. 18 h 30. *Le Journal* n°1 d'une petite fille. 18 h et 21 h.

PORTÉ SAINT-MARTIN (46-07-37-53). *Témor*: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

POTINÈRE (42-61-44-64). *La Frousse*: 17 h et 21 h, dim. 15 h.

RANELACH (42-88-64-14). *La Nœce et Sur la grand route*: 20 h 30, dim. (dernière nuitre) 17 h.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). *Comédie opéra*: 18 h 30, dim. 16 h 30. *Le Prince prodigieux*: 20 h 30, dim. 16 h 30.

SAINT-GEORGES (42-78-63-77). *Douze de coqsse*: 18 h 30 et 21 h 30. *Le Prince prodigieux*: 20 h 30, dim. 16 h 30.

SAINT-PIERRE (42-71-30-20). *Comédie opéra*: 18 h 30 et 21 h 30. *Le Prince prodigieux*: 20 h 30, dim. 16 h 30.

TAC SAINT (43-73-74-47). *D. Dim. Le Prince prodigieux*: 20 h 30. *Comédie opéra*: 18 h 30 et 21 h 30.

THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SERRE (45-45-49-77). *Aléine*: 20 h 45, dim. 16 h 30.

THÉÂTRE DE L'EST PARIISIEN (43-64-80-80). *L'Ankou*: 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE DE LA BELLE DE MAI (43-66-80-80). *Le Prince prodigieux*: 20 h 30, dim. 15 h.

LES SUZANNES: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAISON D'OR (48-05-67-89). *Marins* : 16 h, dim. 14 h. *Fanny* 18 h 30, dim. 16 h 30. *César* : 21 h 30. *Le Capitaine Corcoran* : 20 h 30. *Le Saut du Faucon* : 17 h. *L'Étranger* : 20 h, 18 h. *L'Écume des jours* : 21 h 30. *Dim. Les Bonnes* : 14 h 30.

THÉÂTRE DE LA PLAINE (40-43-01-02). *Le Capitaine Corcoran* : 17 h. *Le Saut du Faucon* : 17 h.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-72-27). *L'Imposture* : 20 h 45, dim. 14 h 30.

THÉÂTRE DE MÉNIMONTAIRE (46-36-98-60). *Dim. La Passion à Ménilmontant* : 15 h.

THÉÂTRE DES PARS (42-80-09-30). *Contes d'après Old Possum's Book of practical Cats* : 15 h et 20 h 30, dim. 14 h et 17 h 30.

THÉÂTRE DES CHAMPS ÉLYSÉES (42-36-37-7). *Dim. La comtesse de Ségur* : 17 h.

THÉÂTRE DU BEL AIR (43-46-91-93). *La Force de l'homme et des choses* : 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE L'OMBRE QUI ROULE (43-36-66-1). *Un cœur simple* : 21 h, dim. 17 h.

THÉÂTRE MODERNE (48-74-10-75). *Concours de circonstances* : 21 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE MONTGUEILLI (42-96-04-06). *Sur le fil* : 20 h 30, dim. 19 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-53). *Grand Théâtre. Le Livre de Job* : 20 h 30, dim. (dernière) 15 h. *Grand Théâtre. La Bonne Meurt* : 20 h 30, sam.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). *Grand Théâtre. Le Velléin* : 20 h, dim. 15 h 30. *Petite salle. Le Velléin* : 20 h, dim. 15 h 30. *Petite salle. Dernière française* : 15 h 30 et 21 h, dim. 16 h.

Socréan, Artémise, portrait d'une femme ordinaire, de Joëlle van Effenterre, 18 h ; Kafk'Kara, Israël, de Nurith Aviv, 21 h.

VIDÉOTHEQUE DE PARIS (40-26-34-30)

SAMEDI

A Paris la nuit : Actualités françaises. Actualités du monde - Nu film antique : Musée Grévin (1958) de Jacques Demy, le Fantôme de la rue Morgue (1954) de Roy del Ruth, 14 h 30 ; Nuit fantastique : les Vampires (1915) du Louis Feuillade, Index (1963) de Georges Franju, 16 h 30 ; Nuit fantastique : Sésame annonce : Judex (1963) de G. François Garou Garcia le passe-murée (1951) de Jean Boyer, 18 h 30 ; Nuit fantastique : Les deux faces du mensonge (1970) de Raymond Devos, 20 h 30 ; Le grand tuteur du docteur Croquet (1961) de Jean Renoir, 20 h 30.

DIMANCHE
Paris la nuit : Around Midnight : le Jazz à Paris (1965) de Leonard Keigel, Automne de minuit (1985-1986) de Bertrand Tavernier, 14 h 30 ; Around Midnight : le Rendez-Vous de minuit (1961) de Roger Leenhardt, 16 h 30 ; Bandit-Bandit : Bande annonce : Bob le flambeur (1956) de Jean-Pierre Melville, le Doulos (1962) de Jean-Pierre Melville, 18 h 30 ; Bandit-Bandit : le Cercle rouge (1970) de Jean-Pierre Melville, 20 h 30.

Les exclusivités

LES ACCUSÉS (*) (A., v.a.): Camille Claudel, 1 (42-27-51-36); Georges Danton, 6* (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6* (42-74-94-94); UGC Biarritz, 6* (45-62-20-40); v.f.: Ren., 22 (42-74-94-94); Paramount Opéra, 6* (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-30-41); UGC Gobelins, 12 (43-36-36); Mairie, 12 (43-30-25-43); UGC Convention, 12 (43-30-41); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Images, 15 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

L'ADIEU (*) (A., v.a.): UGC Biarritz, 15 (45-62-20-40); v.f.: Hollywood Boulevard, 6* (47-70-10-41); Paris Cinema, 1, 10* (47-70-21-71).

LE BLOK (*) (A., v.a.): Georges V, 2 (42-74-94-94).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.): Gaumont Opéra, 15 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 22 (47-42-56-31); 14 Juillet, 22 (47-42-56-31); Odéon, 22 (47-42-56-31); Gaumont Opéra, 22 (43-31-56-86); Favettte, 22 (47-27-84-50); Bienvenue à Montparnasse, 15 (42-74-94-94); Gaumont Opéra, 15 (48-29-29-29).

LES CIGOGNES N'EN FONT QU'UNE (Fr.): UGC Montparnasse, 6* (45-74-94-94); George V, 6* (45-62-41-62); Pathé Française, 5* (47-70-21-71).

DEUX (Fr.): Forum Orient Express, 12 (43-33-42-25); UGC Odéon, 6* (42-25-10-30); UGC Normandie, 6* (43-43-43-43); UGC Normandie, 6* (43-43-43-43); Les Nations, 12 (43-40-47-67); UGC Gobelins, 13* (43-36-32-34); Gaumont Aléxis, 14* (42-27-84-50); Pathé Française, 14* (42-27-84-50).

GORILLES DANS LA BRUME (A. v.a.) : Forum Orient Express, 1 (45-21-32-26) : UGC Normandie, 8 (15-63-16-16) : v.r. : Rez., 2 (45-36-83-93) Brignone, 6 (45-22-57-97) : Paramount 12 (45-22-57-97) : v.r. : 12 (45-22-57-97) : 12 (45-43-04-57) : UGC Gobelins, 13 (45-36-23-44) : Mistral, 14 (45-39-39-32) : UGC Convention, 15 (45-74-74-74) : Pathé Clichy, 18 (45-22-22-22-22) : 46-01

LE GRAND LEUZE (Fr. v.a.) : Gaumont Ambassade, 4 (45-39-10-98) : v.r. : Rez. (Le Grand Rez), 2 (45-38-83-93) : Le Montparnasse, 16 (45-27-57-52)

LE SEUL VRAI CHA

TEAU (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-38-57-57) : Pathé Imperial, 2 (47-42-72-52) : Pathé Hantefeuille, 6 (45-74-74-94) : v.r. : 12 (45-74-74-94) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (45-39-92-82) : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (45-87-35-43) : 42-31-56-90 : Mistral, 18 (45-25-25-25)

52-43) : Sept Parmasiens, 14^e (43-20)
32-20) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-99) : UGC Conventon, 15^e (45-74-73-40) : UGC Maillois, 17^e (47-48-06-06) : Parhé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

KENNY (A., v.o.) : George V, 8^e (45-62-41-46) : v.f. : Forum Arc-en-Ciel, 1^e (42-97-53-74) : George V, 8^e (45-62-41-46)
La Nouvelle Maxéville, 9^e (47-70-72-86) : Trois Parmasiens, 14^e (43-20-30-19).

LA LECTRICE (Fr.) : Forum Orizon

Express, 12 (42-33-42.26) ; **Lucernaise**, 6 (42-57-34).

LES MAÎTRES FEMMES, LES AMANTS (Fr.) : 14 Juillet Odeon, 6 (42-25-39.83) ; Elysées Lincoln, 6 (43-59-36.14).

LES FILMS

LE BONHEUR D'ASSIA, Film soviétique d'André Konchalovsky, v. 6 (42-57-34).

LES MAÎTRES FEMMES, 6 (42-57-34) ; **Les Amants**, 6 (42-59-83) ; **Le Triomphe**, 6 (42-56-27.45).

CINQ JOURS EN JUIN, Film français de Michel Legrand : Forum Arènes-Ciel, 12 (42-59-45.31) ; **Pathé Marignan-Concorde**, 8 (43-59-82.92) ; **Saint-Lazare-Palquier**, 9 (43-57-35.43) ; **Fauvette**, 12 (43-59-35.43) ; **Sept**, 12 (43-59-35.43) ; **Le 30-32-30** : **Convention** Saint-Charles, 15 (45-79-13.00) ; **Pathé Marignan**, 8 (42-52-20.40) ; v.f. 18.

LES FRÈRES MOZART, Film mudé de Suzanne Osten, v. 6 : **Parthéon**, 12 (42-54-15.04).

LE PETIT MOÛL, Film américain de Doris O'Brien, v. 6 : **Les Halles**, 11 (40-26-12.12) ; **UGC Daumesnil**, 6 (42-25-10.00) ; **UGC Blarney**, 8 (42-52-20.40) ; v.f. 18 ; **Rex**, 2 (42-36-83.93) ; **UGC Montparnasse**, 6 (45-74-94.94) ; **Paradom Opéra**, 12 (42-56-31.12) ; **UGC Lyon Bastille**, 12 (42-57-35.01) ; **UGC Gobelin**, 13 (43-36-23.44) ; **UGC Convention**, 15 (45-74-94.94) ; **Images**, 18 (42-52-47.94).

MES MEILLEURS COPAINS, Film français de Jean-Marie Poiré : **Les Halles**, 11 (40-26-12.12) ; **Rex**, 2 (42-36-83.93) ; **UGC Daumesnil**, 6 (42-25-10.00) ; **Gaumont**

MON CHER SUJET (Fr.-Ses.) : Saint-André-Brès 101 (47-32-46-18).
MOONWALKER (A., v.a.) : George V. 4 (45-62-41-46).
MORT D'UN COMTE VIOYAGEUR (A., v.a.) : Ciné Beaubourg. 3 (45-71-32-36) : UGC Odéon. 6 (45-25-10-30) : UGC Biarritz. 9 (45-62-50-01) : Max Linder. 10 (45-62-50-01) : UGC Ulysse. 11 (45-62-50-01) : UGC Lyon Bastille. 12 (45-40-01-59) : UGC Lyon Opéra. 13 (45-74-95-40).
NATAL (Fr.-Brés., v.a.) : Lutèce. 4 (42-78-48-86).
NE PAS LEZER PAS UN FILIC QUI DORT (Fr., v.a.) : Hollywood Boulevard. 9 (47-70-10-41).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (1) (A., v.a.) : Le Triomphe. 8 (45-63-45-76).
L'OURS (Fr.-All.) : Gaumont Opéra. 2 (45-59-13-31) : Gaumont Ambassade. 4 (45-59-15-08) : Miramar. 14 (43-20-89-52).
PELLE LE CONQUÉRANT (Dan.

LA PETITE VOLEUSE (Fr.): Gaudon
Les Halles, 1° (40-26-12-12); Cinoches
6° (46-33-10-82); Ellysée Lincoln, 8°
(43-59-36-14); La Nouvelle Maxcville,
9° (47-70-72-86); Les Montparnass, 14°
(43-27-52-37).

**LE PRINCE NEZHA TRIOMPHÉ DU
ROI DRAGON (Chin., v.f.):** Utopia
Champollion, 5° (43-26-84-65); Studia
43, 9° (47-70-63-40).

**QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RAB-
BIT ? (A., v.a.):** UGC Emission, 8°

(43-26-1616) : Vif. Ret., 2° (43-26-
52-37). Les Montparnasse, 14° (43-26-
52-37).

RADIO CORBEAU (Fr.) : UGC Mon-
tarnasse, 6° (45-74-98-94); UGC Biar-
ritz, 70° (43-85-26).

NOUVEAUX

(43-20-89-52) : Gaumont Convention,
15° (48-28-42-27) ; UGC Mail-
lot, 15° (48-28-42-27) ; UGC Paf-
fod Wexler, 19° (45-22-46-01) ; Tri-
Secretain, 19° (42-06-79-79) ; Les
Gambezzas, 20° (46-36-10-96).

UNE AUTEUR-GÉNÉRALIE, Film amé-
ricain de Woody Allen, v.o. : Ga-
umont Les Halles, 1° (43-26-12-31) ;
Les Cinéma Paris, 1° (43-26-12-31) ;
Le Relais, 1° (43-26-12-31) ; Le Logis
Jouvet, 5° (43-54-42-34) ; UGC
Odéon, 6° (43-25-10-34) ; UGC
Roiadée, 6° (43-74-54-34) ; UGC
Châtelet-Elysee, 8° (45-45-20-34) ;
La Bastille, 11° (45-45-07-76) ;
Escorial, 13° (47-07-28-04) ; Gaumont
Lyon, 14° (45-45-07-76) ; UGC, 14°
14 Juliette Beaugrenelle, 15° (45-75-
79-79) ; 1° St-Jean-Lazare-Passquier,
9° (43-87-15-43) ; Pathe France, 9°
47-70, 43-85-26 ; Pathe Montpar-
nasse, 10° (43-20-12-06) ; La Gam-
bezza, 20° (46-36-10-96).

Y-A-T-IL UN FILM POUR SAU-
VER LE MONDE ? Film américain
de David Zucker, v.o. : Cine Beaun-
bourg, 3° (42-21-52-36) ; UGC Dan-
ton, 6° (42-25-10-34) ; UGC Nor-
mandie, 6° (43-53-15-34) ; UGC
Montparnasse, 14° (43-35-30-40) ; Vif.
Ret., 2° (42-36-83-93) ; UGC Mon-
tarnasse, 6° (45-74-98-94) ; UGC
Opéra, 8° (43-74-93-04) ; UGC
Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59) ;

LES FILMS NOUVEAUX

LE BONHEUR D'ASSASSIN. Film soviétique d'André Kouchalovitch, 14
Cosmos, 6* (45-44-28-06) ; Le
Triomphe, 8* (45-42-45-76).

CINQ SOIRS EN JUIN. Film fran-
çais de Jean-Pierre Ponné, Forum
Arc-en-Ciel, 1* (45-297-53-74) ;
Paté Marignac-Concorde, 8* (45-
59-22-83) ; Saint-Lazare-Panorama,
14* (45-59-22-83) ; Le Triomphe,
31-56-86) ; Sept Panoramix, 14*
(45-30-35-20) ; Convention Sainm-
e-Lazare, 14* (45-59-22-83) ; Paté
Clichy, 19* (45-42-26-01).

LES FRÈRES MONTAGNI. Film sué-
dois de Suzanne Osten, a.p. : Pan-
orama, 5* (45-59-22-83).

LIJI. Film d'essai. Film américain
de Doris Dörrie, v.f. : Gaumont Les
Halles, 1* (40-26-12-12) ; UGC
Danton, 8* (45-25-10-30) ; UGC
Bisontin, 14* (45-25-10-30) ; UGC
Reu, 2* (45-26-31-93) ; UGC Mont-
parnasse, 14* (45-24-94-94) ; Pa-
némarignac, 9* (45-59-22-83) ;
UGC Lyon Bastille, 12* (45-31-
01-59) ; UGC Gobelin, 13* (45-36-
23-44) ; UGC Convention, 15* (45-
74-24-74) ; Images, 18*
(45-42-47-94).

MES MEILLEURS COPIAINS. Film fran-
çais de Jean-Marie Poiré :
Reu, 2* (45-26-31-93) ; UGC Dan-
ton, 8* (45-25-10-30) ; UGC Mont-
parnasse, 14* (45-59-19-08) ;
Paté Marignac, 14* (45-59-22-83) ;
Paramount Opéra, 9* (47-42-
26-31) ; UGC Lyon Bastille, 12*
(45-31-01-59) ; Fauteuil Bst, 19*
(45-31-01-59) ; Gaumont Les Halles,
14* (45-27-84-50) ; Miramar, 14*
(43-50-89-21) ; Gaumont Con-
vention, 15* (45-28-42-73) ; UGC
Danton, 17* (47-48-06-06) ; Paté
Wepler, 18* (45-22-46-01) ; Tri-
Sectaria, 19* (45-206-79-79) ; Le
Triomphe, 19* (45-206-79-79).

UNE AUTRE FEMME. Film améri-
can de Woody Allen, v.f. : Gau-
mont Les Halles, 1* (40-26-12-12) ;
UGC Danton, 8* (45-25-10-30) ;
Reflet Médias, 14* (45-25-10-30) ;
Jeu de la Vie, 5* (45-34-42-34) ; UGC
Odéon, 6* (45-25-10-30) ; UGC
Reu, 2* (45-25-10-30) ; UGC
Champé-Elysées, 8* (45-65-23-40) ;
La Bastille, 11* (45-34-57-76) ;
Escarlat, 13* (47-07-28-00) ; Gau-
mont Les Halles, 14* (40-26-12-12) ;
Juliet Beaugrenelle, 15* (45-75-
79-79) ; v.f. : Saint-Lazare-Panorama,
14* (45-59-22-83) ; Le Triomphe,
(47-07-33-88) ; Paté
Marignac, 14* (45-20-12-06) ; Le Gam-
bita, 20* (46-36-10-96).

Y-T-UT. Film d'essai. Film sau-
vage. Film américain.

LA SEIGNE. Film français
de David Zucker, v.f. : Cine Bea-
nbourg, 9* (45-21-52-36) ; UGC Dan-
ton, 8* (45-25-10-30) ; UGC Mont-
parnasse, 14* (45-59-19-08) ;
Paramount, 8* (45-63-16-16) ; Gaumont
Parnasse, 14* (45-33-50-20) ; v.f. :
Reu, 2* (45-26-31-93) ; UGC Mont-
parnasse, 14* (45-59-19-08) ;
Paramount Opéra, 9* (45-74-25-
40) ; UGC Lyon Bastille, 12* (45-31-
01-59) ; UGC Gobelin, 13* (45-36-
23-44) ; UGC Convention, 15* (45-
74-24-74) ; Images, 18* (45-42-
47-94) ; Saint-Charles, 15* (45-79-
33-00) ; Gaumont Convention, 15*
(48-28-42-73) ; Images, 18* (45-22-
46-01) ; Le Gambita, 20* (46-36-
10-96).

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
SAMEDI
Golgotha (1935), de Julien Duvivier, 15 h ; The British Film Institute Production Board : A Walk Trough (1978, v.o.), de Peter Greenaway, Vertical Features Remake (1979, v.o.), de Peter Greenaway, 17 h ; Hommage à Kimyo Tanaka : les Contes de la lune vague après la pluie (1953, v.o. s.t.f.), de Kenji Mizoguchi, 19 h ; les Dieux et les Morts (1970, v.o. s.t.f.), de Ruy Guerra, 21 h.

DIMANCHE
Les Amours de Carmen (1948), de Charles Vidor, 15 h ; The British Film Institute Production Board : Degrees of Blindness (1988, v.o.), de Cerith Wyn Evans, Street of Crocodiles (1986, v.o.), de Quay, The London Story (1987, v.o.), de Sally Potter, 17 h ; Hommage à Kinuyo Tanaka : Fleur d'équinoxe (1958, v.o. s.f.), de Yasujiro Ozu, 19 h ; la Ballade de Narayama (1958, v.o. s. anglaise), de Keisuke Kinoshita, 21 h 15.

SALLE GARANCE, CENTRE
GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-29)

SAMEDI

Cinéma du réel: *Tiempo de Mujeres* (v.o. traduction simultanée), de Monica Vasquez, Xochimilco (v.o. s.t.f.), d'Eduardo Maldonado, 14 h 30; *Bar Przy Placu* (v.o. traduction simultanée), de Beata Postnikoff, Nachtjäger (v.o. s.t.f.), de Johann Feindt, 17 h 30; *Séance d'ouverture*: *Het Gooi* Sven de paat (v.o. s.t.f.), de

PARIS EN VISITES

LUNDI

- L'Opéra », 14 heures, hall d'entrée, statue de Lully (Approche de l'art).
- Versailles : l'École d'équitation aux écuries », 14 h 30, grille de la Petite Écurie, avenue de Paris (Office de tourisme).

- L'église du Saint-Esprit », 15 heures, 186, avenue Daumesnil (Tourisme culturel).
- Les mystères des templiers », 15 heures, Église Sainte-Elisabeth, 195, rue du Temple (Paris et son histoire).

Monuments historiques

- L'église Saint-Vincent-du-Paul et la gare du Nord, réalisations de l'architecte Hittorff », 15 heures, métro Poissonnière, côté impairs

réel : Petite Salle : Cien Ninos esperando
an tren (v.o. s.t.f.), d'Ignacio Aguerro
Léonard deux gouttes d'eau, de Diane
Côté, nouveau, 14 h ; Josef Hauser, Klang und
Rasam (v.o. s.t.f.), d'Otmar Schmiderer
War Generation : Beirut (v.o. s.t.f.), de
Jean Chamoun et Mai Masri, 17 h ; Rose
ou l'ivraie en famille, de Gérard Fro-
mont, 18 h ; Vivre avec les dieux, de Jean-Paul
Colleya, 20 h 30 ; Cinéma du réel : Studio
5 : Lanchas Chlotas, de Paul-Louis Ché-
nier, le Carré de lumière, de Benoît Fer-
rière, 18 h ; la Mort du boulanger, de Frédéric

ric Sabouraud, Un petit monastère en Toscane, d'Otar Iosseliani, 21 h.

DIMANCHE

Cinéma du réel: Seuls, de Thierry Knauff et Olivier Smolders, Winter Ade (v.o. traduction simultanée), d'Helke Misselwitz, 14 h 30; The Coffee Brigade (v.o. s.l.f.), de Georges Drion, Green Tea and Cherry Ripe (v.o. s.l.f.), de Solrun Haas, 17 h 30; Séance d'ouverture: Regards sur l'UR.S.S.: Regi: Andrei Tarkovskiy (v.o. s.l.f.), de Michail Lenczovskiy, 20 h.

Cinéma du réel: Petite Salle: Kid Chococo
lase (v.o. s.f.), de Gerardo Chijona, José
Leahy's Neighbours (v.o. s.f.), de Boby
Connolly et Robin Anderson, 14 h; l'Eau
douce-amère, de François Chillonnet, Tid-
jane ou les voix de l'Allah, d'Elizane de
Latur, 17 h; In de schaduw van een oorlog
(v.o. sous-titrée en anglais), de Joost
Verhey, Chuyen tu te (v.o. s.f.), de Tran
Van Thuy, 20 h; Cinéma du Réel: Studio
5: Je ne dirai rien, de Claire Doutrin-
krish Wary, d'Arthur Mac Caig, 15 h; les
de M. Kane Krish, de Thomas

MARS

« La tour Eiffel centenaire, prouesses et esthétisme de l'architecture industrielle », 15 heures, devant le buste de Gustave Eiffel, pilier Nord.

« Basilique de Saint-Denis et tom-

CONFÉRENCES

Interférences culturelles, 12, rue de Gray de la Brosse, 18 heures : « Economie humaine et sciences de la société », par H. Poul (Economie et humanisme).

78, boulevard Maletcharbes, 20 h 30 : « Les blessures karmiques et leur traitement », par le docteur H. Athlan (L'homme et la connaissance).

Je n'ai plus envie de porter de jugements sur la peinture.
Je n'ai plus envie de jouer au tennis, non plus.
D'ailleurs, je n'ai pas de short.



LA SALLE DE BAIN

Un film de John Huston

Den film de „John Travolta“

ARGENTINA

CONFÉRENCES

78, boulevard Malesherbes, 20 h 30 : « Les blessures harmoniques et leur traitement », par le docteur H. Athlan (L'homme et la connaissance).

SOCIAL

Après des affrontements dans le métro

Un médiateur est nommé dans le conflit des nettoyeurs de la COMATEC

Des incidents sérieux se sont produits le 3 mars aux environs de midi, à Paris, aux stations de métro Gare de Lyon et Nation entre grévistes et non-grévistes de la société COMATEC chargée du nettoyage sur le réseau RATP. Au cours des affrontements, onze personnes ont été blessées dont quatre ont dû être hospitalisées. La police a procédé à dix-neuf interpellations. En fin de journée, M. Soisson, ministre du travail, a désigné M. Gilles Belier, conseiller juridique en droit social, comme médiateur.

Le matin même, M. Jacques Chirac, maire de Paris, avait invité, sur RTL, le gouvernement à recourir aux « forces de police » pour mettre fin « à la chénille ». M. Michel Delebarre, ministre des transports, de l'équipement et du logement, avait rappelé que ce conflit opposait des salariés à une entreprise privée et ne relevait pas de sa tutelle.

Commencé le 9 février pour l'équipe de nuit et le 13 février pour l'équipe de jour, le mouvement de grève des nettoyeurs mené par la CFDT majoritaire dans la société de nettoyage (65 % des voix) et soutenu par la CFDT-RATP entame sa troisième semaine. La CFDT, comme la direction de la COMATEC, avec des arguments différents, s'accroche pour reconnaître la présence de 300 à 350 travailleurs temporaires sur un effectif de 1 644 salariés.

Ce long et brutal conflit a été provoqué par le licenciement d'un Africain, ancien délégué du personnel, coupable de ne pas avoir signalé un accident sans dommages ni constat survenu sur son véhicule de service en octobre dernier et seulement connu en fin d'année.

Pour une broutille, les menaces de licenciement « pour faute grave » sont agitées et les sanctions tombent sans qu'on en connaisse l'étendue,

affirment les grévistes. Définie depuis la grève de 1983, à l'origine de la naissance de la société COMATEC qui s'était engagée à la robotisation progressive du nettoyage, l'organisation du travail n'est plus respectée. Aux 350 départs en pré-retraite, aux retours dans le pays d'origine avec une convention OMI (Office des migrations internationales) se sont substitués, selon les grévistes, autant d'intérimaires employés sur des postes fixes et enchaînant les missions parfois depuis plus de deux ans.

4 700 F
par mois

Ayant été jusqu'à six cents à arrêter le travail, les nettoyeurs en grève — dont le salaire mensuel est en moyenne de 4 700 F — ne se réduisent sûrement pas aux soixante-dix-huit de l'équipe de jour dont parle la direction de la RATP et de la COMATEC. A la Bourse du travail, place de la République, ils étaient cent quatre-vingt jeudi 2 mars, toutes nationalités confondues, très organisés et réagissant particulièrement aux harangues de leurs meneurs, un Africain et un Kabyle. Si le syndicat Force ouvrière demeure discret, une centaine d'adhérents CGT conduits par un chef de village continuent de travailler. « C'est un syndicat maison », dit-on à la direction de la COMATEC sans voir malice, alors que l'union départementale parisienne CGT, dans un communiqué, déclare soutenir les grévistes.

Tendue depuis le début, l'atmosphère se dégrade au fil des jours. Dans les couloirs, sur les quais, les grévistes surgissent à cinq, dix, parfois à vingt, dans des groupes, pas moins, d'où les bagarres du 3 mars. Par groupes, munis de sacs en plastique, ils déchirent les journaux en

lambeaux, qu'ils répandent sur le sol, ou même déversent les sacs rasés par les non-grévistes, aggravant l'état de saleté des stations.

Pour l'heure, chacun campe sur ses positions. La direction de la COMATEC argue d'un taux de 25 % d'absentéisme pour justifier son recours aux intérimaires, et assure qu'elle « respecte la loi » à ce sujet. L'inspection du travail des transports a toujours admis la conformité de ces pratiques, affirme-t-elle, sans dissimuler qu'elle fait désormais appel à des vigiles. Elle propose une prime annuelle de 1 500 F uniforme, en fonction de l'indice de propreté du réseau.

C'est 750 F de prime qu'on nous propose, en fait », rétorquent les grévistes, qui n'en veulent pas, et qui, surtout, entendent en revenir au taux de 8 % de remplaçants prévus par l'accord de 1986. « Les intérimaires, ils sont obligés de faire ce que la direction leur dit », ajoutent-ils, persuadés que certains d'entre eux ont été embauchés depuis le début du conflit.

ALAIN LEBEAUCHE

● Petit Bateau : la BNP dénonce le « chantage » d'Yves Rocher. — La manifestation de samedi à Vannes, rassemblant le personnel d'Yves Rocher et les élus locaux pour soutenir le PDG dans sa lutte contre la BNP, n'est qu'une « tentative de chantage de plus », a estimé vendredi M. Daniel Lebague, directeur général de la banque. Evoquant le conflit autour de l'entreprise Petit Bateau, il a déclaré : « M. Rocher a tout pour de la justice », en ajoutant que, pour sa part, la BNP « attendait la décision des tribunaux avec confiance ». Dans cette affaire, cinq plaintes en justice ont été annoncées, trois pour le camp Rocher et deux pour la BNP.

ENERGIE

Litige entre les Douze

L'Allemagne fédérale mise en cause pour son système d'aide au charbon

La Commission européenne s'attaque aux rigidités qui, jusqu'à présent, ont interdit l'installation d'un Marché commun de l'énergie. La manière dont les prix s'établissent, notamment en ce qui concerne le gaz et l'électricité, empêche le consommateur d'apprécier si les conditions qui lui sont appliquées reflètent une situation de concurrence équitable. La Commission souhaite disposer

d'un instrument juridique qui lui fournira la base égale pour obtenir des opérateurs concernés les informations nécessaires sur les prix pratiqués au niveau du consommateur ; elle soumettra aux Douze des propositions dans ce sens avant l'été. La Commission se prononcera au cours du mois de mars sur le système d'aide au charbon en vigueur en RFA.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La politique d'aide au charbon pratiquée en RFA est dénoncée par la France comme faussant la concurrence et entravant nos exportations d'électricité vers l'Allemagne de l'Ouest. La Commission s'apprête à adopter une approche équilibrée. Soucieuse d'intégrer l'électricité dans le marché unique, elle invitait les Allemands à accélérer la restructuration de leurs mines et à réduire leur aide.

« Les Britanniques vendent leur pétrole, les Hollandais leur gaz, il n'y a pas de raison pour que les Français ne puissent pas vendre leur électricité », observe un haut fonctionnaire de la Commission.

Le montant total des aides au charbon versées en RFA se situe autour de 12 milliards de marks par an (41 milliards de francs). Une somme énorme ! Ces aides s'appuient sur deux instruments : 1) Le *Jahrbudgetvertrag* ou contrat du siècle, qui lie les producteurs de charbon aux producteurs d'électricité allemands et les oblige à enlever 40 millions de tonnes de charbon par an. Les électriciens n'acceptent cette contrainte que dans la mesure où elle est prise en charge, partie par les utilisateurs de courant, partie par des contributions du siècle, qui lie les producteurs de charbon aux producteurs d'électricité allemands et les oblige à enlever 40 millions de tonnes de charbon par an. Les électriciens n'acceptent cette contrainte que dans la mesure où elle est prise en charge, partie par les utilisateurs de courant, partie par des contributions du siècle, qui lie les producteurs de charbon aux producteurs d'électricité allemands et les oblige à enlever 40 millions de tonnes de charbon par an.

Tout cela est très peu légitime au regard du droit communautaire mais, pour des raisons politiques et sociales, la Commission a jusqu'ici laissé faire. Le

système est économiquement pénalisant puisqu'il conduit au maintien en activité de puits non rentables. De fait, selon les calculs des experts bruxellois, un industriel allemand gros consommateur de courant le paie 0,07 ECU par kilowatt, alors qu'il n'est facturé qu'à 0,04 ECU par kilowatt à son concurrent français (1).

Les entreprises allemandes ainsi lésées n'en portent pas pour autant le litige à Bruxelles ou devant la Cour de justice européenne de Luxembourg, sans doute parce qu'elles obtiennent, par le truchement de mécanismes plus ou moins occultes, des compensations des pouvoirs publics.

Cent mille
mineurs

Les Français, qui désirent accroître leurs exportations de courant et sont aujourd'hui bloqués par le système d'aide au charbon, rêvent de le faire sauter. Ils ont adressé un memorandum dans ce sens à Bruxelles au printemps 1988. En novembre dernier, le chancelier Helmut Kohl a écrit à M. Jacques Delors pour attirer son attention sur le caractère ultra-sensible de la question en lui demandant d'essayer d'éviter qu'elle devienne une affaire contentieuse au sein de la CEE. On compte encore environ cent mille mineurs en Allemagne de l'Ouest.

La RFA poursuit une politique de restructuration impliquant des réductions de capacité, c'est-à-dire des fermetures de puits, mais à un rythme d'escargot.

L'intention de la Commission n'est certainement pas de demander à Bonn et aux Länder de mettre fin du jour au lendemain au système d'aide actuel

mais d'inviter les uns et les autres à une restructuration plus rapide. L'argument selon lequel le maintien de la production de charbon à un niveau proche de celui atteint aujourd'hui est nécessaire pour des raisons de sécurité et d'approvisionnement est rejeté par Bruxelles : il existe de multiples autres sources d'énergie disponibles et, surtout, les mines de charbon situées dans des régions d'accès tout à fait sûres abondent sur la planète.

La Commission, constatant le caractère peu orthodoxe, voire franchement bizarre, du *Jahrbudgetvertrag* (obligation d'enlever 40 millions de tonnes par an jusqu'en 1993), pourrait demander soit que les quantités achetées soient diminuées soit que la durée d'application du contrat soit raccourcie. S'agissant du *Kohlenpferdweg*, qu'il est tout à fait impensable, dit-on à Bruxelles, de chercher à supprimer, la Commission semble souhaiter qu'il soit budgétisé, et devienne ainsi plus transparent.

La Commission pourrait de surcroît insister pour que le montant de cette taxe parafiscale soit ramené de 7,5 % à 5 % aujourd'hui à 5 % à 6 %.

La production d'électricité en RFA provient pour un gros tiers du nucléaire, pour un petit tiers du charbon et pour le tiers restant de la lignite, du gaz, etc. Une accélération donnée au programme de restructuration des mines ne modifierait probablement pas cette répartition. Les centrales au charbon ou bien sont amorties et rentables (sans être pour autant obsolètes) ou bien, très récentes, ont fait l'objet d'investissements coûteux, notamment pour assurer la désulfuration et doivent donc encore être amorties.

Bref, les Allemands, s'ils sont amenés à produire moins de charbon, n'en feront pas pour autant leurs centrales mais achèteront davantage de combustible à l'étranger. En d'autres termes, la restructuration recherchée maintenant par la Commission, notamment afin de tenir compte des plaintes de Paris, a peu de chances d'entraîner un accroissement sensible des fournitures de courant par EDF à l'Allemagne. En revanche, la démarche bruxelloise pourrait donner à réfléchir aux Espagnols qui, eux aussi, défendent leur charbon et, dans cet esprit, multiplient les difficultés pour empêcher les Portugais d'acheter et de réexporter à la France. La France exporte actuellement environ 30 milliards de KWH par an, dont 20 milliards vers le Royaume-Uni, et les livraisons au Portugal pourraient se situer autour de 2 milliards de KWH. Mais, en cherchant ainsi à dévitaliser les marchés, EDF pense surtout à l'avenir plus lointain : à l'horizon 2000 plutôt qu'à 1993, lorsque la Communauté aura besoin de nouvelles capacités et qu'il conviendra d'optimiser le parc des centrales européennes.

PHILIPPE LEMAITRE

Le Salon de l'agriculture

La nostalgie de la France verte

(Suite de la première page.)

L'agriculture de l'Ancien Régime finissant avait de quoi remplir les cahiers de doléances. Celle de 1989 prépare déjà les cartons de condoléances. Hommes et femmes quittent la terre, par troupeaux, et laissent sous leur pas les « champs du départ » (1). Les paysans comptent pour moins de 7 % des actifs.

Depuis la deuxième guerre, l'agriculture de hauts rendements a vu des victoires en triomphe. Antisulfurage alimentaire, ruban rouge de l'exportation de « pétrole vert » (41,6 milliards de francs d'excédents en 1988) ; montée en puissance des machines, engrais, régulateurs de croissance, herbicides, génie génétique...

Une France
en deux morceaux

« Entendez-vous dans nos campagnes », chantaient les révolutionnaires d'autan. L'agriculture contemporaine est bruyante, industrielle. Mais estropiée. Ses forces se sont concentrées au-dessus de la

Loire, au nom de l'impératif productiviste qui a désqualifié les terres les plus pauvres (2). La France verte se reconstruit chaque jour le « ventre de Paris » : images passées et dépassées. Ville et campagne sont devenues étrangères. Alors ? Chacun embouche les trompettes de la fatalité : la disparition des agriculteurs est la rançon d'un progrès inévitable, et même souhaitable. Les sociétés développées le sont d'autant plus qu'elles comptent moins de paysans. Voyez les États-Unis... L'agriculture nombreuse est un signe de sous-développement. Voyez l'Afrique...

L'agriculture dite performante a avalé l'agriculture de peuplement, celle qui occupait l'espace — et l'entretenait — autant qu'elle nourrissait la société. Les deux vitesses de la modernisation ont engendré une France en deux morceaux. Lequel va-t-on célébrer porte de Versailles ?

Les Parisiens, premiers promoteurs du Salon, ont oublié l'époque lointaine où la capitale était à demi-plongée dans la campagne, avec ses animaux de ferme et de basse-cour, ses prés « intra muros ». Sait-on que Parménier ramassa dans la plaine des Sablons, derrière Neuilly, ses premières pommes de terre ? Les

vignes de Montmartre, la ferme d'Anteuil, les maraichers de Chateau qui remplissaient chaque jour le « ventre de Paris » : images passées et dépassées. Ville et campagne sont devenues étrangères. Alors ? Chacun embouche les trompettes de la fatalité : la disparition des agriculteurs est la rançon d'un progrès inévitable, et même souhaitable. Les sociétés développées le sont d'autant plus qu'elles comptent moins de paysans. Voyez les États-Unis... L'agriculture nombreuse est un signe de sous-développement. Voyez l'Afrique...

Moins cher
qu'un chômeur

Discours connus que les économistes ont en leur temps cautionnés. « Quand un fils d'agriculteur quitte la terre pour travailler en ville, l'économie y gagne », affirmait en 1972 le professeur Joseph Klatzmann. C'était la belle époque du productisme en tant qu'observateur et sa dénomination de mesure des limites. Excédents, mais aussi pollutions diffusées des nappes et des cours d'eau,

enlaidissement des paysages, ruée des exclus de l'agriculture vers les cités urbaines déjà pleines à craquer. Un agriculteur coûte aujourd'hui moins cher qu'un chômeur, reconnaissent certains responsables politiques, dont M. Michel Rocard. A quoi sert d'imposer une marche forcée à l'agriculture, si elle doit mener ici au désert, là au désordre ?

Pour les exploitants, le Salon doit être « une fête et un devoir professionnel », estime le ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet. On y parlera, de plusieurs colloques, des formes originales du tourisme en milieu rural ou des rapports de l'agriculture avec la faune sauvage. Des thèmes qui trahissent les inquiétudes et les espoirs du monde paysan, son désir d'ouvrir de nouvelles fenêtres pour ne pas mettre la clé sous la porte. Aux agriculteurs de montrer qu'ils ne sont pas seulement des producteurs féconds, mais aussi des prestataires de services liés à l'occupation de l'espace. La tâche est difficile pour une population qui a assimilé son identité à l'acte de

production et refuse farouchement l'étiquette de jardinier de la nature.

Le monde rural fourmille de besoins non satisfaits qu'il faudra pourtant se résoudre à honorer (entretien des routes et des chemins, transport et approvisionnement des personnes âgées), sous peine de déclencher un nouvel exode. Qui mieux que l'agriculteur, déjà sur place, pourrait endosser cette nouvelle panoplie ? A chacun de faire un pas : aux exploitants agricoles, en acceptant des occupations inhabituelles mais situées à la campagne ; aux citoyens, en reconnaissant que cette agriculture de service mérite rémunération. Une « révolution culturelle » qu'il serait encourageant de voir écho au salon du Bicentenaire, comme l'ébauche d'un « ça ira »...

ERIC FOTTERINO

(1) Titre du livre de MM. Alphonse Bittou et Duprat. La Découverte, 1989.
(2) Les friches existent aussi, cependant, au nord de la Corse, au sud de la Bretagne du Sud, dans la Manche, le Calvados et les Vosges.

ETRANGER

Le Nigéria obtient le rééchelonnement d'une partie de sa dette publique

Le Nigéria a conclu, vendredi 3 mars, un accord avec le Club de Paris pour le rééchelonnement d'une partie de sa dette extérieure. Celle-ci, qui atteint une trentaine de milliards de dollars, est très lourde à supporter pour un pays de 106 millions d'habitants, dont le revenu par tête a beaucoup baissé depuis le début des années 80, époque où il avait atteint 1 100 dollars, du fait de la montée du prix du pétrole (le Nigéria est un gros producteur de brut). Le revenu par tête n'était plus que de 370 dollars il y a un an.

L'accord avec le Club de Paris, qui représente les créanciers publics, parmi lesquels la Grande-Bretagne, la France et la RFA, sont particulièrement engagés (1), s'est fait dans des conditions apparemment très favorables pour le Nigéria : 5,7 milliards de dollars de créances ont été rééchelonnés avec un délai de grâce de six ans, des échéances qui arrivaient à maturité entre le début de cette année et le 30 avril 1990.

Les premiers remboursements sur cette partie de la dette n'interviendront donc qu'à partir du 1^{er} février 1995. De plus, le Club de Paris a rééchelonné les crédits qui avaient été précédemment consolidés, de même que des crédits court terme garantis.

La communauté financière internationale attendait avec intérêt la décision du Club de Paris. Si celui-ci n'a pas fait bénéficier le Nigéria de l'initiative dite « de Toronto » (principe retenu le 5 juin 1988 de l'annulation d'une partie des remboursements) réservée aux pays les plus pauvres, l'accord qui vient d'être conclu n'en démontre pas moins une certaine bonne volonté des pays créanciers publics. Les créanciers privés pourraient en être influencés.

(1) La dette auprès des banques commerciales ne représente que 61 % de la dette totale, le reste, soit 10 milliards de dollars, étant dû à des organismes nationaux ou internationaux comme le FMI.

L'URSS réduira ses exportations de pétrole de 5 %

Selon l'agence Tass, l'URSS va réduire ses exportations de pétrole au cours des six premiers mois de 1989 de 5 % par rapport à la même période de l'an dernier. Cette diminution des ventes à l'étranger du premier producteur et exportateur d'or noir du monde s'inscrit dans le cadre des efforts des pays non membres de l'OPEP de contribuer au redressement des cours du pétrole jusqu'à 18 dollars le baril.

Les représentants de ces pays se sont réunis le 22 février à Londres et leur majorité a décidé de réduire les exportations de leurs pays de 5 % dans le cadre de leur coopération avec les pays membres de l'organisation. L'URSS avait assisté à cette réunion en tant qu'observateur et sa participation à un accord de réduction des exportations représenterait une novation du gouvernement de Moscou.

On ne sait pour l'instant ce que représentera, en nombre de barils par jour, cette réduction des exportations de l'Union soviétique, qui produit 12,5 millions de barils/jour et en exporte 2 millions.



الجزائر - ALGERIE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

OFFICE NATIONAL DES APPROVISIONNEMENTS ET DES SERVICES AGRICOLES - ONAPSA

Un avis d'appel à la concurrence, national et international, est lancé pour la fourniture de :

- Enveloppes agraires.
- Chambres à air.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel à la concurrence, munis d'une délégation de pouvoir, peuvent retirer le cahier des charges auprès de l'ONAPSA - Direction générale, chemin Hassan Benaamane, Les Oliviers - Bir Mourad Rais - Alger B.P. 155 Birkhadem Alger.

Tél. : 62.325 - Tél. : 56-19-60/56-19-47 à partir de la parution du présent avis, contre paiement de la somme de 600 DA convertibles.

Les offres en huit (08) exemplaires, établies conformément aux exigences du cahier des charges et accompagnées des documents exigés par la réglementation en vigueur, doivent parvenir sous double enveloppe cachetée à l'adresse ci-dessus au plus tard 45 jours après la parution du présent avis au BOMOP. (Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public).

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne comporter aucune indication, sauf la mention : « Appel à la concurrence national et international n° 06/89 à ne pas ouvrir ».

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

A quel indicateur se vouer ? Rarement période aura été aussi riche en publications de nouvelles économiques internationales provenant à la fois d'Allemagne fédérale, des États-Unis, de Grande-Bretagne et de France. Avec pour dénominateur commun la reprise de l'inflation et les risques de tensions sur les taux d'intérêt. Cette profusion de données aura eu pour conséquence immédiate de ralentir l'activité boursière dans un marché haletant au gré des indices successifs.

En terme de cinq séances très contrastées, le bilan est plutôt réconfortant. Le CAC, ce baromètre de la place parisienne, s'est apprécié de 0,95 %, emportant ainsi la cote de près de 9 % enregistrée depuis trois semaines. Pour en arriver là, le chemin n'en a pas moins été haché. Lundi, d'entrée de jeu, la Bourse faisait grise mine et perdait jusqu'à 2,6 %. Elle déplorait à sa manière le relèvement du taux d'escompte américain décidé par la Réserve fédérale à la veille du week-end. Dans l'après-midi elle se reprit à grimper (+ 1,75 %) grâce à la hausse des prix de 0,4 % enregistrée en janvier. Non que ce résultat français soit bon, mais il ramène pour la première fois le différentiel d'inflation avec notre voisin d'outre-Rhin sous la barre de 5 %. De plus, les autorités monétaires déclinaient de ne pas utiliser l'arme des taux.

Changement de décor radical mardi. À la surprise générale, une vigoureuse reprise (+ 2,37 %) permettait de compenser le choc de la veille. L'ensemble des plus belles valeurs de cote (les blue chips, comme les appellent les Anglo-Saxons) furent entraînés dans ce mouvement qualifié éminemment par certains de « nécessaire correction technique ». La hausse sera aussi brutale que faible. Mercredi, la Bourse connaît un nouvel accès de faiblesse (- 0,97 %) atténuée en fin de séance (- 0,05 %) dans un marché extrêmement prudent. À l'origine de ce revirement de tendance, le relèvement des taux lors de l'adjudication monétaire en RFA. Ce mouvement était jugé inquiétant à la veille de la réunion du conseil de la Bundesbank qui devait statuer sur l'évolution du loyer de l'argent.

Joué, le marché refaisait longuement son souffle. À 13 h 30, ce sera le soulagement général et, rue Vivienne, une clameur saluera la décision du conseil de la banque centrale ouest-allemande de maintenir en l'état ses taux directeurs. Aussitôt, l'indicateur instantané redeviendra positif, s'appréciant de 0,55 %. Il poursuivra sur sa lancée

A la merci des indices

vendredi (+ 1,3 %) dans un marché quelque peu apaisé par un statu quo, fût-il provisoire.

Durant cette semaine boursière, des valeurs se sont distinguées, réagissant à des situations particulières. Les cours de Lachère se sont appréciés après la cession d'Alingh, le premier fournisseur d'amortisseurs de la région Renault, au groupe allemand Fichtel et Sachs. Autres titres recherchés : les Immeubles de la Plaine Mouton et Classe, deux filiales de la Compagnie du Midi, suite à la prise en main de ce groupe, mardi, par M. Claude Béhéar.

Le nouvel homme fort d'AXA Midi a clairement annoncé son intention de recréer l'activité sur les assurances et donc de se séparer des participations industrielles majoritaires. L'attention s'est portée particulièrement sur le semencier Classe, détenu à 65,1 % par le Midi. Voici un an, en mars 1988, cette firme avait déjà été au centre d'une mini-bataille boursière entre Sanofi et Lafarge Coppée. Bien que l'actionnaire principal leur eût signifié alors ne pas vouloir céder ses parts, les deux groupes prenaient respectivement 7 % et 10 % du capital. L'un et l'autre seraient toujours sur les rangs pour une prise de contrôle. In-à-t-on vers une OPA ? Pour l'instant, tout cela ne serait que pure spéculation destinée à faire monter cette valeur cotée au comptant.

300^e entreprise sur le second marché

Sur ce même marché, La Roche Méridionale (LRM) n'en finit pas d'étonner par le niveau élevé des surenchères successives réalisées par la CFAO et Rallye pour tenter d'en prendre la relève. La CFAO, en confirmant son soutien à la direction de LRM, a proposé mardi 3 000 F par titre, dépassant ainsi les 2 850 F de Rallye. L'offre atteinte à présent 1,575 milliard de francs. Elle représente trente-cinq fois les bénéfices 1987 de la firme de distribution. Un niveau démesuré élevé qui, s'il enchante les petits porteurs, met les dirigeants de La Roche dans une position affaiblie face à leur allié.

Peu d'espoir, en revanche, de contre-OPA sur le groupe papeter Ansedat-Rey. Son président, M. Jacques

Semaine du 27 février au 3 mars

Callos, a confirmé vouloir rester sur ses positions après l'offre faite en début de semaine par son concurrent français Arjomari pour contre-carrier l'OPA lancée par l'Américain International Paper. Ansedat-Rey considère la proposition de ce dernier comme amicale et seule susceptible de lui assurer un nouveau développement. La date de clôture de l'offre (offre publique d'échange) de Cereus sur Dumoulin-Labé initialement prévue le 3 mars a été reportée par la Société des Bourses françaises, la COB (Commission des opérations de Bourse) n'ayant toujours pas accordé son visa à cette opération. Elle attend qu'un expert indépendant se prononce sur les parités proposées.

Saint-Gobain a, pour sa part, précisé les modalités de l'OPA qu'il lance sur deux de ses filiales cotées sur le second marché. Ansedat-Rey, l'échange porte sur quatre actions Saint-Gobain pour une Saint-Gobain Emballages et de trois actions du groupe Verrier pour une de la SEPR. Ces opérations font ressortir une prime de 33 % pour les actionnaires de Saint-Gobain Emballages et de 35 % pour ceux de la SEPR.

Enfin, ce chapitre des rachats d'entreprises s'est enrichi d'une nouvelle affaire : la firme Latécoère, spécialisée dans la fabrication d'équipements aéronautiques militaires et civils, devrait être rachetée par ses salariés. M. Pierre-Jean Latécoère, président de la firme, devrait céder ou apporter la totalité de sa participation (35 %) à une société, la Financière Périole, constituée par le personnel. Ce projet a entraîné la suspension de la cotation du titre au moment même où le second marché célébrait avec l'arrivée de Guillaum Emballages sa 300^e introduction depuis sa création, le 1^{er} février 1983.

En six ans, la place parisienne aura accueilli un peu moins des deux tiers de ces entreprises, le reste étant réparti entre les autres Bourses régionales avec une prédominance lyonnaise. Parmi les futures introductions se profilent l'arrivée à Paris de Petitjean, leader dans la fabrication des poteaux et mâts d'éclairage, le 8 mars, d'Idanova, spécialisée dans la création d'entreprises, puis un peu plus tard, d'Altra Equipement et de Moria Informatique. Ce jeune marché semble retrouver les faveurs des sociétés après un passage à vide dû au krach d'octobre 1987. Les introductions avaient baissé de moitié l'an dernier. La tendance semble s'inverser.

DOMINIQUE GALLOIS.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Reprise nerveuse

Fortement ébranlé la semaine précédente par la hausse généralisée des taux d'intérêt aux États-Unis, Wall Street a regagné une partie du terrain perdu, notamment par la fermeté du dollar et par une légère détente des taux d'intérêt obligataires. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a franchi la barre des 2 250 points, pour terminer avec des gains de 28,75 points. Il revenait, vendredi 3 mars, à 2 274,29 (contre 2 245,54 huit jours auparavant). L'ambiance est restée extrêmement nerveuse, les diverses statistiques économiques de janvier apaisant ou ravivant tour à tour les craintes d'une relance de l'inflation. Parmi les valeurs en hausse figuraient particulièrement Lockheed Corp. L'hebdomadaire Business Week affirmait, vendredi, que Boeing envisageait de racheter le groupe aérospatial américain.

	Cours 24 fév.	Cours 3 mars
Alcoa	62 1/8	61 1/2
AT&T	29 5/8	30 1/2
Boeing	61 1/8	65 3/8
Chase Manhattan Bank	31 5/8	31 3/4
De Putey de Nemours	95	95 5/8
Eastman Kodak	46 5/8	46 1/8
Exxon	43 3/8	44 1/4
Ford	51 3/8	52 1/4
General Electric	45 3/8	44 3/4
General Motors	84 3/8	85 3/8
Goodyear	47 5/8	48 7/8
IBM	121 1/8	120 7/8
ITT	52 1/4	52 3/8
Mobil Oil	45 7/8	46 5/8
Pfizer	54 1/2	55 3/8
Schlumberger	34 7/8	36 1/2
Tesco	28 1/4	32 7/8
UAL Corp. (ex-Allegis)	125 1/4	119
Union Carbide	30 5/8	31 3/4
USX	31 1/4	31 7/8
Westinghouse	52 1/4	51 1/8
Xerox Corp.	62	61 1/8

LONDRES

Embelle

Alarmé en début de semaine par la perspective de hausse des taux d'intérêt en Grande-Bretagne et en RFA, le Stock Exchange a ensuite retrouvé un certain optimisme. Il terminait en hausse après trois semaines consécutives de baisse. La faiblesse de la livre, la crainte d'un resserrement de la politique monétaire ont, cependant, assombré la Bourse, lundi. Mardi, une timide reprise s'amorçait, le déficit de la balance des paiements courants pour janvier n'ayant pas conduit à un relèvement des taux. Le mouvement se poursuivait durant les autres séances. Le secteur pétrolier a été en vedette avec le rachat par Lloyds de Thompson North Sea Holdings.

Indices « FT » du 3 mars : cote valeurs 2 059,2 (contre 2 019,5) ; trente valeurs, 1 697,5 (contre 1 663,4) ; fonds d'Etat, 88,39 (contre 88,08) ; mines d'or, 171,9 (contre 169,2).

	Cours 24 fév.	Cours 3 mars
Boccon	562	589
Bovater	458	457
BP	272 1/2	264
Charter	474	474
Courtauld	301 1/2	304
De Beers (*)	13 1/2	13 3/8
Free Gold (*)	13 1/16	7 7/8
Gold	12 3/16	12 47/64
GUS	16 1/2	16
ICI	31 41/64	31 49/64
Restons	632	784
Shell	368 1/2	374
Unilever	540	528
Vickers	186	187
War Loan	39 11/16	39 3/4

(*) En dollars.

FRANCFORT

Sérénité

La Bourse de Francfort a retrouvé une certaine sérénité après que ses inquiétudes concernant une nouvelle hausse des taux d'intérêt se fut calmée, la Bundesbank ayant décidé jeudi de ne pas relever son taux d'escompte. Le marché a terminé en hausse.

Indices du 3 mars : DAX 1 325,82 (contre 1 288,04), Commerzbank, 1 662 (contre 1 614,5).

	Cours 24 fév.	Cours 3 mars
AEG	214,10	214,50
BASF	282,70	290,90
Bayer	292,80	299,80
Commerzbank	236	239
Dresdnerbank	597,50	518
Hochstadt	292,50	300
Karstadt	421	435
Messerschmid	249	255,60
Siemens	511,50	525,50
Volkswagen	316,50	329

TOKYO

Tassement

Après cinq semaines consécutives de hausses ponctuelles à chaque fois par de nouveaux records, le Kabuto Cho a marqué une pause. Les valeurs ont terminé en baisse, les opérateurs n'ayant pas apprécié la détermination du gouvernement de la Banque du Japon d'éviter tout dérapage inflationniste.

Indices du 3 mars : Nikkei, 32 000,10 (contre 32 452,49) ; général, 2 439,90 (contre 2 487,24).

	Cours 23 fév.	Cours 3 mars
Aih	700	713
Bridgegate	1 380	1 390
Chiyoda	1 460	1 428
Fuji Bank	3 650	3 630
Honda Motors	1 990	2 030
Matsumoto Electric	2 360	2 418
Mitsubishi Heavy	1 210	1 160
Sany Corp.	6 490	6 890
Toyota Motors	2 560	2 590

Matériel électrique services publics

	3-3-89	Diff.
Alcatel	2 667	+ 130
Alstom	493	+ 10
COE	383	+ 1
Crozon	439	+ 16,10
CSEE (ex-Signaux)	591	+ 19
Générale des Eaux	1 690	+ 58
IBM	761	+ 10
Intercommun	1 431	+ 1
ITT	334,50	+ 5
Legrand	3 475	+ 158
Leroy-Somier	1 275	+ 29
Lyonnais des Eaux	1 555	+ 39
Matra	263	+ 2
Merlin-Gérin	3 865	+ 154
Moulinex	1 275	+ 7,50
PM Lablanc	1 067	+ 96
Radiorécepteur	676	+ 31
Schlumberger	222,40	+ 3,90
SEB	475	+ 13
Siemens	1 776	+ 51
Thomson-CSF	229,50	+ 2,50

Valeurs à revenu fixe

	3-3-89	Diff.
PME 10,6 % 1976	101,50	+ 0,60
8,80 % 1977	123,09	+ 0,71
10 % 1978	101,40	+ 0,10
9,80 % 1978	100,65	+ 0,20
9 % 1979	99	+ 0,99
10,80 % 1979	103,30	+ 0,28
16,20 % 1982	105,53	+ 0,17
16 % 1982	102,75	+ 0,12
15,75 % 1982	103,12	+ 0,11
CNE 3 %	3 770	+ 38
CNE 5 % 5 000 F	101,70	+ 0,45
CNE 5 % 5 000 F	102,75	+ 0,10
CNE 5 % 5 000 F	102,75	+ 0,10
CNE 5 % 5 000 F	101,70	+ 0,10

Banques, assurances sociétés d'investissement

	3-3-89	Diff.
Bail Equipement	302	+ 2
Banette (Cie)	529	+ 21
Cetale	690	+ 11
CEF	890	+ 36
F.I.	480	+ 15
Chargen SA	1 349	+ 27
Eurafin	1 610	+ 20
Héris (La)	550	+ 17
Imm. Pl.-Moussac	438	+ 67
Locafin	423	+ 22,10
Locidun	814	+ 1
Midi	1 628	+ 147
Midland Bank	204	+ 1
O.F.P.	1 288	+ 2
Paris de récess	413	+ 12
Préfabri	1 638	+ 22
Schneider	697	+ 38
Société générale	475	+ 13
Suez (Cie Fin.)	312,90	+ 6,80
UCB	193,40	+ 2,40

Alimentation

	3-3-89	Diff.
Béghin-Say	662	+ 36
Bongrain	3 045	+ 215
BSN	645	+ 26
Carrefour	3 094	+ 34
Casino	2 419	+ 170
Eurocrist	884	+ 15
Guyenne et Gasc.	3 876	+ 55
Molt-Hennessy	2 838	+ 2
Nestlé	28 050	+ 400
Océid (Gie)	843	+ 16
Olida-Ciby	477,70	+ 31,70
Perrot-Ricard	1 277	+ 47
Proximité	1 289	+ 44
St-Louis-Bonchon	1 289	+ 44
Source Perrier	1 620	+ 10

Bâtiment, travaux publics

	3-3-89	Diff.
Auxil. d'entr.	858	+ 16
Bouygues	577	+ 37
Ciments Français	1 310	+ 50
Dumez	827	+ 12
GTM	1 195	+ 25
J. Lefebvre	1 159	+ 65
Lafarge	1 479	+ 14
La Rochelle	634,65	+ 2,45
Poliet et Chausson	64	+ 25
SCREG	700	+ 10
SEGES	194	+ 2,30

Filatures, textiles, magasins

	3-3-89	Diff.
Agache (Fin.)	1 405	+ 10
BHV	519	+ 1
CFAO	1 450	+ 80
Danar-Servic	3 100	+ 25
DMC	476	+ 4,50
Galeries Lafayette	1 150	+ 49
La Redoute	543	+ 3
Novellus Galeries	543	+ 3
Printemps	602	+ 27
Rondier	211,10	+ 13,10
SCOA	66,90	+ 3,50

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 24-2-89	Cours 3-3-89
Or fin (Bleu en barre)	78 250	78 500
— (Bleu en lingot)	78 500	78 500
Plates françaises (20 g.)	484	481
Plates françaises (10 g.)	386	388
Plates indiennes (20 g.)	456	453
Plates indiennes (10 g.)	456	453
Plates turques (20 g.)	456	453
Plates turques (10 g.)	456	453
Plates suisses (20 g.)	456	453
Plates suisses (10 g.)	456	453
Plates allemandes (20 g.)	456	453
Plates allemandes (10 g.)	456	453
Plates japonaises (20 g.)	456	453
Plates japonaises (10 g.)	456	453
Plates indonésiennes (20 g.)	456	453
Plates indonésiennes (10 g.)	456	453
Plates thaïlandaises (20 g.)	456	453
Plates thaïlandaises (10 g.)	456	453
Plates vietnamiennes (20 g.)	456	453
Plates vietnamiennes (10 g.)	456	453
Plates cambodgiennes (20 g.)	456	453
Plates cambodgiennes (10 g.)	456	453
Plates laotiennes (20 g.)	456	453
Plates laotiennes (10 g.)	456	453
Plates birmanaises (20 g.)	456	453
Plates birmanaises (10 g.)	456	453
Plates malaisiennes (20 g.)	456	453
Plates malaisiennes (10 g.)	456	453
Plates philippines (20 g.)	456	453
Plates philippines (10 g.)	456	453
Plates indonésiennes (20 g.)	456	453
Plates indonésiennes (10 g.)	456	453
Plates thaïlandaises (20 g.)	456	453
Plates thaïlandaises (10 g.)	456	453
Plates vietnamiennes (20 g.)	456	453
Plates vietnamiennes (10 g.)	456	453
Plates cambodgiennes (20 g.)	456	453
Plates cambodgiennes (10 g.)	456	453
Plates laotiennes (20 g.)	456	453
Plates laotiennes (10 g.)	456	453
Plates birmanaises (20 g.)	456	453
Plates birmanaises (10 g.)	456	453
Plates malaisiennes (20 g.)	456	453
Plates malaisiennes (10 g.)	456	453
Plates philippines (20 g.)	456	453
Plates philippines (10 g.)	456	453
Plates indonésiennes (20 g.)	456	453
Plates indonésiennes (10 g.)	456	453
Plates thaïlandaises (20 g.)	456	453
Plates thaïlandaises (10 g.)	456	453
Plates vietnamiennes (20 g.)	456	453
Plates vietnamiennes (10 g.)	456	453
Plates cambodgiennes (20 g.)	456	453
Plates cambodgiennes (10 g.)	456	453
Plates laotiennes (20 g.)	456	453
Plates laotiennes (10 g.)	456	453
Plates birmanaises (20 g.)	456	453
Plates birmanaises (10 g.)	456	453
Plates malaisiennes (20 g.)	456	453

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Savoir profiter d'un répit

Enis vendredi matin, un emprunt de 300 millions de marks du Crédit foncier de France montre bien comment un grand débiteur peut tirer parti de toute amélioration même passagère, d'un marché des capitaux. L'éventualité d'une montée du taux Lombard en Allemagne ne saurait en effet être écartée et on fait elle est toujours attendue par beaucoup de très nombreux spécialistes. Fondamentalement, le ton demeure donc incertain. Mais la Bundesbank ayant décidé jeudi de ne pas modifier pour l'instant son taux directeur, la menace d'une série de hausses concurrentielles du niveau de l'intérêt de part et d'autre de l'Atlantique est momentanément écartée. Le soulagement a été grand; il s'est traduit par une sensibilité reprise des cours sur le marché secondaire. Mais pour profiter sur le marché primaire du mieux de ces derniers jours, il fallait s'y être préparé.

Les exigences de la Bundesbank en matière d'emprunts nouveaux sont telles que, pour lancer une opération vendredi, il fallait l'avoir déjà enregistrée mercredi soir. Rares étaient ceux à avoir pris cette précaution, et deux emprunts seulement ont vu le jour la semaine passée dans le compartiment de l'euro-marché.

Offerts à 101,25 % du pair, les titres Crédit foncier sont rémunérés au taux facial de 6,75 % durant dix ans. Le rendement qu'ils procureront à leur lancement était d'une quinzaine de centimes au-dessus de ce que rapportaient les obligations d'emprunt de tout premier rang sur le marché secondaire, une marge qui s'est avérée tout à fait appropriée pour assurer le succès de l'opération. Le produit de l'emprunt, que dirige la Deutsche Bank, n'est pas swappé. Les obligations bénéficient de la garantie de la République française, ce qui explique que les commissions retenues par les banques allemandes (2,50 %) soient moins élevées que pour des emprunts ordinaires pour lesquels on rajoute des frais d'introduction en Bourse jusqu'à 0,50 %.

Un établissement public grec aurait pu profiter du même avantage si Athènes avait voulu garantir son emprunt. Cela n'a pas été le cas, probablement pour des raisons tenant au volume de l'endettement officiel du pays. L'emprunteur est la Banque hellénique de développement industriel, et sa proposition est la suivante: 150 millions de marks à sept ans, émis au pair et rémunérés à 7,50 %. La transaction est dirigée par la Dresdner Bank. Sur la base des premières cotations du marché gris, les nouvelles obligations grecques rapportaient quelque 90 centimes de plus que les fonds d'Etat

allemands correspondants, alors que celles du Crédit foncier s'échangent sur la base d'un rendement de 2 à 4 centimes au-dessus des titres d'Etat.

Le marché de l'ECU a, lui aussi, vu deux opérations nouvelles, et toutes deux ont été fort bien accueillies. Celle d'un établissement public français, Crédit local, est en fait la première émission de l'année libellée en unités européennes à tenir compte des difficultés propres à ce compartiment, et qui tiennent, tout particulièrement, aux incertitudes liées à l'entrée prochaine de la peseta dans le panier des monnaies composant l'ECU. Le mérite du chef de file est grand d'avoir su imposer des conditions en pleine harmonie avec le marché. La solution d'un coupon relativement élevé, de 9,25 % pour une courte durée, d'un peu plus de trois ans, a été fort appréciée des investisseurs. Un prix d'émission nettement supérieur au pair, 101,5 %, ramène le rendement brut à 8,66 %. Ce niveau est, à quelques centimes près, celui du rendement théorique de l'ECU, que l'on calcule en pondérant les rapports obligations/gouvernements des pays dont la monnaie entre dans la composition de l'unité de compte.

Il n'est pas question, pour l'instant, de proposer une rémunération

Des placements vraiment privés

Parallèlement à toute l'activité obligatoire internationale qui fait appel aux souscriptions du public, les emprunteurs sont nombreux à s'assurer de financements de façon privée. Leurs opérations apparaissent alors rarement au grand jour, le placement s'effectuant auprès d'un nombre restreint d'investisseurs institutionnels. La formule est d'une grande souplesse. Elle permet de répondre aux souhaits des uns et des autres, en ce qui concerne par exemple le niveau facial de l'intérêt ou la durée. D'autres associent un peu une monnaie telle que le dollar australien pour lui garantir le paiement d'un coupon nominal fort élevé.

A Bruxelles, les transactions privées sont parfaitement admises. La solution d'un tel emprunt en francs belges revient d'ailleurs l'attention de quelques débiteurs français en fonction de l'évolution des courbes de rendement relatives aux monnaies des deux pays. L'écart s'est récemment élargi jusqu'à environ 80 centimes (le recours au franc belge étant plus avantageux pour l'emprunteur), alors qu'il n'était que d'une cinquantaine de centimes au début de l'année.

Quant au projet d'émettre sur l'euro-marché des placements privés en francs français, il n'a toujours pas obtenu l'assentiment des pouvoirs publics. Il est donc peu probable que l'opération attendue de livres subordonnées à durée indéterminée (TSDI) en francs français prenne cet aspect. Les TSDI en dollars sont lancés sous la forme de placements privés.

inférieure à ce taux théorique. Tous les débiteurs qui l'ont fait récemment ont couru à l'échec. Dirigée par le Crédit lyonnais, l'émission du Crédit local, de 100 millions d'ECU, est swappée contre des fonds en ECU à taux variable. Elle a été suivie d'un emprunt de 60 millions de la Communauté économique européenne dont le profil est fort semblable (rendement brut de 8,68 % sur un peu plus de trois ans également). Peut-être en raison de son taux d'intérêt facial moins élevé (9,125 %), l'émission de la CEE a été un peu plus lente à trouver preneur. En fin de semaine, toutefois, son placement était assuré. Le chef de file en est l'Eurobanque de la Société de banque suisse.

Dans le compartiment du dollar, la brièveté des émissions nouvelles d'une durée de deux ans pour la plupart d'entre elles) témoigne bien de l'hésitation d'un marché qui attend encore des rémunérations plus élevées. Il n'y a eu qu'un grand emprunt à long terme, de 250 millions de dollars à huit ans. Il a été émis sous la direction de IBI International pour le compte de la Banque européenne d'investissement. Son coupon est de 10 % et son prix d'émission de 102 %. Il a apparemment été bien accueilli.

En conséquence, la livre sterling a continué à plonger: après avoir chuté, il y a huit jours, de 3,26 DM à 3,20 DM, elle s'est retrouvée, jeudi, à 3,16 DM avant de remonter légèrement à 3,17 DM à la suite des interventions répétées de la Banque d'Angleterre. Il faut dire que la marge de manœuvre du gouvernement britannique est de plus en plus étroite, dans le cas où il faudrait soutenir la livre. Certains ont envisagé une nouvelle hausse des taux d'intérêt. Mais ces derniers battent déjà tous les records à 13 % et même à 13,5 % en cours de semaine, avant

DEVISES ET OR

Haro sur la livre et la lire !

On peut tromper tout le monde quelque temps ou quelques-uns tout le temps, mais on ne peut pas tromper tout le monde tout le temps. Le vieux adage est en train de se vérifier pour la livre sterling, passablement attaquée cette semaine à la suite de mauvaises nouvelles, et un peu pour la lire italienne, qui a fléchi également sur de mauvaises nouvelles. Dans ces deux cas, les marchés des changes prennent conscience du fait que des taux d'intérêt très élevés ne peuvent, durablement, soutenir les monnaies de pays où les données fondamentales de l'économie s'altèrent gravement.

En Grande-Bretagne, l'annonce d'une accélération de l'inflation au rythme annuel de 7,5 % la semaine dernière a été suivie par celle d'une nouvelle aggravation du déséquilibre des échanges avec l'étranger. Le déficit de la balance commerciale est passé de 1,76 milliard de livres (23 milliards de francs) à 2,1 milliards en janvier, celui de la balance des paiements bondissant de 1,35 milliard de livres à 1,7 milliard de livres (18,4 milliards de francs), ce qui est bien supérieur aux prévisions et commence vraiment à préoccuper les opérateurs.

En conséquence, la livre sterling a continué à plonger: après avoir chuté, il y a huit jours, de 3,26 DM à 3,20 DM, elle s'est retrouvée, jeudi, à 3,16 DM avant de remonter légèrement à 3,17 DM à la suite des interventions répétées de la Banque d'Angleterre. Il faut dire que la marge de manœuvre du gouvernement britannique est de plus en plus étroite, dans le cas où il faudrait soutenir la livre. Certains ont envisagé une nouvelle hausse des taux d'intérêt. Mais ces derniers battent déjà tous les records à 13 % et même à 13,5 % en cours de semaine, avant

de revenir à 13,25 %. Aussi une telle augmentation demeure-t-elle peu probable, surtout avant le 14 mars prochain, date de la présentation du budget 1990 par le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson. De toute façon, la Banque d'Angleterre a les moyens de tenir: ses réserves globales s'élèvent à plus de 51 milliards de dollars.

En passant des brumes du Royaume-Uni au soleil de la péninsule italienne, le tableau n'est pas beaucoup plus riant. A telle enseigne que la Banque d'Italie, vendredi après-midi, a porté son taux d'escompte de 12,5 % à 13,5 %. Là-bas, l'inflation redresse la tête: + 0,8 %, en janvier et en février, le rythme annuel de la hausse des prix s'élevait maintenant à 6,3 %, ce qui est beaucoup trop par rapport à la moyenne européenne.

Par ailleurs, la Banque d'Italie a mis en demeure le gouvernement de mettre en œuvre les réductions du déficit budgétaire prévu pour 1989. Mais ces mesures, selon toute vraisemblance, resteront lettre morte, avec un déficit de l'ordre de 530 à 550 milliards de francs. *Faute d'interventions coordonnées en politique économique pour éteindre les risques de surchauffe et pallier les difficultés de financement du Trésor, la politique monétaire s'en chargera*, affirme la Banque centrale italienne dans son dernier bulletin, ce qui signifie qu'elle va «servir la vis» *moi proprio*, se substituant à des pouvoirs publics défaillants. En attendant, la lire a accusé le coup, glissant par rapport au franc français, que la Banque d'Italie a dû vendre dans le courant de la semaine pour éviter que le cours de sa monnaie ne tombe à moins de 4,60 F pour 1 000 lire. Si on y ajoute une forte augmentation

du déficit commercial en janvier 1989, qui est passé à 4 290 milliards de francs, soit 20 milliards de francs, contre 2 330 milliards de francs un an auparavant, on comprend que certains redoutent une grosse dévaluation de la devise transalpine d'ici la fin de l'année.

Le franc français, lui, se tient fort bien, après l'annonce d'une hausse des prix de 0,4 % en janvier, bien inférieure à celle de la RFA et des commentaires favorables de l'OCDE sur l'économie de la France. A Paris, le cours du mark est revenu légèrement au-dessous de 3,40 F, tandis que celui du franc suisse revenait sous la barre des 4 francs pour s'établir à 3,97 F. Quant au dollar, il a commencé la semaine sur une note faible, sur sa lancée de la fin de semaine dernière, le relèvement du taux d'escompte de la réserve fédérale (un demi-point à 7 %) ayant été jugé insuffisant. Puis il s'est fortement raffermi, les opérations tablées sur la stabilité des taux d'intérêt allemands, ce qui s'est vérifié. Comme, par ailleurs, la crainte d'une reprise de l'inflation s'estompe un peu (on se demande bien pourquoi) après la forte hausse des prix de janvier, les opérateurs ont racheté du dollar. Mais beaucoup d'entre eux restent «baissiers» sur le billet vert, appréhendant de «mauvaises nouvelles» dans les mois qui viennent, tel qu'un maintien de la demande intérieure à un niveau élevé et, naturellement, de nouvelles hausses des prix.

FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 27 FÉVRIER AU 3 MARS

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	SEI	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York...	1,7330	—	15,9769	63,4930	54,3330	2,5920	48,1695	8,9736
Paris...	1,7330	—	16,0443	64,1849	54,7445	2,6096	48,4957	8,9742
Bruxelles...	16,9175	6,2250	—	397,48	250,87	16,5251	391,49	4,2655
Zurich...	16,9020	6,2250	—	398,25	249,97	16,5441	391,49	4,4618
Amsterdam...	2,7145	1,5750	25,1626	—	35,4745	4,8824	75,8676	1,1589
Frankfurt...	2,7312	1,5880	24,8281	—	35,3231	4,8658	75,5577	1,1589
Bonn...	3,7121	1,2485	29,4857	116,85	—	4,7785	88,6568	1,3643
Bruxelles...	3,2018	1,2480	29,3333	117,28	—	4,7651	88,4548	1,3646
Bruxelles...	46,4925	36,35	6,1639	24,4522	285,61	—	18,5838	2,6382
Bruxelles...	61,7182	3,33	4,6521	74,8956	288,85	—	11,7828	2,3477
Amsterdam...	3,5779	2,0750	33,1083	131,86	112,79	5,3810	—	1,5276
Amsterdam...	3,6147	2,0630	33,1345	132,35	112,92	5,3810	—	1,5297
Milan...	234,34	1350	217,13	862,85	738,38	35,7255	654,62	—
Milan...	236,94	1340	216,55	865,21	738,23	35,1775	653,73	—
Tokyo...	228,68	128	284,58	81,5888	85,5483	3,1777	61,6570	8,0941
Tokyo...	221,75	126,50	283,21	81,1938	85,2771	3,1011	61,5482	8,0935

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 3 mars, 4,8896 F contre 4,9209 F le vendredi 24 février.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Soulagement

Ouf! La Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank) n'a pas relevé l'un de ses taux directeurs, le Lombard (taux des avances sur papier commercial), comme le redoutaient les milieux financiers internationaux depuis le début de la semaine. Du coup, les marchés financiers se sont raffermis, aussi bien ceux des actions que ceux des obligations. A Paris, le MATIF a nettement relevé la tête.

«On a eu chaud», soupirent un opérateur à la veille du week-end, reconnaissant, toutefois, que les pronostics sur l'attitude de la Bundesbank étaient très difficiles, tant le conseil de cette banque centrale, réuni jeudi, était divisé. Jusqu'à un dernier moment, en effet, le suspense a été respecté, alors qu'à la

veille des conseils précédents, qui avaient à décider un relèvement, les pronostics étaient quasi unanimes: la hausse.

Cette fois-ci, deux facteurs politiques sont entrés sans doute en ligne de compte: nécessité de ne pas déclencher une guerre des taux, notamment avec la Grande-Bretagne, nécessité aussi de ménager le partenaire français, qui aurait été obligé de suivre, alors qu'il n'a nul besoin, de moins pour l'instant... Par ailleurs, le conseil de la Bundesbank a pu estimer qu'il fallait laisser au relèvement des taux antérieurs le temps d'agir, d'autant que le deutchemark se tient mieux à l'égard du dollar.

Il n'en reste pas moins qu'aux yeux des opérateurs la stabilité des

taux allemands reste précaire... «C'est reculer pour mieux sauter et on verra dans un mois», surtout si la hausse des prix en RFA se poursuit, encore 0,3 % en février après le 1,1 % de janvier, très exceptionnel il est vrai, en raison des relèvements de taxes et imposts.

A Paris l'absence de décision de la Bundesbank a dopé le MATIF qui, après avoir plongé à 102,88 sur l'échéance de mars au début de la semaine, en route vers les 102, disoit-on, a oscillé en dents de scie pour remonter à 104,40-104,50 en fin de semaine avec beaucoup de prudence néanmoins: tout est si fragile, le niveau des cours comme les nerfs des opérateurs, mis à rude épreuve.

Sur le front des obligations, la semaine a été marquée par l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables au Trésor (OAT). Cette dernière s'est effectuée de manière satisfaisante, d'abord parce que le Trésor, tenant compte de l'état d'un marché obligataire traumatisé, a limité son prélèvement à la fourchette basse du contingent, soit 7 milliards de francs, ensuite parce que le soulagement du marché après l'annonce du non-relèvement du taux Lombard allemand (la nouvelle officielle n'a été connue qu'une fois l'adjudication terminée) a facilité son placement. Autre raison pour le bon accueil: des rendements en accord avec ceux du marché, c'est-à-dire en hausse et s'élevaient à 9,35 % à dix ans contre 8,74 % le mois dernier et à 9,53 % à trente ans contre 8,91 %.

F. R.

MATIÈRES PREMIÈRES

Les rougeurs du cuivre

Les prix du cuivre, qui s'établissaient à la mi-février à 1 690 livres la tonne sur l'échéance de livraison à trois mois, ont connu un nouveau raffermissement au cours des dernières semaines. Le 3 mars, les cotations du London Metal Exchange culminaient à 1 823 livres par tonne, dans un marché fortement dominé par des marchés de marchandises de qualité. Preuve de cet engouement: le prix du métal livrable le jour même dépassait de 100 livres en moyenne ceux du métal livrable à trois mois.

Cette tension traduit les inquiétudes des professionnels sur la sécurité d'approvisionnement pour les mois à venir. La consommation, déjà très forte en 1988, reste soutenue. Le secteur du câblage absorbe des quantités croissantes de métal rouge. Le phénomène de substitution qui avait profité dans les années passées aux plastiques, aluminium et autres matériaux de remplacement, s'est atténué. «On s'aperçoit, par exemple, que pour l'appareillage domestique on ne fait pas

mieux que le cuivre», commente un négociant. Les usages mécaniques nouveaux, comme les plaques de cuivre pour les toitures, connaissent un réel essor en Italie et en République fédérale d'Allemagne, mais aussi, plus timidement, en France. Les composants électroniques, enfin, consomment au total de gros volumes de cuivre par doses homéopathiques additionnées.

Hélas, la production montre des signes de faiblesse, en Afrique comme en Amérique du Sud, les deux berceaux du cuivre. Premier pays touché: le Chili, dont la mine géante de Chuquibambilla connaît de grosses difficultés. Le minerai extrait est désormais de teneur plus faible que celle de la «période dorée». L'explosion de plusieurs fours a freiné l'activité, de même que le programme de modernisation des lignes de production qui, depuis un an, traîne en longueur et empêche la mine de reprendre son rythme de croisière. Les pertes de «Chuqui» seraient de l'ordre de 40 000 à 50 000 tonnes (pour 1988), sur une production évaluée à 700 000 tonnes environ. Encore faut-il ajouter que, dans les dix-huit mois qui ont précédé le référendum au Chili, une certaine «purge» a eu lieu parmi les hauts techniciens du cuivre.

«Les plus compétents ont été éliminés. On a mis des capitaines à la place des généraux», ironise un expert européen. Si les grandes grèves ont, pour l'instant, cessé au Pérou, le feu continue de couvrir, et les risques demeurent de voir le pays déclarer la force majeure pour ne pas honorer ses contrats de livraison (comme ce fut le cas fin 1988). Début février, l'un des leaders syndicaux du cuivre a été assassiné sans que l'on sache qui, du Sentier lumineux ou des groupuscules d'extrême droite, était à l'origine de cette action. Aux yeux des professionnels occidentaux, Lima n'est plus un fournisseur fiable.

Aux droits sur la sûreté des four-

du Sud s'ajoutent les inquiétudes des multiples incidents africains. La Zambie, pays enclavé, connaît des problèmes chroniques pour acheminer le minerai. Le port tanzanien de Dar-Es-Salaam est continuellement encombré. Des inondations semblent, de surcroît, avoir paralysé l'activité sur certains sites. Le Zaïre, habituellement plus ponctuel, accuse un retard d'un mois pour ses livraisons, dû à un enlèvement du port de Matadi.

Ces multiples contretemps laissent penser que les cours du cuivre resteront fermes pendant l'ensemble du premier semestre. Certes, les États-Unis, qui avaient fermé nombre de mines lors du marasme des années 1982-1983, les remettent aujourd'hui en marche, de même que les Australiens. La grande mine chilienne de La Escondida, contrôlée par des intérêts britanniques (RTZ) et japonais, devrait entrer prochainement en activité, entre le gisement portais de Neves-Corvo (aussi détenu par RTZ) d'ici 1990-1991. Mais en attendant, le marché reste «en manque», et la production est à plein régime. Si l'incandescence des prix n'est sans doute plus à redouter, le métal reste bien rouge...

ERIC FOTTORINO.

● **Création d'un groupe d'étude sur le cuivre.** — Quarante pays consommateurs et producteurs de cuivre, à l'exception du Japon, ont approuvé, le 27 février, la création d'un groupe cuivre qui devra «accroître la coopération internationale sur ce produit en servant de cadre à des consultations intergouvernementales, améliorer les statistiques sur la production, le commerce, les stocks et la consommation». Cet organe est indépendant de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), cadre habituel de ce type d'organisme.

PRODUITS	COURS DU 3-3
Cuivre l. g. (London)	1 823 (+ 151)
Trois mois	Livres/tonne
Aluminium (London)	2 250 (+ 88)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (London)	17 908 (- 400)
Trois mois	Dollars/tonne
Sacres (Paris)	1 905 (+ 24)
Mai	Francs/tonne
Café (London)	1 165 (+ 25)
Mai	Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 421 (- 120)
Mai	Dollars/tonne
Riz (Chicago)	435 (+ 1)
Mai	Cents/boisseau
Mais (Chicago)	283 (+ 12)
Mai	Cents/boisseau
Soja (Chicago)	238,40 (+ 1,3)
Mai	Dollars/l. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Nouvelle vague d'arrestations en Yougoslavie. - RFA : les Verts en congrès à Duisbourg. - Washington hausse le ton envers l'OLP. 4 L'affaire des Versets sataniques.	5 et 6 La préparation des élections municipales : Paris, Chambéry, Issore, Manosque et Digne. - Reportages à Epinal et Lons-le-Saunier. - « Livres politiques », par André Laurens.	7 L'affaire Jobic devant le tribunal de Nanterre. - Procès d'un juré pour violations de délibérations. 9 A Paris : trois manifestations d'enseignants. DATES 2 Il y a cinquante ans, l'élection de Pie XII.	11 Expositions : « Modes et révolutions », au palais Galliera. 12 Théâtre : le Bal de N'Dinga, au Bouffes-du-Nord. - Communication : la réforme du service public de l'audiovisuel. - L'impossible liquidation de la RFP.	15 Le conflit des nettoyeurs de la Comstec. - Litige entre les Douze sur les échanges d'énergie. 16 - Revue des valeurs. 17 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements 2 Camet 9 Météorologie 14 Mots croisés 14 Télévision 14 Spectacles 13	• Calculez vos impôts... IMPOTS • Si : choisissez votre station... SEJOUR • Les heures de neige... CORUS 3615 taping LM • Consultez votre portefeuille... BOURSE • Le mini-journal de la rédaction... JOUR 3615 taping LEMONDE

VENEZUELA : alors que Washington accorde une aide financière

Le président Carlos Andres Perez annonce le « retour à la normale »

Le président américain George Bush vient de décider d'accorder un prêt-relais de 450 millions de dollars au Venezuela afin d'aider ce pays à surmonter la grave crise financière à laquelle il est confronté. Dans un entretien téléphonique avec le président vénézuélien, M. Carlos Andres Perez, vendredi 3 mars, M. Bush devait également saluer « les efforts courageux et déterminés » du pays pour résoudre les problèmes économiques qui sont à l'origine des quatre jours d'émeutes qui ont déchiré le pays.

CARACAS
de notre envoyé spécial

Le mouvement de protestation, qui a provoqué la mort de « quelques trois cents personnes » (1) au Venezuela n'était pas « dirigé contre le

gouvernement ou les partis politiques », mais « contre la richesse, contre les riches », a affirmé, vendredi 3 mars, le président Carlos Andres Perez, ajoutant que la situation était « redevenue absolument normale partout dans le pays ».

Recevant la presse étrangère au palais présidentiel de Miraflores, le chef de l'Etat a expliqué que l'explosion de colère « était le produit d'une concentration progressive d'insatisfaction dans les secteurs marginaux et de moindres revenus ». « Ce ressentiment social », a ajouté le président, « a été provoqué par les sacrifices consentis au cours des cinq dernières années pour faire face au service de la dette ».

S'adressant aux pays industrialisés, il a lancé un appel au dialogue, afin, a-t-il précisé, « d'établir les conditions permettant au Venezuela d'assumer ses engagements, qu'elles qu'aient été les responsabilités passées des uns et des autres face au

problème de la dette ». La dette publique extérieure est un problème politique, a affirmé le président vénézuélien. Elle s'est convertie en facteur de déstabilisation. Que le monde industrialisé qui nous demande de respecter la démocratie nous permette de la respecter. « Il a répété que les mesures d'austérité annoncées par son gouvernement pour mettre fin à « l'économie de faux-semblants » et rétablir la « vérité des prix », « n'ont pas été imposées par le FMI ». « Mais il ne fait pas de doute que si nous n'avions pas pris ces mesures, nous ne pourrions pas obtenir de nouveaux crédits internationaux pour améliorer notre balance des paiements et maintenir nos réserves de change ».

Saluant « la loyauté de l'armée à l'égard du pouvoir civil », le président a affirmé qu'elle avait fait son devoir avec prudence et retenue, évitant ainsi que la tragédie ne prenne de plus amples proportions. « A

aucun moment, a-t-il dit, le système démocratique n'a été menacé ».

Alors que Caracas retrouvait dans la journée de vendredi son animation habituelle et que les brigades de nettoyage dégageaient les amoncellements d'ordures et de débris, le ministre de la défense, le général Iulo del Valle Alligero, a retardé de 18 heures à 20 heures le couvre-feu qui a été supprimé dans trois des États du pays. En dépit du maintien du pont aérien organisé par l'armée de l'air pour approvisionner la capitale, une partie de la population de Caracas craint toujours de nouvelles pénuries de produits alimentaires. Sous la surveillance de la troupe, de longues queues se sont formées toute la journée devant les marchés et les commerces qui ont rouvert leurs portes.

JEAN-MICHEL CAROIT.

(1) Les estimations de la presse vénézuélienne variaient, vendredi de 300 à 500 et même 1 000 morts.

COLOMBIE

Un attentat à l'aéroport de Bogota fait quatre morts, dont un dirigeant communiste

Un commando a ouvert le feu, vendredi 3 mars, dans l'aéroport de Bogota sur un groupe de personnes qui s'apprêtaient à embarquer. Quatre personnes ont été tuées et six autres blessées. Parmi les morts, figure la personnalité politique vénézuélienne, le sénateur Ernesto Samper Pizano, qui était aussi le chef des Jeunesses communistes colombiennes (JUCO).

Atteint d'une quinzaine de balles, M. Antequera est mort sur le coup. D'après la police, le leader communiste avait récemment reçu plusieurs lettres de menace de mort de la part d'organisations d'extrême droite.

Par ailleurs, une autre personnalité politique qui se trouvait aux côtés de M. Antequera, le sénateur libéral Ernesto Samper Pizano a été grièvement blessé. La veille, M. Samper avait été désigné comme candidat à l'investiture du Parti libéral en vue de la prochaine élection présidentielle.

Lundi dernier, déjà, un ex-député de l'UP, M. Teofilo Forero, avait été assassiné à Bogota avec sa femme et un militant de son parti au moment où M. Bernardo Jaramillo, le chef de l'UP, quittait la Colombie après avoir reçu de nouvelles menaces de

mort de l'extrême droite. L'UP, née en 1984 - lors de la trêve conclue entre le gouvernement du président, Belisario Betancur, et la guérilla communiste des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) - d'une réunion des forces de gauche dominées par le PC et à la recherche d'un nouvel espace politique, a été depuis ce temps le parti le plus touché par les assassinats politiques (plus de huit cents morts, dirigeants, parlementaires et militants de base).

L'attentat de l'aéroport de Bogota s'inscrit dans une semaine de violence, qui s'est ouverte lundi, par le massacre de dix-neuf personnes, dans une ville éloignée de la capitale. Parmi elles, figurait le célèbre Gilberto Molina, le « roi » de l'émeute.

Ces événements n'en coïncident pas moins avec certains progrès dans la recherche d'une solution pacifique du problème de la guérilla : des envoyés du gouvernement colombien négocient actuellement à Mexico avec la guérilla du M-19, alors que les FARC viennent de déclarer une trêve unilatérale de durée indéterminée. En raison de l'attentat, les discussions ont été provisoirement suspendues. - (AFP, Reuters.)

Suez augmente sa participation dans la Compagnie financière De Benedetti

Le conseil d'administration de la COFIDE (Compagnie financière De Benedetti), de l'italien Carlo De Benedetti, a annoncé, le 3 mars, que le groupe Suez allait porter sa participation de 3,5 % à 10 % à l'occasion d'une augmentation de capital de 258,3 milliards de francs (environ 1,2 milliard de dollars). Le français deviendra ainsi le troisième actionnaire de la COFIDE, derrière Carlo De Benedetti (47 %) et son cousin Camillo De Benedetti (14 %). Les autres actionnaires principaux (Pirelli, Mediobanca, Generali, Shearson Lehman, Olayan Group, Lombard Odier, Nomura et Warburg) ont accepté, tout en garantissant la souscription de 50 % des actions nouvelles, de réduire légèrement leur part.

Cet accord, entre Suez et Carlo De Benedetti, consacre la réconciliation entre les deux anciens rivaux dans la bataille pour la prise de contrôle de la Générale de Belgique.

Certaines bouteilles de gaz comprimé peuvent être dangereuses

Certaines bouteilles d'oxygène qui servent à des opérations de soudure peuvent être défectueuses et dangereuses. La Chambre syndicale des fabricants de gaz comprimés a publié une mise en garde précisant que, dans sept départements (Aube, Loiret, Paris, Seine-et-Marne, Yonne, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne), des « anomalies » ont été décelées.

Il s'agit des emballages en acier contenant de l'oxygène, échangés depuis le 1^{er} février dernier, dont le diamètre est de 140 à 145 mm, la hauteur de 480 mm. Leur poids à vide avoisine les 8 kg et, à plein, les 9 kg.

Les « bouteilles » sont aussi utilisées sur les chantiers. Toute personne qui possède ou utilise ce type de produits doit, s'ils ont été échangés depuis le 1^{er} février dans les départements cités, téléphoner immédiatement au vendeur-distributeur pour connaître la conduite à tenir.

ISLANDE geyers et volcans

avec votre voiture à partir de 49 900 F
«Norróna»
de la Smyril Line

CANADA : la querelle linguistique

Les discussions sur l'adhésion du Québec à la Constitution sont dans l'impasse

Le premier ministre (libéral) du Québec, M. Robert Bourassa, a annoncé vendredi 3 mars un remaniement limité de son gouvernement, alors qu'il s'approche de l'échéance des élections provinciales - avant la fin de l'année.

Ce remaniement voit l'arrivée de deux nouveaux ministres, avec notamment l'attribution de l'épineux dossier linguistique au ministre de l'éducation, M. Claude Ryan. M. Bourassa avait déjà dû modifier légèrement la composition du gouvernement en décembre dernier à la suite de la démission de trois de ses ministres anglophones, qui marquaient ainsi leur désaccord avec le maintien de l'interdiction d'afficher dans une autre langue que le français au Québec, malgré un arrêt de la Cour suprême du Canada.

MONTRÉAL
de notre correspondant

Le processus visant à permettre au Québec d'adhérer à la Constitution canadienne est dans une impasse. Une réunion des dirigeants des différentes provinces, récemment organisée par le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, n'a pas permis d'entrevoir une quelconque issue.

Un accord avait bien été conclu en juin 1987 entre le gouvernement fédéral et les dix provinces du Canada pour mettre fin à l'isolement du Québec qui dure depuis 1982, date à laquelle la Constitution du pays avait été « rapatriée » de Londres sans l'aval québécois. Après des lustres de querelles stériles, cet accord dit « du lac Meech », reconnaissait notamment au Québec un statut de « société distincte ».

Pour entrer en vigueur, le nouveau texte devait impérativement être entériné par les parlements de chacune des dix provinces. Huit d'entre elles l'ont fait, mais le Manitoba et le Nouveau-Brunswick, qui ont changé de gouvernement depuis, voudraient un préalable que certaines clauses soient renforcées.

M. Mulroney avait espéré convaincre les deux récalcitrants que l'unité nationale était en jeu. Peine perdue. M. Frank McKenna, premier ministre libéral du Nouveau-Brunswick, tient, entre autres choses, à ce que le droit des

femmes et celui des minorités linguistiques soient mieux définis. M. Gary Filmon, à la tête du gouvernement conservateur minoritaire du Manitoba, se méfie du concept de « société distincte » et craint que le Québec, à qui il reproche déjà d'avoir interdit à ses commerçants anglophones d'afficher dans leur langue, n'en profite davantage pour « brimer » sa minorité.

Il n'est pas le seul à considérer d'un mauvais œil le statut particulier du Québec, pourtant si vague que les juristes ne savent comment il pourra être interprété. Un sondage réalisé récemment auprès de mille cinq cents Canadiens faisait ressortir que 59 % d'entre eux ne pensent pas qu'il faille identifier le Québec comme une « société distincte », tandis que 56 % des Québécois estiment le contraire.

Le temps commence à presser. Les signataires de l'accord du « lac Meech » étaient convenus que le mois de juin 1993 constituerait l'ultime échéance. D'ici là, d'autres gouvernements risquent de changer : les conservateurs de Terre-Neuve désigneraient le 11 mars un successeur à l'actuel premier ministre démissionnaire, M. Brian Peckford. L'Alberta ira aux urnes le 20 mars et le Québec devrait faire de même avant la fin de l'année. M. Mulroney et les dirigeants des provinces ont donc décidé qu'ils feraient de nouveau le point en septembre prochain.

MARTINE JACOT.

Euro-optimisme ou europessimisme ?

Les sondages se suivent et ne se ressemblent pas tout à fait. Celui qu'a réalisé - en décembre 1988 auprès de 1 624 personnes - l'institut OPTEM pour le compte de la Commission de Bruxelles fait apparaître une attitude plus positive des Français par rapport à l'échéance 1993, que celui réalisé par la SOFRES pour le Monde et RTL (le Monde du 3 mars). Deux Français sur trois, selon OPTEM (61 %), pensent que la France a beaucoup à gagner ou, en tout cas, plus à gagner qu'à perdre à la réalisation du grand marché. 27 % sort de l'avis contraire.

En revanche, deux Français sur trois aussi (62 %) estiment que la situation de la France va s'aggraver. Cette réponse est ambiguë, et c'est sans doute elle qui explique les disparités entre

les deux sondages. On ne sait pas exactement en effet si ces 62 % de sondés attendent du grand marché un miracle salut, ou s'ils estiment que la France ne se prépare pas assez bien à l'échéance 1993. A noter cependant que les personnes interrogées par OPTEM ont une vision très positive de la nature même du grand marché : 59 % estiment qu'il s'agit de construire « l'Europe de la coopération », contre 31 % qui y voient « l'Europe de la concurrence » ; 64 % pensent que ce projet touche à leur vie quotidienne contre 32 % qui le considèrent comme de nature purement économique.

Les mêmes dégradés se retrouvent dans les attitudes en fonction des âges et des sexes que dans le sondage SOFRES.

A B C D E F G

URSS

M. Andreï Sakharov est vivement critiqué par les militaires pour avoir porté des accusations contre l'armée

Les militaires soviétiques ont vivement critiqué l'académicien Andreï Sakharov pour avoir affirmé que, pendant la guerre en Afghanistan, des hélicoptères de l'armée rouge auraient mitraillé des soldats soviétiques encerclés afin de les empêcher de tomber aux mains de la résistance.

Dans un entretien publié mercredi 1^{er} mars par la *Komsomolskaïa Pravda*, l'académicien soviétique a confirmé avoir tenu ces propos au cours d'une conférence de presse, le 5 février, à Ottawa, et précise qu'il s'est fondé sur le récit de témoins. Dans le même journal, le maréchal Akhromov, actuellement conseiller militaire de M. Gorbatchev et qui était chef de l'état-major général jusqu'à l'an dernier, dément

formellement ces allégations : « Nos hélicoptères n'ont jamais tué des groupes de soldats soviétiques encerclés par l'ennemi », dit-il. Si l'académicien Sakharov dit le contraire, c'est totalement faux ».

La veille, le général Gromov, ancien commandant du corps expéditionnaire soviétique en Afghanistan, avait également démenti dans l'*Etoile rouge*, organe de l'armée, ces accusations, qu'il jugeait « monstrueuses ». Plus modéré, M. Guerassimov, porte-parole du ministère des affaires étrangères, a reproché mercredi à M. Sakharov d'utiliser des informations « de seconde main », ajoutant : « Je crois que nos chefs militaires savent de quoi ils parlent et que Sakharov a été mal informé ».

On voit mal, par ailleurs, comment M. Sakharov pourrait être élu député, comme il était espéré, aux élections au Soviet suprême du 26 mars. M. Golovko, l'un des responsables de la commission chargée de surveiller les élections au Soviet suprême, a en effet indiqué mardi qu'il était trop tard pour que l'académie des sciences révise la liste de ses candidats. Or le président de l'Académie en avait écarté Andreï Sakharov au cours d'un vote en janvier bien que son nom ait été proposé par des dizaines d'instances. L'académicien avait déclaré par la suite qu'il ne souhaitait être candidat que dans son corps d'origine, et qu'il ne se présenterait pas dans une circonscription territoriale.

Manifestation en Hongrie pour la libération de Vaclav Havel

Plusieurs centaines d'intellectuels hongrois ont manifesté, jeudi 2 mars, dans le centre de Budapest, pour demander la libération du dramaturge tchécoslovaque Vaclav Havel, condamné la semaine dernière à Prague à neuf mois de prison.

Selon un porte-parole des manifestants, une lettre de protestation a été adressée à l'ambassade tchécoslovaque à Budapest.

Le quotidien hongrois indépendant *Mat Nap* avait tiré, le même jour, à la une, « Liberté pour Vaclav Havel » et avait exprimé sa sympathie pour le mouvement d'opposition tchécoslovaque Charte 77, dont M. Havel a été un des fondateurs.

En Bulgarie, une lettre signée par cent deux intellectuels bulgares en faveur de la libération du dramaturge tchécoslovaque Vaclav Havel, condamné à neuf mois de prison, a été remise lundi 27 février à l'ambassade de Tchécoslovaquie à Sofia, à la radio et à la télévision bulgares. La plupart des signataires de cette lettre sont membres du club Glasnost, créé en novembre dernier.

Par ailleurs, la Charte 77 a annoncé vendredi 3 mars la création d'un comité de soutien pour la candidature de Vaclav Havel au prix Nobel de la paix 1989.

● URSS : la ville d'Andropov désemparée. - L'agence Tass a annoncé vendredi 3 mars que, par décision du comité central, du présidium du Soviet suprême et du gouvernement, la ville d'Andropov reprendra désormais son ancien nom de Rybinsk. L'agence précise que cette mesure a été prise pour répondre « aux desiderata des travailleurs de la région ».

Le numéro du « Monde » daté 4 mars 1989 a été tiré à 526 458 exemplaires

مكتبة من الأصل